

LES
GARDES CHAMPÊTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 5 février 1925, à 3 heures

PAR

Émile ARNAUD

Président : M. ROLLAND, professeur

Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur*
MESTRE, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
45, RUE RACINE, 45

—
1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
GARDES CHAMPÊTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 5 février 1925, à 3 heures

PAR

Émile ARNAUD

Président : M. ROLLAND, professeur

Suffragants { MM. JACQUELIN, professeur
MESTRE, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
45. RUE RACINE, 45

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — 1° Rappel de la législation sur la police municipale et rurale; 2° Indications succinctes sur les pouvoirs et devoirs des maires en cette matière; 3° Historique de la création des gardes champêtres.....	7

PREMIERE PARTIE

LE STATUT ACTUEL DES GARDES CHAMPETRES

I. — Entrée en fonctions, suspension et cessation de fonctions	35
II. — Des droits, avantages et responsabilités de gardes champêtres. Des crimes et délits commis par eux et envers eux.....	51
III. — Leurs attributions.....	70
IV. — Des procès-verbaux.....	82
V. — Des gardes particuliers.....	102

DEUXIEME PARTIE

LA REFORME

I. — Des projets et propositions de réforme.....	113
II. — Examen de la question. Conclusion.....	132

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES

Bul. cr.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle.
Civ.	Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation.
Cr.	Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.
Dall. Com.	Dalloz des communes.
D. P.	Dalloz. Recueil périodique.
Notes jur. adm. ...	Notes de jurisprudence du Conseil d'Etat rédigées par MM. Raynaud et Lagrange. Edition de 1899.
R.	Répertoire alphabétique de législation de doctrine et de jurisprudence Dalloz.
Rec. Cons. d'Etat..	Recueil des arrêts du Conseil d'Etat statuant au contentieux, des décisions du tribunal des conflits, de la Cour des comptes et du Conseil des prises, rédigé par M. Panhard, avec la collaboration de MM. Lagrange, Farjon, Corneille, Josse, de Marcé.
Req.	Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation.
S.	Supplément au répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence Dalloz.
Sir.	Recueil général des lois et arrêts, fondé par J.-B. Sirey.

LES GARDES CHAMPÊTRES

INTRODUCTION

1^o Rappel de la législation sur la police municipale et rurale; 2^o Indications succinctes sur les pouvoirs et devoirs des maires en cette matière; 3^o Historique de la création des gardes champêtres.

L'étude que nous entreprenons sur les gardes champêtres doit être précédée, pour plus de clarté et pour faciliter les développements auxquels elle donnera lieu, du rappel, d'une façon aussi rapide que possible, de :

1^o La législation intéressant la police municipale et rurale.

2^o Des pouvoirs et devoirs des maires en cette matière;

Et, 3^o de l'historique de la création des gardes champêtres.

Ces trois points seront l'objet, dans l'ordre ci-dessus indiqué, de cette partie introductive.

I. — Sous l'ancien régime, la police était surtout répressive. A l'origine, à Paris, elle fut exercée par les Maires du Palais, puis par les comtes; elle l'était en province par les ducs et comtes.

En 1032, le prévôt de Paris ayant juridiction sur Paris et commandant au guet royal, fut créé. Il était

chargé de poursuivre, d'arrêter, de juger les criminels et de faire exécuter les sentences. Il connaissait, en appel, des sentences rendues par les prévôts en province.

Colbert, par un édit du 15 mars 1667, divisa la charge de prévôt de Paris en deux parties. Le prévôt de Paris conserva ses attributions de justice, un lieutenant général de police fut créé et chargé des attributions de police, ses ordonnances furent exécutoires dans tout le royaume. L'édit de 1699 créa en province des offices héréditaires de lieutenants généraux de police.

En fait, sous l'ancien régime, les villes pouvaient élaborer par leurs corps élus, les règlements qu'elles jugeaient nécessaires pour leur sécurité, pour la salubrité et en assurer l'exécution. La notion de police municipale prenait jour peu à peu.

L'assemblée constituante, au lendemain de la Révolution, créa le régime le plus décentralisé qui fût. Ce régime est compris dans le décret du 22 septembre 1789 qui divisa le pays en départements, districts et cantons et en confia l'administration à des assemblées élues. La charge de la police fut confiée à ces assemblées.

L'article 50 de la loi du 14 décembre 1789 dit que les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives sont : « de faire jouir les habitants des avantages « d'une bonne police, notamment de la propreté, de « la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les « rues, lieux et édifices publics. »

Le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire confia au procureur de la commune, le soin de poursuivre d'office les infractions aux lois et règlements de police. Les corps municipaux dans l'étendue de leur

municipalité devaient veiller à l'exécution de ces lois et règlements de police.

L'article 3, titre XI de la loi des 16-24 août 1790 détermine le domaine de police attribué aux corps municipaux.

Le Procureur de la commune cumulait les fonctions qui sont actuellement remplies par les maires, juges de paix, commissaires de police et gardes champêtres. Trop de charges l'accablaient, son action, au point de vue police, était illusoire.

La loi des 19-22 juillet 1791 sur la police municipale dit à son article 46 :

« Aucun tribunal de police municipale ni aucun corps
« municipal ne pourra faire de règlements; le corps
« municipal néanmoins pourra, sous le nom et l'intitulé
« de délibération, et sauf la réformation s'il y a lieu,
« par l'administration du département, sur l'avis de
« celle du district, faire des arrêtés sur les objets qui
« suivent : 1^o Lorsqu'ils s'agira d'ordonner les précau-
« tions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à
« son autorité par les articles 3 et 4 du titre XI du décret
« du 16 août sur l'organisation judiciaire : 2^o de publier
« de nouveau les lois et règlements de police, ou de rap-
« peler les citoyens à leur observation. »

L'article 1^{er} du décret des 21-29 septembre 1791 dit qu'il sera établi par le Corps législatif des commissaires de police dans toutes les villes du royaume où on les jugera nécessaires après avis de l'administration du département. Ces commissaires étaient élus par les citoyens actifs dans les conditions établies au décret des 1^{er} et 8 juin 1792. La durée du mandat était de deux ans; ils étaient rééligibles. Avant d'entrer en fonc-

tions, ils devaient prêter le serment de bien et fidèlement servir.

L'article 9 du titre II de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale dit que les officiers municipaux veilleront généralement à la tranquillité, à la salubrité et à la sûreté des campagnes.

Le Directoire, par décret du 19 Vendémiaire an IV, déclare les commissaires de police obligatoires dans toutes les villes d'au moins 5.000 habitants. Le système électif est abandonné. Les municipalités peuvent choisir et nommer elles-mêmes leur candidat.

Après le coup d'Etat du 18 Brumaire an VIII, le Consulat va dans le sens d'une centralisation complète. L'autorité se concentre entre les mains de Bonaparte, premier consul, qui veut un gouvernement énergique et puissant.

La loi du 28 Pluviôse an VIII créa les commissaires généraux de police, le décret du 25 mars 1811 créa cinq directeurs généraux de police en province ayant juridiction sur plusieurs départements. Les commissaires généraux étaient au nombre de quatorze, ils avaient au-dessous d'eux seize commissaires spéciaux chargés de la surveillance d'une ville importante. Les commissaires particuliers des villes, divisés en cinq classes, continuaient d'exister et se consacraient uniquement à la police municipale. Ils étaient obligatoires dans les communes de plus de 5.000 habitants. Dans les communes de population inférieure, les maires placés au nombre des officiers de police judiciaire par l'article 9 du Code d'Instruction criminelle, étaient chargés des fonctions de police.

Napoléon supprima, pendant les Cent jours, les directeurs généraux, les commissaires généraux et spéciaux et créa sept lieutenants de police qui furent supprimés à la Restauration.

La loi du 18 juillet 1837 chargea le maire, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la publication et de l'exécution des lois et règlements, des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois et de l'exécution des mesures de sûreté générale (article 9), de la police municipale, de la police rurale et de la voirie municipale, et de pourvoir à l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs (article 10); l'article 11 donna le droit au maire de prendre des arrêtés à l'effet : 1^o d'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité; 2^o De publier de nouveau les lois et règlements de police, et de rappeler les citoyens à leur observation.

Le décret des 30 janvier-12 février 1852 marque le commencement d'une nouvelle tentative de centralisation. Il reconstitue le ministère de la police générale et place à l'administration centrale pour seconder le ministre, trois directeurs généraux au nombre desquels le Préfet de police (article 1^{er}) ayant chacun dans leurs attributions une circonscription déterminée. Le décret des 28 mars-12 avril 1852 crée des commissaires cantonaux qui ont des attributions de police municipale et de police générale.

Le ministère de la police générale fut supprimé par décret du 18 juin 1853, ses attributions passèrent au ministère de l'Intérieur.

Le 25 mars 1852 paraît le décret « sur la décentralisation administrative ». Il y a déconcentration mais

point décentralisation : l'exécutif délègue une certaine partie de ses pouvoirs à ses représentants dans les départements, il n'en fait point bénéficier les autorités locales.

La loi des 5-9 mai 1855 centralise la police entre les mains des préfets qui remplissent les fonctions de préfet de police (article 50) ; les maires restent chargés de la police municipale « sous la surveillance du préfet ».

La loi du 24 juillet 1867 sur l'organisation municipale abroge l'article 50 de la loi du 5 mai 1855.

L'assemblée nationale supprime les commissaires cantonaux (arrêté du ministre de l'Intérieur du 11 septembre 1870).

La loi du 20 janvier 1874 qui est la conséquence de la situation troublée de l'époque édicte que le ministre dans les villes de plus de 40.000 habitants, et les préfets dans les autres villes auront momentanément la haute main sur la municipalité et par conséquent sur la police.

Actuellement le recrutement des commissaires de police a lieu au concours dans les conditions prévues à l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 1^{er} juillet 1912. Ils sont nommés et révoqués par décret.

Dans les villes ayant moins de 5.000 habitants qui n'ont point de commissaire, le maire assure lui-même les services de police. Le gouvernement a toutefois le droit, à ses frais, s'il le juge indispensable, d'y nommer un commissaire spécial.

La loi du 5 avril 1884 constitue la charte municipale actuelle. Son article 91 est ainsi conçu :

« Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité

« supérieure qui y sont relatifs. » Il abroge les dispositions précédentes.

Le maire réunit toute l'autorité dans ses mains sans avoir à prendre ni ordre ni avis du préfet sauf les prescriptions des articles 95 et 99 qui prévoient l'annulation ou la suspension par le préfet des arrêtés pris par le maire et les droits du préfet de prendre, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par l'autorité municipale, toutes les mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

Les attributions des maires, en matière de police municipale et de police rurale ont été confirmés, précisés ou complétés par la loi du 21 juin 1898 qui a été elle-même complétée par celle du 23 février 1905 sur la police rurale et par celle du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique

II. — La police municipale comprend toutes les matières sur lesquelles s'exerce le pouvoir de police des maires; mais le législateur et les auteurs distinguent d'une part, la police municipale proprement dite, qui s'applique plus spécialement aux agglomérations de population et même aux maisons isolées et à leurs dépendances, et d'autre part, la police rurale qui concerne les propriétés rurales. La police municipale et la police rurale n'ont pas, en effet, de domaine bien déterminé : elles se pénètrent l'une l'autre (1).

La loi municipale du 5 avril 1884, dans son article 97, emprunté à l'article 50 de la loi du 14 décembre 1789, définit en termes généraux l'objet de la police municipale qui consiste à assurer le bon ordre, la sûreté et la salu-

1. Morgand, *La loi municipale*, n° 838.

brité publiques. L'énumération des matières comprises dans la police municipale n'est pas limitative, cela ressort de la rédaction même de cet article.

Ces attributions ont été confirmées, précisées et complétées par la loi du 21 juin 1898 qui, bien qu'étant plus spécialement relative à la police rurale s'applique à la police municipale proprement dite. Cette loi est, en effet, applicable aux centres urbains comme aux agglomérations rurales (1). L'article 41 de la loi du 21 juin 1898 a été complété par la loi du 23 février 1905.

L'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1898 dit que les maires sont chargés, sous la surveillance de l'administration supérieure, d'assurer, conformément à la loi du 5 avril 1884, le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques; sauf dans les cas où cette attribution appartient aux préfets. Ils sont également chargés de l'exécution des actes de l'autorité supérieure relatifs à la police rurale.

La police municipale confiée au maire, sous la surveillance de l'administration supérieure comprend dans ses grandes lignes, en suivant l'ordre des divers paragraphes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 :

§ 1^{er}. — Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, c'est-à-dire le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des immondices, les encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, et celle de rien jeter qui

1. Conseil d'Etat, 5 décembre 1902. D. P. 1904.3.51. Conf. Trib. simp. pol. Paris, 5 janvier 1905. D. P. 1905.2.278.

puisse blesser ou endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles.

Le droit conféré au maire par l'article 97-1^o l'autorise à prendre des arrêtés pour débarrasser la voie publique de ce qui nuit à la propreté et à la salubrité et notamment pour prescrire aux habitants de balayer au devant de leurs maisons et établissements.

Disons, pour n'avoir plus à y revenir, que la disposition de l'article 471-15^o du Code pénal, ajoutée par la loi du 28 avril 1832, frappe des peines portées à cet article, c'est-à-dire d'une amende de 1 à 5 francs, ceux qui auront contrevenu aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale. Ces contrevenants seront, en cas de récidive, passibles d'emprisonnement pendant trois jours au plus (Code pénal, article 474). L'article 471-15^o du Code pénal n'est pas applicable aux infractions prévues par la loi. Par conséquent les règlements ou arrêtés municipaux qui ont pour objet de faire exécuter ce qui est prescrit par des dispositions législatives, comportent comme sanction, l'application par la juridiction compétente de la peine prononcée par ces dispositions.

§ 2. — Le maire est chargé de réprimer les atteintes portées à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutements dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblées publiques, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des citoyens. A ces dispositions empruntées, sauf quelques légères modifications, à l'article 3, titre II de la loi des 16-24 août 1790, la loi nouvelle a ajouté « et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique », l'énumération qui précède n'est donc pas limitative.

§ 3. — Ce paragraphe, comme l'article 3-3^o, titre II de la loi des 16-24 août 1790, confie à la vigilance de l'autorité municipale le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics.

D'une façon générale, le maire doit, pour assurer le bon ordre, prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la tranquillité des citoyens, pour empêcher qu'on porte atteinte à leur personne ou à leur propriété. Mais, même dans l'intérêt du maintien de la tranquillité publique, il ne peut prendre de mesures dont l'effet serait de porter atteinte à la liberté des citoyens.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1906, ne peuvent être faites, sous la forme de soldes, liquidations, ventes forcées ou déballages, sans une autorisation du maire de la ville où la vente doit avoir lieu, la vente de marchandises non comprises dans les prohibitions de la loi du 25 juin 1841, sur les ventes aux enchères.

L'article 475-5^o du Code pénal punit de peines de simple police ceux qui établissent des jeux de loterie ou autres jeux de hasard, dans les lieux publics. Les maires peuvent, en vertu du paragraphe 3, aller au delà de l'interdiction légale et notamment prohiber tous les jeux de cartes, sans distinction, dans les cafés et lieux publics (1).

1. Il a été jugé qu'alors même qu'un jeu ne tomberait pas sous l'application de l'article 410 du Code pénal comme jeu de hasard, l'autorité municipale est en droit de l'interdire dans les établissements publics soumis à sa surveillance (Cr. 29 décembre

Les maires peuvent interdire de jouer des sommes d'argent dans les lieux publics, non seulement aux cartes, mais encore au billard et autres jeux d'adresse.

L'article 475-2° du Code pénal impose aux aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, l'obligation de tenir un registre sur lequel doivent être inscrits de suite et sans aucun blanc les noms, qualités et domicile habituel, date d'entrée et de sortie de toutes les personnes qui couchent ou passent une nuit dans leurs maisons et de le représenter, aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en sont requis par les maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, Il appartient au maire et au préfet de prendre des arrêtés pour la mise à exécution de ces prescriptions.

§ 4. — Ce paragraphe range parmi les objets ressortissant à la police municipale le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou des prescriptions particulières à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort. Ces pouvoirs se trouvaient inscrits dans les articles 16, 17 et 21 du décret du 23 Prairial an XII.

§ 5. — Ce paragraphe se rapporte à l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente.

Les pouvoirs dont jouit le maire pour assurer la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la

1865. D. P. 66.1.188; 16 juillet 1896. D. P. 97.1.31; Conf, Morgand, n° 921).

mesure doivent être combinés avec : 1^o La loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles; 2^o la loi du 16 avril 1897 concernant la répression des fraudes dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine; 3^o la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais. Les dispositions pénales relatives à la répression de ces délits et contraventions ne portent pas atteinte au pouvoir de police préventive attribué par la loi à l'autorité administrative préfectorale et municipale (1). Le maire a toujours le droit de prendre des mesures pour éviter que les acheteurs ne puissent être trompés (2).

L'autorité municipale peut prescrire aux commerçants certaines précautions relative à la tenue de leurs établissements et destinées à empêcher que les denrées ne deviennent malsaines. Le maire peut visiter les lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que les boutiques pour y vérifier la salubrité des comestibles (loi du 19 juillet 1791, titre I, article 9).

L'article 30, titre 1^{er} de la loi du 19 juillet 1791 porte que la taxe des subsistances ne pourra provisoirement avoir lieu, dans aucune ville ou commune du royaume, que sur le pain et la viande de boucherie, sans qu'il soit permis en aucun cas de l'étendre sur le vin, sur le blé et les autres grains, ni autres espèces de denrées. L'article 479-6^o du Code pénal s'applique aux boulangers et aux bouchers qui vendent le pain ou la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée. Le

1. Cr. 1^{er} avril 1826. R. *Commune*, 1213-2^o.

2. Cr. 10 janvier 1823 R. *Commune*, 1220.

maire conserve à l'égard de la vente du pain et de la viande ses droits spéciaux (1).

L'autorité municipale peut prescrire aux bouchers et aux charcutiers : de faire une déclaration avant de s'établir et d'indiquer les locaux où ils se proposent d'installer leur boucherie et ses dépendances (2), ou de se faire inscrire avant de s'établir (3), de renouveler leur déclaration à chaque changement de titulaire (4), ou au commencement de chaque année.

A été jugé légal et obligatoire l'arrêté municipal qui prescrit aux bouchers de faire peindre sur leurs enseignes, volets ou au-devant de leurs étaux, une inscription indiquant leur nom et les espèces de viandes débitées par eux et d'afficher dans un cadre à la porte d'entrée de leurs magasins, les prix de vente par kilogramme des viandes de toute espèce (5).

L'autorité municipale doit veiller à ce qu'il ne soit vendu au public aucune viande malsaine gâtée ou susceptible de porter atteinte à la santé.

Le maire fait tous règlements intérieurs pour l'usage de l'abattoir.

§ 6. — Le paragraphe 6 qui est emprunté à l'article 3, § 5, titre II de la loi des 16-24 août 1790, confie au maire le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou

1. Req. 15 février 1898. D. P. 98.1.366.

2. Décret du 24 février 1858, article 2; arr. Préf. Seine, 20 avril 1887, art. 1^{er}.

3. Cr. 26 mars 1831, R. *Boucher*. 14.

4. V. décret précité, 24 février 1858, art. 2; ar. précité 20 avril 1887, art. 2.

5. Tr. simp. pol. Pau, 3 juillet 1907. D. P. 1908.5.18.

contagieuses, les épizooties, en provoquant s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure. Il doit être combiné avec les articles 2 et suivants de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural qui reproduisent ou complètent les prescriptions de la loi de 1884.

En vertu des dispositions des lois de 1884 et 1898, il appartient au maire de prescrire les mesures propres à prévenir les incendies telles que... interdiction de couvrir les maisons en matières inflammables, de bâtir ou réparer les maisons en bois ou colombage, d'allumer des feux sur la voie publique, dans les champs à moins d'une certaine distance des bâtiments, d'empiler du bois contre les murs des maisons et cheminées, de tirer des pièces d'artifices...; détermination du mode de construction des cheminées, de la hauteur à donner aux tuyaux de poêles...; obligation annuelle du ramonage des fours, fourneaux et cheminées, de n'établir les meules de fourrages ou grains qu'à une distance déterminée des habitations et de la voie publique.

Aujourd'hui le préfet, sur l'avis du Conseil général et des chambres consultatives d'agriculture, prescrit les précautions nécessaires pour écarter les dangers d'incendie et notamment l'interdiction d'allumer des feux dans les champs à moins d'une distance déterminée des bâtiments, vignes, vergers, haies, bois, bruyères, meules de grains, de paille, des dépôts régulièrement autorisés de bois et autres matières inflammables appartenant à autrui (article 10 de la loi du 21 juin 1898). La sanction de l'infraction à l'arrêté préfectoral est la peine prévue à l'article 471-15° du Code pénal (1).

1. Watrin et Bouvier, *Code rural*, n° 579.

Dans le cas de danger grave et imminent, comme inondation, rupture de digues, incendie d'une forêt, avalanche, éboulement de terres ou de rochers, ou tout autre accident naturel, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances. Il informe d'urgence le préfet et lui fait connaître les mesures qu'il a prescrites (article 7, loi du 21 juin 1898). L'autorité municipale doit faire le nécessaire pour rétablir l'ordre, organiser les secours et prendre les mesures pour prévenir les accidents. Elle a le droit de requérir, dans les cas de calamités auxquelles il est nécessaire de remédier d'urgence, les particuliers, de faire les travaux, d'accomplir les services ou de prêter les secours nécessaires. Le refus d'obtempérer à ces réquisitions constitue une contravention (Code pénal, art. 475-12°).

Le soin de veiller à l'hygiène et à la salubrité publique et de prendre les mesures pour les maintenir est une des attributions essentielles de l'autorité municipale (art. 97 de la loi du 5 avril 1884; articles 18 et suivants de la loi du 21 juin 1898; loi du 15 février 1902 sur la santé publique). Aux termes du paragraphe 6 de l'article 97 de la loi municipale, le maire a pour mission de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les maladies épidémiques ou contagieuses. Le soin de faire cesser les épidémies par la distribution des secours nécessaires consiste dans l'organisation des secours médicaux, et notamment dans l'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

Quant au soin de prévenir les épidémies par des précautions convenables, il consiste principalement, soit dans les mesures faisant l'objet du règlement sanitaire

prévu par l'article 1^{er} de la loi du 15 février 1902, soit dans les prescriptions spéciales ou individuelles destinées à faire disparaître les causes d'insalubrité. Les contraventions aux règlements sanitaires communaux sont punies des peines portées à l'article 471 du Code pénal (Loi du 15 février 1902, art. 27).

Aux termes de l'article 11 de la loi du 15 février 1902, aucune habitation ne peut être construite dans les agglomérations de 20.000 habitants et au-dessus, sans un permis du maire constatant que les conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire prévu par la loi sont observées dans le projet de construction. Comme pour les permissions de voirie, l'autorisation de construire pourra, en cas de refus du maire, être donnée par le préfet. L'infraction est punie d'une amende de 16 à 500 francs (article 27 de la loi du 15 février 1902).

Le maire peut réglementer l'usage des eaux et notamment réserver l'eau des bornes-fontaines pour les besoins personnels des habitants et de leurs ménages (1), et en exclure les emplois industriels et commerciaux pour lesquels suffit l'eau prise ailleurs (2).

En ce qui concerne les épizooties, les devoirs de l'autorité municipale sont définis par la loi du 21 juillet 1881, reproduite presque textuellement par celle du 21 juin 1898. La loi de 1881 qui n'est pas abrogée, doit continuer à être appliquée dans celle de ses dispositions qui édictent des pénalités (art. 30 à 36).

Les déclarations des détenteurs d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses

1. Cr. 29 octobre 1896, D. P. 98.1.26; 23 novembre 1901, D. P. 1902.1.141.

2. Arrêt précité 29 octobre 1896.

doivent être faites au maire (article 31 de la loi du 21 juin 1898) qui autorise, en cas d'urgence, l'enfouissement de l'animal. Le maire veille à ce que les animaux atteints soient isolés et séquestrés, il y pourvoit d'office s'il y a lieu, et mande le vétérinaire chargé du service des épizooties (art. 31 et 32).

Lorsqu'un arrêté du préfet a constaté l'existence de la peste bovine dans la commune, le maire ordonne, conformément à l'avis du vétérinaire et après estimation, l'abatage immédiat des animaux atteints ou contaminés, alors même qu'ils ne présenteraient aucun signe apparent de maladie (art. 34). Il autorise sur l'avis du vétérinaire, le transport en vue de l'abatage, des animaux contaminés (art. 35).

Dans les cas de morve, de farcin et de tuberculose dûment constatés, les animaux doivent être abattus sur ordre du maire (art. 36). Avant l'exécution de l'ordre d'abatage, il est procédé à une évaluation des animaux par le vétérinaire délégué et un expert désigné par la partie. A défaut par la partie de désigner un expert, le vétérinaire opère seul. Il est dressé un procès-verbal de l'expertise : le maire le contresigne et donne son avis (art. 49). Notons ici que l'article 34 de la loi du 28 décembre 1922 a abrogé les dispositions légales qui accordent des indemnités dans les cas de saisie de viande et d'abatage d'animaux pour cause de tuberculose. Le maire doit dresser l'état des frais dûs pour abatage, transport, quarantaine et désinfection lorsque ces mesures sont prises d'office au refus des propriétaires ou conducteurs d'animaux atteints. Cet état est rendu exécutoire par le préfet (art. 61).

Les maires des communes frontières prennent les

mesures sanitaires prescrites par la loi ou le gouvernement pour l'interdiction d'entrée des animaux étrangers (art. 57 et 58). Les communes ports de mer doivent fournir un quai de débarquement et un bâtiment de quarantaine (art. 59).

Les communes dans lesquelles il existe des foires et marchés aux chevaux et aux bestiaux, des abattoirs et des clos d'équarrissage, seront tenus de préposer à leurs frais, et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un ou plusieurs vétérinaires pour l'inspection sanitaire des animaux qui y sont conduits (art. 63). La nomination de ces vétérinaires par les maires est soumise à l'agrément du préfet (1).

Les maires veillent à ce que, aussitôt après chaque tenue de foire ou de marché, le sol des halles, des marchés, des champs de foire, celui des hangars et étables, etc., etc, soient nettoyés et désinfectés (art. 68).

§ 7. — Ce paragraphe confère au maire le droit de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés. Cette disposition est en corrélation avec l'article 19 de la loi du 30 juin 1838, aux termes duquel, en cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les maires ordonnent à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale, toutes les mesures nécessaires, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statue sans délai.

Le maire peut faire des règlements pour obvier ou

1. Décret du 9 juin 1913, article 10; arrêt du Conseil d'Etat du 4 mai 1917, *Ecole des communes*, 1917, p. 311.

remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, par exemple, pour empêcher de les laisser errer. Du reste, le fait de laisser divaguer un aliéné ou un furieux dont on a la garde constitue, même en l'absence de tout arrêté municipal, une contravention prévue par l'article 475-7° du Code pénal.

§ 8. — Ce paragraphe confie au maire le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants (dangereux pour les propriétés), ou féroces (dangereux pour les personnes et les animaux). Un arrêté municipal peut, en vertu de ce paragraphe, rappeler cette interdiction de laisser divaguer ces animaux et préciser les cas où elle est applicable.

L'autorité municipale peut prendre des mesures à l'égard des animaux qui ne sont ni malfaisants ni féroces, mais alors elle agit, non point en exécution des dispositions de l'article 97, § 8 de la loi de 1884, mais en vertu du droit qui lui appartient de veiller à tout ce qui intéresse la commodité et la sûreté du passage sur la voie publique.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 21 juin 1898, le maire peut prendre toutes les mesures propres à empêcher la divagation des chiens.

Lorsque la rage est définitivement constatée chez des animaux de quelque espèce qu'ils soient, le maire peut ordonner l'abatage et cette mesure ne peut être différée sous aucun prétexte (Loi du 21 juin 1898, art. 38. Décret du 6 octobre 1904). Pour les chiens et les chats, la simple suspicion de rage suffit pour motiver l'ordre d'abatage immédiat.

D'après la loi du 21 juin 1898, article 17, les maires prescrivent aux propriétaires des ruches toutes les mesures qui peuvent assurer la sécurité des personnes, des animaux, et aussi la préservation des récoltes et des fruits. A défaut de l'arrêté préfectoral prévu par l'article 8 du livre I^{er}, titre 6 du Code rural, les maires déterminent à quelle distance des habitations, des routes, des voies publiques, les ruchers doivent être établis. De la combinaison de ces dispositions avec l'article 8 de la loi du 4 avril 1889, il résulte qu'en principe le maire est investi d'un pouvoir général relativement aux ruches d'abeilles, et que ce pouvoir n'est limité qu'en ce qui concerne la fixation des distances, et encore seulement dans les cas où ces distances ont été déterminées par un arrêté préfectoral. Toutefois, ne sont assujetties à aucune prescription de distance les ruches isolées des propriétés voisines ou des chemins publics par un mur ou une palissade en planches à hauteur de clôture (article 17, § 3 de la loi du 21 juin 1898).

Disons enfin qu'aux termes de l'article 98 de la loi du 5 avril 1884, le maire a la police des routes nationales et départementales, et des voies de communication, dans l'intérieur des agglomérations, mais seulement en ce qui touche à la circulation sur les dites voies. Qu'il peut, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, sous les réserves imposées par l'article 7 de la loi du 11 Frimaire an VII, donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique, sur les rivières, ports et quais fluviaux et autres lieux publics.

Que les alignements individuels, les autorisations de bâtir, les autres permissions de voirie sont délivrées par

l'autorité compétente, après que le maire aura donné son avis dans le cas où il ne lui appartient pas de les délivrer lui-même.

Que les permissions de voirie à titre précaire ou essentiellement révocables sur les voies publiques qui sont placées dans les attributions du maire et ayant pour objet notamment, l'établissement dans le sol de la voie publique des canalisations destinées au passage ou à la conduite soit de l'eau, soit du gaz, peuvent, en cas de refus du maire non justifié par l'intérêt général, être accordées par le préfet.

Les multiples obligations imposées aux maires par les lois que nous venons de citer, mais dont nous n'avons donné, dans nos rapides explications, que les indications les plus générales, créent pour l'autorité municipale des devoirs de police qui, dans nos communes rurales, sont assurés presque exclusivement par les gardes champêtres, qui sont chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dites lois et aux arrêtés municipaux pris pour leur exécution.

Cette étude de la question des gardes champêtres est l'objet de notre travail, mais nous croyons devoir, avant de la commencer, donner quelques indications historiques au sujet de cette institution des gardes champêtres qui est déjà fort ancienne.

III. — Au moyen âge, les communautés préposaient un citoyen qui avait mandat de veiller sur les récoltes; ces préposés n'avaient aucun caractère officiel. On trouve trace de ces gardes dans deux actes du XIII^e siècle, l'un de 1221 et l'autre de 1229; ils y sont appelés mesagers.

Sous le roi Jean le Bon, sous Charles V, sous Charles VI

parurent diverses ordonnances et lettres patentes. Les gardes y sont désignés sous divers noms : banniers, bangards, sergents, messiers, messoliers, corretiers, bladiers, dégâtiers, vigniers.

Ce fut Charles V, en 1369, qui les éleva au rang de fonctionnaires publics :

Il permit : « Aux maieurs et échevins d'Abbeville d'es-
« tablir des gardes des ablais ou grains pendans par les
« racines, avec pouvoir de saisir les charrois et bestiaux
« qui causeraient du dommage dans les terres et de con-
« damner à l'amende ceux qui les conduiraient. »

L'autorisation du souverain était, à cette époque indispensable pour pouvoir instituer un garde champêtre ; celui-ci était ensuite élu par les habitants de la paroisse.

L'ordonnance d'août 1354 et les lettres patentes des 19 juin 1369 et 30 novembre 1463 nous donnent des indications sur les amendes qui n'étaient pas nombreuses. Elles variaient suivant la nature et les circonstances du délit entre trois et soixante sols. Le juge arbitrait la peine lorsqu'il s'agissait d'arbres coupés nuitamment sur le terrain d'autrui.

La lette patente du 10 novembre 1408 défend aux gardes de ne rien recevoir au delà de l'amende prononcée par la loi.

Celle du 30 novembre 1463 leur interdit de composer ou traiter avec qui que ce fut, sous peine d'une amende du double de celle due par le délinquant.

L'édit de décembre 1706, dans son article 24, dit que les gardes devront se rendre dans les maisons des maires chaque fois que ceux-ci les y manderont, pour y recevoir des ordres, tant pour le service du roi que pour les affaires de la communauté ; il leur défend de s'absenter

sans la permission des maires, à peine de privation de leurs gages. Cet édit autorise les maires possesseurs d'offices vénaux à nommer directement les gardes champêtres.

Le gages des gardes champêtres étaient peu élevés et variaient suivant les localités. Ils étaient fixes et prélevés par contribution ou proportionnés au produit des amendes.

La déclaration du 11 juin 1709 permit à chaque paroisse d'avoir un ou plusieurs gardes ou messiers. Ces messiers devaient être capables, solvables, d'âge suffisant et gens de bien. Ils prêtaient serment devant le juge, avant d'entrer en fonctions, de bien et fidèlement garder les biens et de faire leurs rapports de tous les délits qu'ils découvriraient dans leurs visites. Ces rapports, affirmés véritables, faisaient foi en justice. Le procureur fiscal était chargé de poursuivre les contrevenants. Les gardes n'avaient pas l'obligation de dresser eux-mêmes leur procès-verbaux qui pouvaient être écrits par le greffier du juge.

Les fonctions de garde n'avaient pas l'importance qu'elles ont aujourd'hui, elles étaient temporaires, sauf dans certaines localités où, par exception, on pouvait instituer à vie les messiers; elles commençaient généralement au printemps pour se terminer à la fin du mois d'octobre.

Ces fonctionnaires étaient trop utiles pour que la Révolution les supprimât. Aussi la constituante s'empressa-t-elle de les réorganiser.

La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 dit à l'article 1^{er} (des gardes champêtres) de la section VII : « pour assurer les propriétés et conserver les récoltes, il

« pourra être établi des gardes champêtres dans les municipalités, sous la juridiction des juges de paix et sous la surveillance des officiers municipaux. Ils seront nommés par le Conseil général de la commune et ne pourront être changés ou destitués que dans la même forme. » Dans son article 2 il est indiqué que plusieurs municipalités pourront choisir et payer le même garde champêtre et qu'une municipalité pourra en avoir plusieurs.

La question de la liberté ou de l'obligation pour les communes d'avoir un garde champêtre n'a depuis lors cessé d'occuper le législateur français.

La disposition facultative de l'article 1^{er} de la section VII de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 fut rendue obligatoire par le décret du 20 Messidor an III, articles 1 et 3 et le Code de Brumaire an IV, article 38. L'obligation pour les communes d'avoir au moins un garde champêtre a subsisté jusqu'à la loi municipale du 5 avril 1884; la loi du 18 juillet 1837 la confirmait plutôt : elle rangeait parmi les dépenses obligatoires des communes, le traitement des gardes champêtres. Nous devons cependant indiquer qu'en fait, les prescriptions de cette loi n'ont jamais été exécutées d'une manière générale. Beaucoup de communes n'ont jamais eu de garde.

Le décret sur la décentralisation administrative du 25 mars 1852 donne, dans son article 5, n° 21, aux préfets, le droit de nommer les gardes champêtres directement, sans l'intervention du gouvernement.

Dans le projet déposé par Jules Simon, ministre de l'Intérieur, qui a abouti à la loi du 5 avril 1884 qui règle dans son article 102 la question qui nous occupe, il est dit : « Il y a au moins un garde champêtre par commune ».

C'était le principe de l'obligation maintenu. Cette obligation fut supprimée dans le projet définitif de la commission de la Chambre des députés qui porte que toute commune peut avoir un garde champêtre. L'obligation rétablie par la commission dans son texte rectifié fut écartée le 27 février 1883 par l'adoption d'un amendement présenté par M. Le Prévost de Launay qui disait : « Toute commune peut avoir un ou plusieurs gardes « champêtres. »

Le projet reproduisant les dispositions de la loi de 1791, permettait à plusieurs communes de se réunir pour avoir un seul garde. Ce point admis par la chambre ne l'a pas été par le sénat qui a craint qu'un seul garde champêtre pour plusieurs communes entraînerait, en plus d'une mauvaise exécution dans le service, des grandes difficultés tant pour la nomination que pour la révocation. M. Demole, rapporteur au Sénat, s'exprimait ainsi : « Quand plusieurs communes auront le même « garde champêtre, le service de cet agent serait certainement fait dans chacune d'elles d'une façon incomplète et défectueuse. D'un autre côté, comment faire « concorder cela avec le droit de suspension par le maire « et de révocation par le préfet ? Un garde pourra donc « être suspendu ou révoqué dans une commune et continuer son service dans une commune voisine ! Ce « résultat bizarre nous a paru inadmissible. »

L'article 102 de la loi du 5 avril 1884 proclame le principe de la liberté.

Cette loi abroge dans son article 168, entr'autres textes législatifs, les articles qui se rapportent au sujet que nous traitons, dans les lois des 20 Messidor an III, 18 juillet 1837 et l'article 5, n° 21 du décret du 25 mars 1852.

Il paraît y avoir opposition entre l'article 102 qui déclare que chaque commune peut avoir un ou plusieurs gardes champêtres et l'article 136 qui dit que sont obligatoires pour les communes les traitements et autres frais du personnel de la police municipale et rurale et des gardes des bois de la commune. La Chambre des députés, estimant ces deux textes contradictoires, supprima dans la séance du 5 novembre 1883, dans le paragraphe 6 de l'article 136, le traitement des gardes champêtres. La commission du Sénat, tout en maintenant le principe pour les communes de la liberté d'avoir un garde champêtre, comprit dans les dépenses obligatoires le traitement de cet agent. Le rapporteur s'exprime ainsi : « Au n° 6, après ces mots, frais du personnel de la « police municipale, nous ajoutons et « rurale », pour bien « marquer qu'ils comprennent le traitement des gardes « champêtres, auxquels s'appliquait une mention spéciale de la loi du 18 juillet 1837, article 30, n° 7. » Les sénateurs Boffinton et Poriquet, ne purent obtenir la suppression de cette disposition. Le rapporteur, dans la séance du 14 février 1884, expliqua de la façon suivante, comment, dans sa pensée, les deux textes se conciliaient :

« La commune aujourd'hui, comme sous l'empire
« de la loi de 1837, est absolument libre d'avoir ou de
« ne pas avoir de garde champêtre, et, quand la commune s'est donné un garde, elle est libre, par une délibération postérieure, de supprimer cet office sur son territoire. Ce que nous voulons dire dans la loi, c'est que, quand une commune s'est donné un garde champêtre, tant qu'elle éprouve le besoin d'avoir cet agent dans la police municipale, tant qu'elle le conserve,

« tant qu'elle le garde, elle n'a pas la faculté de lui refuser son traitement. Voilà la question telle que nous l'entendons dans la commission. »

Le rapporteur commettait une erreur en indiquant que sous l'empire de la loi de 1837 les communes étaient absolument libres d'avoir ou de ne pas avoir de garde champêtre; l'obligation de la loi du 20 Messidor an III existait encore au moment de la déclaration de M. Demole.

Au retour de la loi à la Chambre des députés, des explications furent demandées à la Commission sur la portée de la disposition relative aux frais de la police rurale. Le rapporteur répondit, dans la séance du 24 mars 1884 : « Il est clair que, la loi n'imposant pas à la commune un garde champêtre, mais lui concédant simplement la faculté d'en avoir un, le jour où le conseil municipal supprimerait l'emploi, la fonction, la conséquence de ce vote serait la suppression de la dépense, qui cesserait alors d'être obligatoire. »

Malgré les déclarations des rapporteurs de la loi du 5 avril 1884, le ministre de l'Intérieur a hésité à donner à l'article 102 une portée aussi étendue et il a interprété cet article dans le sens que l'emploi de garde champêtre ne peut être supprimé qu'en cas de vacance (Dépêche du 21 juin 1884 au préfet du Tarn-et-Garonne). La section de l'Intérieur du Conseil d'Etat n'a pas admis cette interprétation; elle a été d'avis que le Conseil municipal peut, à toute époque, supprimer le poste de garde champêtre, mais que cependant, lorsque son traitement a été porté au budget et que ce dernier a été approuvé par le préfet, la délibération du Conseil municipal supprimant l'emploi ne peut avoir d'effet qu'après l'expir-

ration de l'exercice pour lequel le traitement a été voté.

Ces quelques explications fournies, nous allons, dans les chapitres de la première partie de notre travail, nous étendre sur les différents points intéressant le statut actuel des gardes champêtres. Dans la seconde partie, nous indiquerons et analyserons les projets de réforme qui ont été proposés sur la question qui nous occupe et nous ferons connaître quels sont, à notre avis, les changements et les modifications qui nous paraissent nécessaires, dans la législation actuelle.

PREMIERE PARTIE

Le statut actuel des gardes champêtres

1^o ENTRÉE EN FONCTIONS

SUSPENSION ET CESSATION DE FONCTIONS

Pour la clarté des explications que nous avons à donner dans ce chapitre, il nous paraît nécessaire de grouper dans une première partie relative à l'entrée en fonctions, tout ce qui a trait aux conditions d'aptitude, aux incompatibilités, aux formalités de nomination, au traitement, à l'agrément administratif, à la prestation de serment et à l'installation; le droit de suspension par le maire fera l'objet de la deuxième partie et enfin dans une troisième partie, traitant de la cessation de fonctions, nous comprendrons tout ce qui est relatif à la démission, à la suppression d'emploi et à la révocation.

I. — La loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre I^{er}, section VII, article 5, dit que les gardes champêtres seront âgés au moins de vingt-cinq ans (1); mais l'âge

1. Cette limite d'âge a été abaissée *Temporairement* par la loi du 19 mars 1917 qui dit dans son article unique : « La limite d'âge de vingt-cinq ans déterminée pour la nomination des gardes champêtres par la loi du 28 septembre-6 octobre 1791 est abaissée, à vingt et un ans pour les militaires définitivement réformés par suite de blessures reçues ou de maladies contractées au service pendant la durée de la guerre. Cette dérogation est applicable aux candidats se trouvant dans les

au-dessus duquel une nomination de garde champêtre ne saurait être faite n'a jamais été déterminé. Une circulaire ministérielle du 5 octobre 1852 recommande aux préfets de n'admettre qu'exceptionnellement des candidats âgés de plus de soixante ans; une autre circulaire du ministre de l'Intérieur du 10 juin 1898 recommande aux maires de ne pas maintenir les gardes champêtres jusqu'à un âge trop avancé.

Les gardes champêtres doivent être choisis parmi les citoyens jouissant d'une bonne moralité (1). Un arrêt regarde comme étant encore en vigueur l'article 2 de la loi du 20 Messidor an III, qui limitait ce choix parmi les citoyens dont la probité, le zèle et le patriotisme sont généralement reconnus (2). Cet article a cependant été abrogé par l'article 168-2° de la loi du 5 avril 1884.

Aucune loi n'exige, pour être garde champêtre, des conditions spéciales de capacité. La jurisprudence paraît admettre que les gardes champêtres peuvent ne pas savoir écrire (3), pourvu qu'ils sachent signer (4). Toutefois la circulaire ministérielle de 1898 indique qu'on ne saurait admettre qu'ils soient complètement illettrés.

La loi n'a formulé aucune cause d'incompatibilité spéciale aux fonctions de garde champêtre; cependant l'administration leur défend avec raison de tenir auberge ou cabaret (5).

« mêmes conditions en ce qui concerne les emplois de : gardes
« particuliers, gardes-ventes, gardes-pêche, gardes-chasse,
« gardes forestiers particuliers, gardes-rivières, gardes-pêche
« particuliers.

1. Loi 1791, article 5 précité.

2. Req. 13 juillet 1885. D. P. 85.1.276.

3. Cr. 24 janvier 1861. D. P. 61.1.405; 9 mars 1866. D. P. 66.1.285.

4. Arrêt précité du 9 mars 1866.

5. Block, *Dictionnaire de l'administration française*, n° 7.

La circulaire de 1898 indique qu'ils ne doivent pas exercer de professions incompatibles avec leurs qualités d'agents de la force publique et d'officiers de police judiciaire, ni consacrer la majeure partie de leur temps à l'exercice d'un métier.

Un garde particulier pourrait-il être nommé garde champêtre communal? Certains auteurs répondent par l'affirmative à cette question (1). Toutefois, suivant une autre opinion — et c'est la nôtre — ces fonctions devraient être considérées comme incompatibles afin d'assurer l'indépendance du garde champêtre à l'égard de tous les habitants de la commune (2).

Il résulte de la loi du 5 avril 1884, article 33, n° 10, que le garde champêtre placé sous la surveillance de l'autorité municipale et salarié par la commune, ne peut être ni maire, ni adjoint, ni conseiller municipal. Un avis du ministre de l'Intérieur inséré dans *la Revue générale d'Administration*, 1899, tome III, page 34, indique que le garde champêtre non rétribué serait éligible. Il semble cependant que cet agent pourrait être écarté du Conseil municipal comme agent de police, en vertu de l'article 33, n° 2 (3).

Certaines incompatibilités s'imposent même à défaut d'un texte spécial. Un garde champêtre ne saurait être en même temps, secrétaire de la mairie ou cantonnier (4).

L'article 7, n° 4, de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse dit que le permis de chasse ne sera pas délivré

1. Giraudeau, Lelièvre et Soudée, *La chasse*, n° 1466; Guyot, *Cours de droit forestier*, n° 783; Leblond, *Code de la Chasse*, n° 307.

2. Dec. min. Int. 22 juin et 25 septembre 1889. Dalloz com. 1913, 3. 21.

3. Morgand, *Loi municipale*, n° 181.

4. Escaich, *Code formulaire des gardes champêtres*, n° 46 et 47

aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes pêche.

D'après l'article 102 de la loi du 5 avril 1884, les gardes champêtres sont nommés par le maire. Il résulte de ce texte que l'obligation pour le maire, résultant de la loi du 18 juillet 1837 et du décret du 25 mars 1852 de soumettre son choix au Conseil municipal, disparaît (1).

La nomination peut n'être faite que pour une période temporaire. Dans certaines communes, à l'époque de la moisson ou des vendanges, le maire nomme des gardes messiers ou gardes vignes qui sont en fonctions pendant le temps où les récoltes mûres sont pendantes ou déposées dans les champs. Ces gardes ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les gardes champêtres; leurs attributions sont limitées à l'objet de leur institution (2).

Le traitement du garde champêtre est fixé par le conseil municipal et la commune peut recourir à des centimes additionnels spéciaux, en cas d'insuffisance de ses recettes ordinaires, pour assurer ce traitement. (Article 3, loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre I, section VII).

L'institution et le maintien des gardes champêtres sont facultatifs pour les communes, mais leur traitement constitue pour elles une dépense obligatoire (loi

1. Morgand, dans un renvoi au n° 1160, donne à ce sujet l'explication suivante : « La rédaction primitive contenait les mots : « sauf l'approbation du Conseil municipal ». Bien que la Commission les eut retranchés du texte rectifié, présenté à la séance du 27 février 1883, ils figurent dans le texte mis aux voix par le président à cette même séance (peut-être est-ce une erreur d'impression) mais ils disparaissent du texte imprimé comme voté en première délibération et de la rédaction soumise et votée en seconde délibération.

2. Cr. 26 mars 1857. Bul. Cr., n° 125.

du 5 avril 1884, article 136-6°) quand il a été régulièrement porté au budget communal et que celui-ci a été approuvé par le préfet.

Le Conseil municipal qui a qualité pour fixer le traitement du garde champêtre, ne fait donc qu'user d'une faculté qui lui appartient en réduisant le montant de ce traitement s'il résulte des termes même de sa délibération, que cette mesure est prise dans un but d'économie et n'a pas le caractère d'une révocation déguisée.

La jurisprudence est constante en ce sens qu'il appartient au Conseil municipal de fixer le traitement du garde champêtre (1), sauf dans le cas où, sous cette forme, il aurait entendu exercer indirectement, le droit de révocation que la loi réserve au préfet. C'est, en effet une règle générale, que toute mesure prise par le Conseil municipal pour révoquer indirectement un garde champêtre est illégale (2).

Il a été jugé que le Conseil municipal agit dans la limite de ses pouvoirs, en décidant que l'emploi de garde champêtre ne sera maintenu que pendant un certain nombre de mois chaque année et en fixant le traitement mensuel que le garde touchera pendant qu'il sera en fonctions, alors que dans les circonstances où la délibération est intervenue, elle ne peut être réputée porter atteinte au droit réservé au préfet de prononcer la révocation des gardes champêtres (3).

Les gardes champêtres doivent être agréés par le sous-préfet ou par le préfet dans l'arrondissement chef-lieu.

1. Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1892. D. P. 93.3.110.

2. Conseil d'Etat, 20 août 1888. D. P. 89.3.69; 3 août 1907. D. P. 1909.3.38; 5 août 1908. D. P. 1910.3.49.

3. Conseil d'Etat, 22 juin 1888. D. P. 89.3.69; 3 août 1907 précité.

Le préfet ou le sous-préfet devra faire connaître son agrément ou son refus d'agrément dans le délai d'un mois (1). Ce délai commence à courir du jour où l'agrément a été demandé ainsi que cela résulte de la circulaire du ministre de l'Intérieur du 15 mai 1884 qui indique que lorsque le préfet ou le sous-préfet n'a pas fait connaître son agrément, dans le mois qui suit le jour où il lui a été demandé, il est censé le donner. Contrairement à cette dernière affirmation de la circulaire ministérielle, il résulte d'un avis du Conseil d'Etat du 6 mars 1889, adopté par le ministre (2), que du silence gardé pendant ce délai par le préfet ou le sous-préfet, on ne saurait inférer un assentiment tacite à la nomination proposée; qu'en conséquence le garde champêtre ne devrait pas être considéré comme régulièrement investi de ses fonctions.

Les arrêtés préfectoraux portant refus d'agrément des gardes champêtres n'ont pas besoin d'être motivés (3).

D'après l'article 102 de la loi municipale du 5 avril 1884, les gardes champêtres doivent être asermentés.

Le garde champêtre dès qu'il a reçu du maire l'arrêté de sa nomination revêtu de l'agrément du préfet ou du sous-préfet, doit, après avoir fait viser pour timbre cette commission, prêter, en audience publique, devant le juge de paix du canton dans lequel il doit exercer ses fonctions (4) le serment dont la formule suivante lui est lue par le juge de paix : « Vous jurez de bien et fidèle-

1. Article 102 de la loi du 5 avril 1884.

2. *Notes jur. adm.*, page 101; circulaire Intérieur du 25 avril 1889.

3. Conseil d'Etat, 13 février 1914, *Recueil Conseil d'Etat*, p. 182.

4. Loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 1^{er}, section VII, article 5.

« ment remplir les fonctions qui vous sont confiées.
« Vous jurez et promettez de veiller à la conservation
« de toutes les propriétés qui sont sous la foi publique,
« et de toutes celles dont la garde vous a été confiée par
« l'acte de votre nomination. » Le garde champêtre
répond : « Je le jure ». Le juge de paix donne acte de ce
serment et dresse procès-verbal.

Il a été jugé que le serment prêté devant le tribunal
civil a la même valeur que s'il avait été prêté devant le
juge de paix compétent (1).

Le nouveau garde champêtre doit, aux termes de
l'arrêté du 25 Fructidor an IX, article 5, qui est toujours
en vigueur, mais qui, en fait, n'est presque jamais
observé, être reconnu publiquement par le maire, par
publications ou affichage. Un procès-verbal constatant
cette publication et l'installation définitive du garde
est dressé et déposé dans les archives de la commune (2).

Les gardes champêtres des communes sont placés sous
la surveillance des commandants de brigade de gendar-
merie ; ces derniers doivent inscrire sur un registre *ad hoc*,
qui devra recevoir les notes et la manière de servir du
nouveau garde champêtre, les nom, âge et domicile de
ce dernier (3).

II. — Le maire tient de l'article 102 de la loi du 5 avril
1884 qui reproduit et complète les dispositions de la loi
de 1837, le droit de suspendre les gardes champêtres.
La suspension entraîne la privation du traitement (4).

Bien que la loi ne dise pas que le maire ne pourra user

1. Cr. 16 février 1901. D. P. 1902.5.360; Bul. cr., n° 55.

2. Block, *Dictionnaire de l'Administration française*, n° 6.

3. Décret du 20 mai 1903, article 312.

4. Décision du ministre de l'Intérieur du 14 octobre 1885,
Gard. Morgand, t. 2, n° 1164.

qu'une seule fois de son droit de suspension, il est évident qu'il outrepasserait ses pouvoirs si, par des suspensions répétées, il frappait le garde d'une révocation déguisée (1). Une nouvelle suspension doit toujours être motivée par des faits nouveaux.

Une jurisprudence constante décide que le maire commet des excès de pouvoir lorsque, après avoir suspendu un garde champêtre pour un mois, il prononce à nouveau cette mesure disciplinaire par plusieurs arrêtés successifs, sans que le garde ait repris ses fonctions (2), alors surtout que ladite mesure a été prononcée pour les mêmes faits (3).

Le maire ne tient de l'article 102 qu'un droit de suspension; le droit de révocation est réservé au préfet (4).

L'article 95 de la loi du 5 avril 1884 donne au préfet le droit d'annulation des arrêtés municipaux visés en l'article 94 de cette loi. Aucun texte ne reconnaît au préfet le droit d'annuler les arrêtés pris par le maire en vertu des articles 88 et 102 de la loi municipale, dans lesquels il frappe de mesures disciplinaires les gardes champêtres ou autres employés municipaux. Par suite, il a été décidé que l'arrêté par lequel un maire suspend un garde champêtre n'est pas de ceux que le préfet peut annuler, en

1. Morgand, *La loi municipale*, n° 1164.

2. Conseil d'Etat, 31 juillet 1903, *Recueil Conseil d'Etat* p. 584. D. P. 1904.3.116; 23 juillet 1909, deuxième espèce. D. P. 1910.3.6; 11 avril 1913. D. P. 1917.3.21; 18 avril 1913. D. P. 1917.3.26; 11 août 1916, *Recueil Conseil d'Etat*, p. 384; *Ecole des communes*, 1917, p. 81; 2 août 1918, *Recueil Conseil d'Etat*, p. 801.

3. Arrêts précités 31 juillet 1903 et 18 avril 1913.

4. Le Conseil d'Etat a annulé pour excès de pouvoir un arrêté municipal portant révocation d'un garde champêtre. Le préfet seul peut prononcer cette révocation, 1^{er} août 1914, *Recueil Conseil d'Etat*, p. 980; 24 décembre 1920, *ibid*, p. 1122.

vertu de l'article 95 de la loi de 1884 (1) alors même que le maire a fait un usage abusif de ses pouvoirs (2).

Toutefois, suivant un arrêt, il n'en est ainsi qu'autant que la suspension ne constitue pas une révocation déguisée (3).

Le maire possède en cette matière des pouvoirs propres et n'est pas soumis à la tutelle du préfet (4).

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'apprécier l'opportunité de la suspension prononcée à l'égard d'un garde champêtre (5). En principe, en l'absence de tout texte contraire, les motifs pour lesquels l'autorité compétente prononce une peine disciplinaire ne sont pas susceptibles d'être discutés devant le Conseil d'Etat à l'occasion d'un recours pour excès de pouvoir, cependant un arrêt a décidé que l'arrêté municipal prononçant la suspension d'un agent de police doit être annulé pour excès de pouvoir lorsque, des termes mêmes d'une lettre du maire, il résulte que celui-ci a agi dans un but autre que la sauvegarde des intérêts qui lui sont confiés (6). Dans cette espèce, le détournement de pouvoir résultait, sinon du texte même de l'arrêté de suspension, du moins d'un acte émané de son auteur et qui expliquait le motif de cette mesure. Par son arrêt du 14 janvier 1910 (7), le Conseil d'Etat est allé plus loin, il a décidé que lorsqu'un maire suspend un garde champêtre pour des motifs

1. Décision min. int. du 20 août 1884, Indre; 20 juillet 1891 Haute-Saône; Conseil d'Etat, 13 juillet 1883, Bourges.

2. Conseil d'Etat, 11 avril 1913. D. P. 1917.3.21.

3. Conseil d'Etat, 17 novembre 1893. D. P. 94.3.92.

4. Conseil d'Etat, 17 novembre 1893. D. P. 94.3.92; 13 janvier 1905. D. P. 1906.3.75.

5. Conseil d'Etat, 2 août 1918. *Recueil Conseil d'Etat*, p. 801; 5 décembre 1919, *ibid.*, p. 889.

6. Conseil d'Etat, 16 novembre 1900. D. P. 1902.3.10.

7. Conseil d'Etat, 14 janvier 1910. D. P. 1911.3.126.

étrangers au bon fonctionnement du service confié à cet agent, il fait du droit qu'il tient de l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 un usage contraire à la loi et son arrêté est entaché d'excès de pouvoir. Dans ce cas, l'arrêté municipal de suspension énonçait les motifs de cette suspension et ces motifs avaient tous le caractère de fautes professionnelles; le ministre avait fait procéder à une enquête par la gendarmerie pour vérifier en fait, l'exactitude des motifs énoncés et, de l'ensemble de l'instruction, il avait conclu que le maire avait obéi à un ressentiment d'ordre politique. Si, cet arrêt n'est pas une simple décision d'espèce, il accentue d'une manière remarquable la tendance du Conseil d'Etat à étendre l'application de la théorie du détournement de pouvoir. En présence de cet arrêt, il semble difficile de dire que les motifs des mesures disciplinaires échappent au contrôle du Conseil d'Etat.

III. — Le garde champêtre cesse ses fonctions par démission, suppression d'emploi et révocation.

Par qui la démission du garde champêtre doit-elle être acceptée? Dans le silence de la loi, trois systèmes pouvaient se concevoir : 1^o la démission est acceptée par le maire, en vertu du principe que c'est l'autorité qui nomme, qui accepte les démissions. 2^o la démission ne peut être acceptée que par le préfet, puisqu'il a seul, le droit de révocation; 3^o comme pour la nomination des gardes champêtres, leur démission ne peut être acceptée par le maire qu'avec l'assentiment du préfet. L'administration s'est prononcée dans le sens du premier système (1).

1. Décision du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1886.

Le maire empiéterait sur les pouvoirs du préfet s'il imposait au garde champêtre une démission qui équivaldrait à une révocation (1).

L'article 102 de la loi du 5 avril 1884 ayant rendu l'institution des gardes champêtres facultative pour les communes, le Conseil municipal peut, sans sortir de la limite de ses attributions et même avant la vacance de l'emploi de garde champêtre, supprimer cet emploi quand il n'est pas établi que cette suppression constitue une révocation déguisée du titulaire (2), en se fondant uniquement sur des motifs étrangers à la personne même du garde champêtre (3), lorsqu'il n'est pas établi que le Conseil municipal ait en vue d'autre but que l'intérêt financier de la commune (4), et spécialement, par mesure d'économie (5).

D'après une jurisprudence très solidement établie, l'arrêté municipal de suppression d'emploi constituant une révocation déguisée doit être annulé (6).

1. Morgand, *La loi municipale*, n° 1166.

2. Avis Conseil d'Etat, 30 juillet 1884. D. P. 87.3.57; Conseil d'Etat, 19 novembre 1886. D. P. 88.3.28; 18 novembre 1887. D. P. 89.3.10; 6 janvier 1888, première et deuxième espèces, *ibid*; 2 et 9 mars 1888, *ibid*; 22 décembre 1899, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 757; 7 décembre 1906, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 896; 24 février 1911, *Dalloz. com.* 1911.2.100.

3. Conseil d'Etat, 22 avril 1910, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 330; 1^{er} juillet 1910, *ibid*, p. 527; 9 décembre 1910, première espèce, *ibid*, p. 893; 1^{er} mars 1911, *ibid*, page 296, 1^{er} mars 1912. *Dalloz com.* 1912.2.132.

4. Conseil d'Etat, 10 mars 1911. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 290.

5. Conseil d'Etat, 20 novembre 1896. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 732; 7 août 1897, *ibid*, p. 638; 8 juillet 1898, *ibid*, p. 526; 20 décembre 1901, *ibid*, p. 906; 22 mars 1902, *ibid*, p. 243; 5 juin 1908, *ibid*, p. 632; 14 janvier 1911, quatrième espèce, *ibid*, p. 23-25; 12 mai 1911, *ibid*, p. 561; 23 juin 1911, *ibid*, p. 713.

6. Avis du Conseil d'Etat du 30 juillet 1884 déjà cité. Conseil d'Etat, 22 janvier et 16 juillet 1886. D. P. 87.3.57; 6 janvier 1888, sixième espèce. D. P. 89.3.69; 12 mai 1911. *Rec. Cons.*

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 6 février 1920 (1), a alloué une indemnité à un garde champêtre qui avait été l'objet, de la part du Conseil municipal, d'une révocation déguisée qui avait été annulée par un précédent arrêt du Conseil d'Etat, mais qui n'avait pas été réintégré dans son emploi.

Lorsque le traitement du garde champêtre a été porté au budget, et que le budget a été approuvé par le préfet, la délibération supprimant l'emploi ne peut avoir d'effet qu'après l'expiration de l'exercice pour lequel le traitement est voté (2). Le maire ne peut, sans excès de pouvoir, décider que le garde champêtre cessera ses fonctions avant la fin de l'année (3).

L'article 102, § 1^{er} de la loi du 5 avril 1884 qui maintient à cet égard la règle posée par l'article 13 de la loi du 18 juin 1837, donne au préfet seul le droit de révoquer les gardes champêtres. Est régulier l'arrêté préfectoral révoquant un garde champêtre, s'il a été pris dans l'intérêt du service (4). En principe, l'arrêté par lequel un préfet, faisant usage des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 102 de la loi de 1884, a révoqué un garde champêtre, constitue un acte d'administration dont l'agent révoqué n'est pas recevable à discuter les motifs devant le Conseil d'Etat (5).

d'Etat, p. 561; 22 décembre 1911, *ibid.*, page 1227; 12 janvier 1917, *ibid.*, p. 36.

1. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 137.

2. Avis du Conseil d'Etat, 30 juillet 1884 déjà cité; Conseil d'Etat, 22 janvier 1886. D. P. 87.3.57; 14 décembre 1888. D. P. 90.3.17.

3. Conseil d'Etat, 5 août 1901. D. P. 1903.3.14.

4. Conseil d'Etat, 23 juin 1911, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 713.

5. Conseil d'Etat, 22 mars 1889. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 48. D. P. 90.5.121; 1^{er} août 1914. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 982. En l'absence de toute disposition imposant des conditions ou des formalités

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 30 décembre 1910 (1), a jugé que le préfet agit dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 102 de la loi du 5 avril 1884, lorsqu'il révoque un garde champêtre, pour avoir dans des opérations électorales, remplacé momentanément au bureau un des assesseurs, lorsqu'il n'est pas établi que ce grief soit matériellement inexact, ni que le préfet ait usé de ses pouvoirs dans un but autre que celui en vue duquel ils lui sont conférés (2); qu'il

préalables, la révocation d'un fonctionnaire ne peut donner lieu à un recours au Conseil d'Etat. Conseil d'Etat, 19 octobre 1825. *R. Conseil d'Etat*, 95-1°; 30 décembre 1858. D. P. 71.5.92; 17 et 31 janvier 1879. D. P. 79.3.46; 28 novembre 1879. D. P. 80.3.51; 9 décembre 1879. D. P. 80.3.9; 14 décembre 1883. D. P. 85.3.75; 5 février 1886. D. P. 87.3.70; 30 janvier 1903. D. P. 1904.3.54; 11 décembre 1903. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 780; 23 février 1906. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 171.

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'apprécier l'opportunité de la révocation de fonctionnaires. Conseil d'Etat, 2 juillet 1909. D. P. 1911.3.67; ni les faits qui ont motivé cette mesure (Conseil d'Etat, 22 mars 1889 précité; 25 novembre 1892. D. P. 94.3.8; 27 janvier 1893. D. P. 94.3.32; 16 novembre 1900. D. P. 1901.5.311; 29 mars 1901. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 362; 5 août 1901, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 758; 9 novembre 1906. D. P. 1908.3.55; 7 février 1908. D. P. 1909.3.95; 22 mai 1908. D. P. 1909.3.133; 24 mai 1912, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 621; 28 juin 1912. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 754) à moins qu'il n'y ait eu détournement de pouvoir (Conseil d'Etat, 25 novembre 1892. D. P. 94.3.8; 27 janvier 1893. D. P. 94.3.22; 3 juillet 1903. D. P. 1904.5.353; 10 juillet 1903. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 504; 29 avril 1910. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 343).

1. D. P. 1914.5.22.

2. Le recours formé par un fonctionnaire révoqué tendant à l'annulation de l'acte de révocation pour détournement de pouvoir doit être rejeté... quand il n'apporte aucune preuve à l'appui de cette allégation (Conseil d'Etat, 2 juillet 1909. D. P. 1911.3.67), lorsque l'intéressé n'établit pas que la révocation ait été inspirée par des motifs étrangers à l'intérêt du service public (Conseil d'Etat, 7 avril 1911. D. P. 1913.3.69; 12 janvier 1912. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 38) et même lorsque cette preuve ne résulte d'aucune des pièces du dossier (Conseil d'Etat, 7 février 1908. D. P. 1909.3.95). Et à plus forte raison lorsque la révocation est motivée par des raisons tirées de l'intérêt du service (Conseil d'Etat, 23 juin 1911. *Dal. Com.* 1912.2.9).

n'appartient pas au Conseil d'Etat d'apprécier si la révocation était justifiée.

On a vu plus haut que le Conseil d'état a annulé un arrêté par lequel le maire avait suspendu un garde champêtre, en se fondant sur ce que cette mesure avait été prise pour des motifs étrangers au bon fonctionnement du service confié à cet agent (1). Cette solution serait évidemment applicable au cas de révocation par le préfet; elle ressort implicitement de l'arrêt ci-dessus. Le Conseil d'Etat a rejeté, dans cet arrêt du 30 décembre 1910, la requête pour le motif que la révocation avait été prononcée pour un fait considéré par le préfet comme un manquement aux devoirs professionnels du garde champêtre. Cette appréciation du préfet était-elle justifiée? Il avait été cependant jugé, au moment où l'arrêt de révocation a été pris, que les assesseurs peuvent être des fonctionnaires publics ou des agents salariés de la commune (2), que spécialement un garde champêtre peut être assesseur (3). Le Conseil d'Etat a estimé qu'il ne pouvait trancher cette question sans examiner au fond la valeur d'une décision qui ne pouvait lui être déférée pour excès de pouvoir. Toutefois, il a admis implicitement qu'il lui appartenait de vérifier si le grief articulé contre le garde champêtre n'était pas matériellement inexact. Cette mesure est une preuve nouvelle de la tendance du Conseil d'Etat à étendre le contrôle

1. Conseil d'Etat, 14 janvier 1910. D. P. 1911.3.126.

2. Conseil d'Etat, 8 mai 1885. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 497; 7 août 1889 D. P. 91.5.221.

3. Conseil d'Etat, 4 mai 1877. D. P. 78.5.219; 11 février 1881. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 181; 5 mai 1882. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 440; 7 août 1889, précité.

qu'il lui appartient d'exercer sur la légalité des actes de révocation.

Nous devons indiquer ici que l'article 65 de la loi des finances du 22 avril 1905 dit que tous les fonctionnaires civils et militaires, tous les employés et ouvriers de toutes administrations publiques ont droit à la communication personnelle et confidentielle de toutes les notes, feuilles signalétiques et tous autres documents composant leur dossier, soit avant d'être l'objet d'une mesure disciplinaire ou d'un déplacement d'office, soit avant d'être retardés dans leur avancement à l'ancienneté (1). Cet article 65 s'applique, dans le sujet qui nous occupe, aussi bien à la peine disciplinaire de suspension qui peut être infligée par le maire qu'au cas de révocation exercée par le préfet.

La jurisprudence décide qu'il y a lieu, en principe, d'annuler pour violation de l'article 65, la décision qui prononce une peine disciplinaire contre un fonctionnaire, employé ou agent, sans que celui-ci ait reçu préalablement communication de son dossier (2), tel qu'il se composait au moment de cette mesure (3).

Le Conseil d'Etat a annulé, pour violation de l'article 65, les mesures disciplinaires et autres mesures assimilées, qui n'ont pas été précédées de la communication

1. L'application de cet article a été suspendu, pendant toute la durée des hostilités, en ce qui concerne les militaires par le décret du 15 août 1914 et pour les fonctionnaires, employés et ouvriers d'administrations publiques, par celui du 10 septembre même année.

2. Conseil d'Etat, 22 novembre 1907. D. P. 1909.3.56; 8 juillet 1910. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 576. D. P. 1912.3.58; 22 juillet 1910. D. P. 1912.3.101; 24 novembre 1911. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1083; 9 février 1912. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 175; 22 mai 1914. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 612.

3. Conseil d'Etat, 22 février 1907. D. P. 1908.3.96.

du dossier à l'intéressé, sans que celui-ci ait été mis explicitement ou implicitement en demeure de demander cette communication (1), ou du moins sans qu'il ait été mis à même : soit de réclamer cette communication (2), soit de présenter ses moyens de défense (3), alors même que l'administration objecterait qu'il n'existait pas de dossier au nom de l'intéressé (4). L'administration, en ce cas, doit tout au moins lui communiquer les pièces sur le vu desquelles la mesure le concernant a été prise.

Mais, il a été jugé qu'il est satisfait aux prescriptions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, lorsqu'il a été donné lecture à un garde champêtre du rapport du commissaire de police qui a motivé sa suspension et qui concluait à sa révocation (5); qu'un garde champêtre révoqué n'est pas fondé à prétendre qu'il n'a pas été satisfait aux prescriptions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, lorsqu'il s'est rendu à la convocation du sous-préfet qui lui a donné connaissance des griefs formulés contre lui et l'a informé de la mesure disciplinaire dont il était menacé, et qu'il a été ainsi, mis à même de deman-

1. Conseil d'Etat, 14 janvier 1910. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 27; 25 février 1910. D. P. 1912.3.8; 7 avril 1911. D. P. 1913.3.74; 26 janvier 1912, troisième espèce. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 109; 22 novembre 1912. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1087.

2. Conseil d'Etat, 11 décembre 1908. D. P. 1910.3.76; 6 août 1909, première et deuxième espèces. D. P. 1911.3.85; 6 août 1910. D. P. 1912.3.114; 30 décembre 1910, cinquième espèce. D. P. 1912.3.117; 12 mai 1911, première espèce. *Rec. Cons. d'Etat* p. 561; 25 avril 1913. *Bul. Dalloz*, p. 359.

3. Conseil d'Etat, 22 mai 1908, quatrième espèce. D. P. 1909.3.14; 8 juillet 1910. D. P. 1912.3.58.59; 28 juillet 1911. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 924; 16 février 1912, première espèce. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 222.

4. Conseil d'Etat, 22 mai 1908, 16 février 1912, précités.

5. Conseil d'Etat, 30 décembre 1910. D. P. 1912.2.177; 24 novembre 1911. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1088.

der communication de toutes les pièces qui pouvaient le concerner (1).

II.— DES DROITS, AVANTAGES ET RESPONSABILITÉS DES GARDES CHAMPÊTRES. DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR EUX ET ENVERS EUX.

Les matières que nous avons à traiter dans ce chapitre peuvent être divisées en deux parties :

1^o Des droits, avantages et responsabilité des gardes champêtres.

2^o Des crimes et délits commis par eux et envers eux.

La première partie peut elle-même se subdiviser de la façon suivante :

A) Des droits et avantages.

B) De la responsabilité des gardes champêtres.

I. — A) Les gardes champêtres sont salariés par la commune et peuvent avoir des pensions de retraites communales.

Comme officiers de police judiciaire, les gardes champêtres, comme cela sera expliqué plus loin, jouissent du privilège de juridiction pour les délits par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions (2).

L'article 17 du Code d'Instruction criminelle soumet les gardes champêtres à la surveillance du procureur de la République, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration. Un arrêt en a conclu qu'ils ne peuvent être poursuivis direc-

1. Conseil d'Etat, 7 avril 1911. D. P. 1913.3.69.

2. Code d'instruction criminelle, articles 479 et 483.

tement devant un tribunal de répression (1). Le procureur de la République n'a pas le droit de donner des avertissements aux gardes champêtres, il ne peut que déférer leurs fautes à l'autorité administrative (2), ou au procureur général.

Ils sont soumis, d'après les articles 279, 280 et 281 du Code d'Instruction criminelle, à la surveillance du procureur général, à son pouvoir disciplinaire et à celui de la Cour d'appel, mais seulement dans le cas prévu par les articles 280 et 281 du Code d'Instruction criminelle (3).

Les gardes champêtres doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, porter sur le bras, comme insigne de ces fonctions, une plaque de métal ou d'étoffe où sont inscrits ces mots : « La Loi », leur nom et celui de la commune (Loi 1791, titre I^{er}, section VII, article 4).

Le port de ces insignes est-il obligatoire? La Cour de cassation dans trois arrêts (4) a décidé que le procès-verbal d'un garde champêtre ne peut être annulé par ce seul fait, qu'il ne mentionne pas que le garde qui l'a dressé était revêtu des insignes de ses fonctions. Il y a lieu de conclure de ces arrêts qu'un garde peut verbaliser même lorsqu'il ne porte pas la plaque qui est la marque indicative de ses fonctions.

1. Voir arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 26 juin 1812. R. *Garde champêtre*, 13.

2. Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 103.

3. Les juges de paix ne peuvent pas être considérés comme les supérieurs hiérarchiques des gardes champêtres ; ceux-ci ne sont point soumis à leur surveillance et à leur autorité. Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, 14 décembre 1843, sol. impl. R. *Garde champêtre*, 51-2°.

4. Cr. 18 février 1820. R. *Procès-verbal*, 56-4° ; 11 octobre 1821. Bul. cr. n° 161 ; 20 septembre 1833. R. *Procès-verbal*, 57-2°.

En plus du traitement à la charge des Communes, ainsi que cela est dit d'autre part, les gardes champêtres ont droit à des gratifications, attributions et primes en matière d'arrestation de criminels et déserteurs et de constatation d'infractions aux lois sur la chasse, les douanes, les contributions indirectes, la vente et le colportage du sel, du tabac, des poudres à feu, etc., etc.

Les gardes champêtres peuvent être proposés pour la médaille d'honneur des agents de la police municipale et rurale créée par décret du 5 avril 1903 et destinée à récompenser les agents ayant au moins vingt ans de service irréprochable dans l'exercice de leurs fonctions.

B. L'article 7 de la section VII du titre I^{er} de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 déclare que les gardes champêtres sont personnellement responsables des dommages résultant des délits ruraux qu'ils ont négligé de constater dans les vingt-quatre heures. Ils encourent la même responsabilité si les procès-verbaux dressés par eux sont nuls pour défaut d'affirmation, pour affirmation irrégulière ou tardive ou pour défaut de remise des procès-verbaux dans les délais fixés par la loi.

C'est à la partie lésée qu'incombe la preuve de la négligence du garde champêtre. Cette action, purement civile, est portée, suivant le chiffre de la demande, devant le juge de paix ou devant le tribunal civil.

La prise à partie est une action purement civile et, bien qu'elle soit ouverte, s'il y a lésion d'un intérêt privé, dans tous les cas où il y a forfaiture, elle ne doit pas être confondue avec l'action en forfaiture qui est une action

criminelle tendant à la répression de la prévarication dont l'agent s'est rendu coupable.

Le décret du 19 septembre 1870 qui a abrogé l'article 75 de la Constitution du 22 Frimaire an VIII et toutes les dispositions de nature à entraver l'action des particuliers contre les fonctionnaires de tout ordre, ne concerne, d'après une théorie contestée par une partie des auteurs, mais qui a été adoptée par la jurisprudence, que les fonctionnaires de l'ordre administratif et, par suite, ne renferme aucune abrogation, ni directe ni indirecte, des règles de la prise à partie, telles quelles sont établies par les articles 505 et suivants du Code de procédure civile (1).

La prise à partie peut être dirigée contre les officiers de police judiciaire. L'article 505 du Code de procédure civile, dit la Cour de cassation, comprend par juges non seulement les juges proprement dits mais aussi, par une évidente parité de motifs, et notamment par même besoin de protection contre des réclamations téméraires ou vexatoires, tous ceux qui, par les fonctions dont ils sont investis, appartiennent à l'ordre judiciaire, soit qu'ils concourent à l'action de la justice comme chargés du ministère public ou de l'instruction, soit qu'ils agissent comme officiers de police judiciaire ou auxiliaires du ministère public (2) notamment les gardes cham-

1. Besançon, 23 juin 1873. D. P. 74.2.148; Civ., 14 juin 1876. D. P. 76.1.301; 4 mai 1880. D. P. 80.1.460; 4 juillet 1884. D. P. 85.1.129; 9 mars 1914. D. P. 1919.1.19.

2. Civ. 14 juin 1876. D. P. 76.1.301; Req., 17 avril 1907. D. P. 1907.1.398; Civ., 25 juillet 1910. D. P. 1911.1.121; 9 mars 1914. D. P. 1919.1.19; Req. 26 mai 1914, deuxième espèce. D. P. 1919.1.19; Civ. 9 décembre 1919. Sir. 1920.1.101; Dissertation de M. Labbé. Sir. 77.1.193.

pêtres (1), les gardes forestiers dûment assermentés (2).

Pour qu'un fait illicite puisse donner lieu à prise à partie, il faut qu'il ait porté un préjudice et que par suite le plaignant ait intérêt à exercer cette action (3); le préjudice peut n'être que moral (4). Il faut qu'il rentre dans un des cas limitativement prévus par l'article 505 du Code de procédure civile.

Celui qui exerce la prise à partie à tort est condamné à une amende qui ne peut être moindre de 300 francs, sans préjudice des dommages-intérêts.

II. — CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LES GARDES CHAMPÊTRES ET ENVERS EUX. — Dans cette deuxième partie de notre chapitre nous traiterons :

A. Des crimes et délits commis par les gardes champêtres.

B. Des crimes et délits commis envers les gardes champêtres.

A. En leur qualité d'officiers de police judiciaire, les gardes champêtres ne peuvent être poursuivis pour crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions (5) que dans les formes fixées par les articles 479,

1. Paris, 19 novembre 1863. D. P. 64.2.7; Besançon, 22 juin 1873 et sur pourvoi, Civ. 14 juin 1876 déjà cité. Nancy, 25 janvier 1884. D. P. 85.2.63.

2. Tribunal paix Villers-Bocage, 21 juin 1882. S. *Prise à partie*, 28; Paris, 3 mai 1897. D. P. 97.2.366 et sur pourvoi. Civ. 10 janvier 1900. D. P. 1904.1.546; Trib. civ. Corbeil, 12 mai 1905. D. P. 1905.2.418; Civ. 6 mai 1912. D. P. 1914.1.141; Requ., 26 mai 1914. D. P. 1919.1.19.

3. Req. 12 juillet 1864. D. P. 64.1.382; Toulouse, 24 juillet 1884. D. P. 85.2.250.

4. Toulouse, 23 juillet 1914. Sir. 1915-2-8.

5. Il est nécessaire que le garde champêtre, pour jouir du privilège de juridiction, ait commis le fait dans l'exercice de ses fonctions : un garde champêtre condamné pour crime par la Cour d'assises ne peut donc se plaindre de ce qu'il n'a pas été

483 et suivants du Code d'Instruction criminelle. C'est donc aux procureurs généraux qu'il appartient de poursuivre les gardes champêtres à raison des crimes, des délits ou des fautes qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions.

Le juge d'instruction ne peut jamais procéder régulièrement à une instruction contre un garde champêtre sans avoir préalablement reçu une délégation du premier Président de la Cour d'appel. Il ne peut faire que des actes tendant à constater le délit (1).

Le tribunal ne peut être saisi par la citation directe de la partie civile; dans le cas de délit imputé à un garde champêtre, la poursuite est exercée par le procureur général qui cite directement l'inculpé devant la Cour d'appel qui prononce, sans qu'il puisse y avoir appel (article 479 du Code d'Instruction criminelle). La cause est portée à la Chambre civile présidée par le premier

procédé contre lui en conformité des articles 483 et 484 du Code d'instruction criminelle, alors qu'il ne résulte pas de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation et qu'il n'a même pas été articulé, qu'il fut dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration des faits à raison desquels il a été poursuivi. Cr. 15 mai 1847. *Journal du Palais*, 47.2.438.

Jugé :

Que le garde champêtre prévenu d'un délit forestier dans une forêt domaniale ne peut être considéré comme étant, lors de la perpétration du fait, dans l'exercice de ses fonctions d'officier de police judiciaire, et n'est pas dès lors justiciable de la Cour d'appel à raison de ce délit. Cr. 13 janvier 1849. D. P. 49.1.71. Sir. 49.1.452; *Journal du Palais*, 50.1.349.

Que le garde champêtre, qui a commis un délit sur le territoire de la commune où il exerce ses fonctions, n'est justiciable de la Cour d'appel qu'autant qu'il a agi en qualité d'officier de police judiciaire; que par suite le garde champêtre n'est pas justiciable de la Cour d'appel, à raison d'outrages par lui adressés au président du bureau électoral dans la salle même du vote où il a pénétré en qualité d'électeur et sans être requis. Nîmes, 14 mars 1881. Sir. 83.2.31; *Journal du Palais*, 83.1.210.

1. Paris, 27 octobre 1843. *Journal du Palais*, 43.2.787.

président (article 4 du décret du 6 juillet 1810). Pendant les vacances judiciaires, la poursuite est exercée devant la Chambre des vacations (1).

Les gardes champêtres, comme agents de l'autorité et officiers de police judiciaire, sont passibles de peines spéciales, ou de l'aggravation des peines portées contre les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire à raison de certains délits.

Aux termes de l'article 196 du Code pénal, le garde champêtre qui entre en fonctions, sans avoir prêté serment, est passible d'une amende de 16 à 150 francs. La poursuite d'après les termes de cet article est facultative (2).

Le garde champêtre suspendu ou révoqué qui, connaissance prise de la mesure qui le frappe, continue à exercer ses fonctions, est passible d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 fr. et de l'interdiction de toute fonction publique pour cinq ans au moins et dix ans au plus (article 197 du Code pénal).

L'article 114 du Code pénal dit que lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement, aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la constitution, il sera condamné à la peine de la dégradation civique. Si néanmoins, il justifie qu'il a agi par

1. Dec. chanc. 8 septembre 1877. *Bul. off.* 1877, p. 128.

2. Le fonctionnaire qui entre en fonctions sans avoir prêté le serment qui lui est imposé ne peut être déclaré coupable que s'il a eu l'intention de violer la loi. Garraud, t. 4, n° 1243; Chauveau et Faustin Hélie, t. 3, n° 902, p. 49.

ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre. Cet article s'applique aux gardes champêtres et forestiers qui, sans réquisition légale, arrêteraient un citoyen, hors le cas prévu par l'article 16, § 4 du Code d'Instruction criminelle (1).

Sont applicables aux gardes champêtres les articles 123 124, 125 et 126 du Code pénal. L'article 123 prévoit tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique soit par députation ou correspondance entre eux et le punit d'une peine d'emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus; chaque coupable peut, de plus, être condamné à l'interdiction des droits civiques et de tout emploi public pendant dix ans au plus.

Si, par l'un des moyens exprimés à l'article 123 du Code pénal, il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement, la peine est le bannissement. Si ce concert a lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en ont été les auteurs ou provocateurs sont punis de la déportation; les autres coupables sont bannis (article 124 du Code pénal). Cet article est applicable à la simple tentative lorsqu'elle réunit les caractères exigés par l'article 2 du Code pénal (2). Si le concert a eu pour objet ou pour résultat un complot attentatoire à la

1. Cr. 25 mai 1827. R. *Garde champêtre*, n° 28.

2. Carnot, p. 416, n° 9; Rolland de Villargues, sur l'article 124, § 2, p. 627.

sûreté intérieure de l'Etat, les coupables sont passibles, aux termes de l'article 125 du Code pénal, de la peine de mort.

Les fonctionnaires publics qui, par délibération ont arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet a été d'empêcher ou suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque, sont punis de la dégradation civique (article 126 du Code pénal).

Comme officiers de police judiciaire, les gardes champêtres qui se seront rendus coupables de forfaiture, en arrêtant ou suspendant l'exécution des lois, en excédant leurs pouvoirs, en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration, en se livrant, en un mot, à tout empiétement illégal, seront passibles de la peine de la dégradation civique prévue à l'article 127 du Code pénal.

Sont également applicables aux gardes champêtres les articles 145 et 146 du Code pénal. L'article 145 punit des travaux forcés à perpétuité tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux par les moyens indiqués audit article. L'article 146 punit de la même peine tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas. En matière criminelle, on considère comme faux en écriture publique ceux qui sont contenus dans les

procès-verbaux des officiers de police judiciaire (1).

L'article 174 du Code pénal dit que tous les officiers publics qui se sont rendus coupables du crime de concussion en exigeant ou recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui leur est dû pour salaires et traitements seront punis de la peine de la réclusion lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou reçues dépassera 300 francs. Lorsqu'elle sera inférieure à cette somme, ils seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans. La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même. Les coupables seront condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts et le minimum le douzième. Ils pourront en outre, dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal pendant cinq ans au moins et dix ans au plus du jour où ils auront subi leur peine. Parmi les officiers publics, sont passibles des peines prévues et punies par l'article 174 du Code pénal les gardes forestiers (2), les gardes champêtres (3).

Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet, à salaire, sera puni de la dégradation civique et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées

1. Cour d'assises, Deux-Sèvres, 20 juin 1862. D. P. 64.2.120.

2. Cr. 23 avril 1813. R. *Forfaiture*, 64-4°; Bruxelles, 25 octobre 1824. R. *eod.* v° 64-3°.

3. Cr. 16 septembre 1820. R. *Forfaiture*, 118-2°; 5 mai 1837. R. *eod.* v° 64-5°; 7 février 1852. Bul. cr. n° 358.

ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à 200 francs. Cette disposition est applicable à tout fonctionnaire qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui rentrerait dans l'ordre de ses devoirs (article 177 du Code pénal, loi du 13 mai 1863). Parmi les fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont passibles des peines portées à l'article 177 du Code pénal, les gardes forestiers (1), les gardes champêtres (2) et les gardes particuliers (3).

Le garde champêtre qui, agissant en sa dite qualité se sera introduit dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an, et d'une amende de 16 à 500 francs, sans préjudice de l'application du second paragraphe de l'article 114 du Code pénal dont il est parlé plus haut (article 184 du Code pénal).

Lorsqu'un garde champêtre aura, sans motifs légitimes, usé ou fait user de violences envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ses violences, et en élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198 du Code pénal (article 186 du Code pénal).

Cet article 198 du Code pénal indique qu'en dehors des cas où la loi règle spécialement, les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé

1. Cr. 16 janvier 1812. R. *Forfaiture*, 121-3°; 12 novembre 1812. R. *eod.* v° 102-1°.

2. Cr. 1^{er} octobre 1817, sol. impl. R. *Forfaiture*, 118-1°; 16 septembre 1820, sol. impl. R. *eod.* v° 118-2°.

3. Cr. 10 août 1826. R. *Forfaiture*, 118-3°.

à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou réprimer seront punis comme il suit : s'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce du délit; s'il s'agit de crime, ils seront condamnés savoir : à la réclusion si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou de la dégradation civique, aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps. Au delà des cas qui viennent d'être exprimés la peine commune est appliquée sans aggravation.

L'article 463 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes, s'applique aux crimes et délits prévus par l'article 198 du même Code (1).

Le nouvel article 459 du Code pénal (loi du 22 mai 1915, décide que si les délits de police correctionnelle contre les propriétés prévus au chapitre II du livre III, titre II du Code pénal, ont été commis par les gardes champêtres ou forestiers, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins et d'un tiers au plus, en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit.

Les articles 198 et 459 du Code pénal prévoient tous deux des aggravations de peines. L'article 198 crée une circonstance aggravante générale, applicable à tous crimes et délits à deux conditions : que le coupable soit un fonctionnaire ou un officier public et qu'il ait parti-

1. Cr. 27 juin 1834. R. *Peine*, n° 5; Bastia, 11 novembre 1856. D. P. 57.2.47, 48; Cr. 17 janvier 1879. Bul. cr. n° 24.

cipé au crime ou au délit alors qu'il était chargé de le surveiller ou de le réprimer. L'aggravation de l'article 459 est spéciale à un certain nombre d'agents, parmi lesquels les gardes champêtres et forestiers; quand ces derniers commettent des actes attentatoires à la propriété, il suffit de leur qualité pour qu'il leur soit fait application de l'article 459 du Code pénal.

L'article 12 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse édicte dans son paragraphe 3 une aggravation de peine pour les délits de chasse commis, soit par des gardes champêtres des communes, soit par des gardes forestiers domaniaux, communaux ou d'établissements publics (1). Cette aggravation de peine ne saurait être étendue au delà des termes dudit article, notamment aux gardes champêtres des établissements publics (2), ni aux gardes particuliers. L'aggravation est applicable alors même que le délit de chasse a été commis en dehors du territoire confié à la surveillance du garde qui est poursuivi en police correctionnelle (3).

Le paragraphe final de l'article 12 de la loi du 3 mai

1. Indiquons ici que la loi du 30 octobre 1919, dans son article 1^{er}, confie à l'Etat le soin de pourvoir à l'aide de ses brigadiers et gardes forestiers et de gardes forestiers auxiliaires à la surveillance des bois des communes et des établissements publics soumis au régime forestier.

2. Chardon et Ribadeau Dumas, *Le droit de chasse français*, p. 221; Colin, *Manuel juridique et pratique de la chasse*, p. 284; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, n° 895.

3. Colin, p. 284; Giraudeau, n° 901; Lavallée et Bertrand, *Vade-mecum du chasseur*, p. 113; Morin, *Répertoire criminel*, article chasse, n° 25; de Neyremand, *Questions sur la chasse*, p. 324; Perrève, *Traité des délits et des peines de chasse*, p. 360; Petit, *Traité complet du droit de chasse*, t. 2, p. 116; Cr. 4 octobre 1844 D. P. 45.1.221; Caen, 15 avril 1861. *Recueil de Caen*, 1861. 1.240.

Contra : Berriat St.-Prix, *Législation de la chasse et de la louveterie commentée*, p. 156; Gillon et Villepin, *Nouveau Code des chasses*, n° 334.

1844 prescrit de porter au maximum les peines déterminées par les articles 11 et 12 de la même loi, lorsque le délit est commis par les gardes qu'il mentionne. Aucune difficulté d'application dans les cas prévus par l'article 11 qui n'édicte qu'une peine d'amende; il en est autrement en ce qui concerne les délits spécifiés par l'article 12 qui, indépendamment de l'amende qui est toujours obligatoire, permet d'infliger un emprisonnement qui est facultatif pour le tribunal. L'article 12, § 3, a-t-il pour effet de contraindre le juge à prononcer, dans tous les cas, cumulativement le maximum de l'amende et le maximum de l'emprisonnement? On admet généralement, à raison du caractère facultatif de l'emprisonnement en matière de chasse, que les juges sont seulement tenus de prononcer contre les gardes le maximum, soit de l'amende, lorsqu'ils n'appliquent que l'amende, soit de l'amende et de l'emprisonnement, s'ils cumulent les deux peines.

B. — *Crimes et délits commis envers les gardes champêtres.* — Les gardes champêtres sont protégés par des dispositions pénales particulières contre les auteurs de certaines infractions commises envers eux.

L'article 209 du Code pénal les protège contre le crime ou délit de rébellion. La rébellion est une opposition violente aux agents de l'autorité, se manifestant soit sous forme offensive (attaque), soit sous forme défensive (résistance), pour les empêcher d'accomplir les ordres ou la mission qu'ils sont chargés d'exécuter (1).

Que faut-il entendre par violences ou voies de fait?

1. Le Poittevin, *Dic. form. des parquets*, v^o Rébellion, n^o 1.

Si des coups ont été portés, aucune difficulté. Mais, il n'est pas indispensable que l'agent ait été frappé, le délit de rébellion, dit la Cour de cassation, peut résulter de tout acte violent, dont le but était d'empêcher l'officier ministériel ou l'agent de l'autorité d'accomplir la mission dont il est chargé (1). On peut considérer comme une violence ou voie de fait dans le sens de l'article 209 du Code pénal, le fait de se porter sur les gendarmes avec des fourches et en les tenant levées sur eux (2) ainsi que l'action de s'armer d'un fusil et de coucher en joue (3). La rébellion qui constitue, suivant les cas, un crime ou un délit, est prévue et punie par les articles 209 à 221 du Code pénal.

Les violences envers les fonctionnaires publics ou autres personnes publiques sont réprimées par les articles 228 à 233 du Code pénal; elles constituent, en principe, des délits correctionnels, dans les cas prévus aux articles 228 et 230 qui édictent des peines plus ou moins fortes, suivant que la victime est, soit un magistrat (article 228) soit une autre personne publique (article 230). Elles constituent des crimes plus ou moins graves, dans les cas où il existe des circonstances aggravantes, soit à raison du résultat que peut avoir la violence : effusion de sang, blessures ou maladie de la victime (article 231), mort dans les quarante jours (article 231); soit à raison de l'intention de l'inculpé : pré-

1. Cr. 3 avril 1847. D. P. 47.4.80; 30 août 1849. D. P. 49.1.228.

2. Cr. 28 mai 1807. R. *Rébellion*, 22.

3. Cr. 24 octobre 1806. R. *Rébellion*, n° 8; 20 novembre 1807, *ibid.*; 29 juillet 1808, *ibid.*; 16 mai 1817. R. *Rébellion*, n° 37; 30 août 1849. D. P. 49.1.228; Bourg, 14 avril 1853. D. P. 54.2.188.

méditation ou guet-apens (article 232), intention de donner la mort (article 233). L'article 230 du Code pénal protège les gardes champêtres contre les violences (1), ainsi que les gardes particuliers (2).

L'outrage peut être défini : toute expression de mépris de nature à diminuer le respect des citoyens pour l'autorité morale du fonctionnaire et pour le caractère dont il est revêtu et tendant dès lors à inculper son honneur et sa délicatesse; telle est la formule qu'on trouve dans la plupart des arrêts de la Cour de cassation et des Cours d'appel. C'est en ce sens que la Cour de Paris, dans son arrêt du 2 janvier 1891 (3) a jugé que l'expression outrage comprend tout ce qui, d'une manière quelconque, peut blesser ou offenser la personne à laquelle il est adressé. Il faut que les faits retenus comme constituant le délit soient outrageants par eux-mêmes et non par induction à raison des sentiments qu'ils supposent (4).

Antérieurement à la loi du 29 juillet 1881, la répression du délit d'outrage prévu par l'article 222 du Code pénal, envers les gardes champêtres des communes et des particuliers, agissant en leur qualité d'officiers de police judiciaire qui leur est conférée par l'article 16 du Code d'Instruction criminelle, était assurée par l'article 224 du même code. Actuellement, la loi du 29 juillet

1. Cr. 19 juin 1818. Bul. cr. n° 81; 6 avril 1820. R. *Fonctionnaire public*, n° 157; 4 août 1826. R. *eod.* v° 153; 2 mai 1839. R. *eod.* v° 149; Besançon, 3 février 1866. S. *eod.* v° 34.

2. Cr. 19 juin 1818, précité; 9 septembre 1819. R. *Garde champêtre*, 54-1°; 8 avril 1826, *eod.* v° 42-1°; Cr. Rég. de juges, 16 décembre 1841. R. *Fonctionnaire public*, 146-2°; 2 juillet 1846. D. P. 46.4.301.

3. D. P. 92.1.105.

4. Le Poittevin Gustave, *La liberté de la presse depuis la Révolution*, t. 3, n° 1205; Conf. Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. 2, n° 595.

let 1881 réprime, dans ses articles 31 et 33, § 1^{er} les diffamations et les injures commises à l'aide de paroles ou menaces proférées dans les lieux ou réunions publiques envers les dépositaires de l'autorité et autres personnes publiques désignées à l'article 31, à raison de leurs fonctions et de leur qualité. L'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse n'a pas abrogé les articles 222 et suivants du Code pénal relatifs à l'outrage (1). Il convient donc de rechercher la sphère d'application respective des articles 222 et suivants du Code pénal et des articles 31 et 33, § 1^{er} de la loi du 29 juillet 1881. Il faut écarter tout d'abord, les hypothèses dans lesquelles toute confusion est impossible : a) quand le prévenu n'a pas proféré les paroles incriminées en présence du fonctionnaire attaqué ou avec l'intention, du moins, qu'elles fussent portées à sa connaissance, il ne peut être question d'outrage, car un des éléments de la qualification fait défaut ; b) Quand les paroles incriminées n'ont pas été proférées publiquement, la loi sur la presse est inapplicable, car la publicité forme un élément essentiel des délits auxquels elle s'applique.

Les articles 222 et suivants du Code pénal sont seuls applicables à l'outrage commis dans l'exercice des fonctions de la personne outragée ; les articles 31 et 33, § 1^{er}, de la loi du 29 juillet 1881 sont inapplicables en pareil cas, car ils ne répriment que la diffamation ou l'injure à raison de la fonction ou de la qualité. L'exercice de la fonction n'est protégé que par le Code pénal ; c'est là

1. Cr. 25 novembre 1882. D. P. 83.1.227 ; 12 juillet 1883. D. P. 84.1.261 ; 10 août 1883. D. P. 84.1.309 ; 23 août 1883, deux arrêts. D. P. 84.1.261 ; 16 novembre 1883. D. P. 84.1.261 ; 12 mai 1888. Bul. cr. n° 172 ; 5 juillet 1888. Bul. cr. n° 234 ; 2 février 1889. D. P. 91.1.188.

un principe qui repose sur une tradition constante, il avait été proclamé lors de la discussion de la loi du 17 mai 1819, dont l'article 16 réprimait les diffamations envers les dépositaires ou agents de l'autorité publique, par le rapporteur Courvoisin (1).

Aucune disposition de la loi de 1881 n'est de nature à modifier la règle établie sous le régime de la législation antérieure; la Cour de cassation aussi a-t-elle jugé que les outrages adressés, publiquement ou non, à des magistrats, fonctionnaires ou agents dépositaires de l'autorité publique dans l'exercice de leurs fonctions sont, depuis la loi du 29 juillet 1881 comme avant, prévus et punis par les articles 222 et 224 du Code pénal (2).

Pour les outrages commis en dehors de l'exercice des fonctions, mais à l'occasion de l'exercice des fonctions, la conciliation des articles 222 et suivants du Code pénal avec les dispositions de la loi du 29 juillet 1881, offre de sérieuses difficultés, dans le cas où il y a publicité. On se trouve en présence de deux textes qui prévoient et répriment de façon différente la même infraction. D'après les principes généraux il conviendrait de décider que les articles 31 et 33 de la loi sur la presse ont implicitement abrogé, dans la mesure où ils ne peuvent se concilier avec eux, les articles 222 et suivants du Code pénal. Au contraire, la Cour de cassation a admis que les articles 222 et suivants continuent à être applicables, même quand l'outrage est public et qu'il est commis à l'occasion de l'exercice des fonctions. La doctrine, à ce

1. *Moniteur* du 11 avril 1819.

2. Cr. 25 novembre 1882, 12 juillet 1883, 23 août 1883, 12 mai 1888, 5 juillet 1888 déjà cités; 8 novembre 1895. D. P. 96.1.190; 15 septembre 1898. D. P. 1900.1.307; 19 mars 1908. D. P. 1909.1.367.

sujet, est divisée (1). Quoiqu'il en soit, la jurisprudence est aujourd'hui définitivement fixée en ce sens (2).

Les articles 222 et suivants du Code pénal sont donc toujours applicables, mais la poursuite ne peut être exercée qu'en vertu de la loi du 29 juillet 1881 lorsque d'une part, la diffamation ou l'injure a été commise dans un discours proféré dans une réunion publique et que d'autre part, les paroles incriminées impliquent l'appréciation ou la censure des actes du fonctionnaire ou de l'agent (3).

1. Voir dans le sens jugé par la Cour de cassation : Fabreguettes, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole* t. 2, n° 330, p. 510. Dans le sens contraire : Barbier, *Code expliqué de la presse*, 1^{re} édition, t. 2, n° 531, p. 69; Gahier, *La diffamation et la loi du 29 juillet 1881*, p. 87. D'autres auteurs enfin considèrent le système de la Cour de cassation comme un expédient imposé par la nécessité; Garçon, *Code pénal annoté*, articles 222 à 225, n° 286; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal*, 2^e édition, t. 4, n° 1330, p. 266; Le Poittevin, t. 3, n° 1038.

2. Cr. 15 mars 1883. D. P. 83.1.225; 29 juin 1883. D. P. 84.1.308; 12 juillet 1883. D. P. 84.1.261; 23 août 1883. D. P. 84.1.261; 15 novembre 1883. D. P. 84.1.261; 12 février 1885. *Gazette du Palais*, 1885, I, supplément 67; 13 février 188. Bul. cr. n° 56; 12 mai 1888. Bul. cr. n° 172; 5 juillet 1888. Bul. cr. n° 234; 2 février 1889. D. P. 90.1.188; 16 février 1889. D. P. 90.1.188; 19 juillet 1889. Bul. cr. n° 261; 5 juin 1890. D. P. 90.1.494; 13 décembre 1894. D. P. 97.1.345; 3 mai 1895, *ibid.*; 8 novembre 1895. D. P. 96.1.190; 15 septembre 1898. D. P. 1900.1.307; 10 août 1899. Bul. cr. n° 253; 5 mai 1900. D. P. 1902.1.583; 4 mars 1911. Bull. cr. n° 132; 12 mars 1911. Bul. cr. n° 250; Bordeaux, 31 mars 1883. Sir. 84.2.38; Douai, 8 mai 1883. D. P. 83.2.149; Lyon, 14 mars 1884. D. P. 85.2.262; Nancy, 20 janvier 1886. D. P. 86.2.260; Caen, 10 mars 1886. D. P. 87.2.45; Pau, 16 août 1890. D. P. 91.2.147; Bourges, 17 mai 1895. D. P. 97.2.250; Orléans, 2 février 1897. D. P. 97.2.250; Caen, 9 novembre 1916. D. P. 1917.2.120.

3. Cr. 3 mai 1895. D. P. 97.1.345; 10 août 1899. Bul. cr. n° 253.

III. — LEURS ATTRIBUTIONS

Les gardes champêtres sont agents communaux, agents de la force publique et officiers de police judiciaire.

Ils sont soumis à l'autorité et à la surveillance du maire et ont qualité pour faire exécuter ses arrêtés, règlements et instructions.

Ils informent les commissaires de police de tout ce qui intéresse la tranquillité publique (1), et donnent ces informations par de simples rapports (2).

Ils sont placés sous la surveillance des commandants de brigade de gendarmerie qui inscrivent sur un registre leurs nom, âge et domicile, avec les notes sur leur conduite et leur service (3).

Ils sont tenus d'informer les maires, et ceux-ci la gendarmerie, de tout ce qu'ils découvrent de contraire au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. La gendarmerie les met à même, par tous renseignements utiles et donnés en temps opportun de concourir à la répression des crimes et délits (4).

Les attributions des gardes champêtres peuvent être classées en quatre groupes se rapportant à :

I. — La conservation des propriétés rurales et des récoltes.

II. — Celle des propriétés forestières.

1. Décret du 28 mars 1852, article 3.

2. Circulaire min. Intér. 10 octobre 1865. D. P. 66.3.21.

3. Décret du 20 mai 1903, article 312.

4. Décret du 20 mai 1903, article 316.

III. — Aux infractions étrangères à la police rurale.

IV. — A celles prévues par des lois spéciales.

Indiquons cependant avant d'aborder chacune de ces parties que :

Les gardes champêtres ne peuvent rechercher et constater des contraventions rurales ou de police en dehors du territoire des communes pour lesquelles ils sont commissionnés et assermentés (1). Ils n'ont qualité que pour rechercher et constater les infractions placées dans leurs attributions par le législateur (2).

Ils n'ont pas compétence pour rechercher les crimes, même ceux qui peuvent constituer une atteinte aux propriétés rurales tels que vol avec effraction, incendie volontaire; ils doivent en donner avis au fonctionnaire compétent. Ils ne sauraient constater les atteintes à la propriété rurale qui ne constituent que des quasi-délits et ne donnent lieu qu'à de simples réparations civiles (3).

Les gardes champêtres ne sont pas auxiliaires du procureur de la République, il s'en suit qu'ils ne peuvent ni recevoir des plaintes et des dénonciations, ni faire les autres actes de la compétence du procureur de la République que les articles 48 et suivants du Code d'instruction criminelle attribuent à certains officiers de police judiciaire.

Les gardes champêtres doivent arrêter et conduire devant le juge de paix ou devant le maire tout individu qui a commis une infraction pouvant entraîner une peine

1. Cr. 28 novembre 1890, Bul. cr. n° 232.

2. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 3, n° 1195; Morgand, n° 1169.

3. Block, *Dictionnaire de l'administration française*, v° *Garde champêtre*, n° 8; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 92; Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, article 16.

d'emprisonnement ou une peine plus grave, s'il est, soit surpris en flagrant délit, soit dénoncé par la clameur publique (art. 16. § 4 du Code d'Instruction criminelle). Cette règle est générale et n'est pas limitée au cas où il s'agit d'un délit portant atteinte aux propriétés rurales. C'est un droit de police qui est accordé aux gardes champêtres. Si l'infraction qui a été commise ne constitue ni un délit rural, ni un des délits spéciaux pour lesquels ils peuvent verbaliser, les gardes champêtres n'ont d'autre pouvoir que celui d'arrêter et de conduire le prévenu et ils sont sans qualité pour rédiger en ce cas, des procès-verbaux et procéder à des actes d'instruction (1).

I. — CONSERVATION DES PROPRIÉTÉS RURALES ET DES RÉCOLTES. — Les gardes champêtres ont été institués pour la conservation des récoltes, fruits de la terre et propriétés rurales de toute espèce. Leurs fonctions consistent à rechercher et constater les délits ruraux; à ce titre, ils doivent veiller à la conservation de toutes les propriétés qui sont sous la foi publique et de toutes celles dont la garde leur a été confiée par leur acte de nomination (2), même de celles dont les propriétaires ont institué des gardes particuliers (3).

L'article 16 du Code d'instruction criminelle, § 1^{er} dit que les gardes champêtres sont chargés de rechercher

1. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 3, n° 1517; Mangin, *Traité de l'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle*, t. I, n° 220.

2. Loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 1^{er}, section VII, article 5.

3. Blanche et de Mouy, *Dictionnaire général de l'administration française*, p. 1216; Block, *Dictionnaire de l'administration française*, v° Garde particulier, n° 8.

dans le territoire pour lequel ils sont assermentés les délits et contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales. Cette compétence générale, en matière rurale, n'est pas restreinte par la compétence spéciale donnée à certains agents, en pareille matière. Les gardes champêtres ont qualité pour faire ces constatations avec eux (1).

Les infractions rurales que les gardes champêtres ont mission de rechercher sont prévues par le titre II de la loi de 1791, ainsi que par les dispositions suivantes du code pénal : articles 444 à 458, article 471, §§ 7-8-9-10-13 et 14, article 475, §§ 1-9 et 10, article 479, §§ 10-11 et 12; par le code rural et notamment par les lois du 21 juin 1898, sur la police rurale concernant les personnes, les animaux et les récoltes, du 24 décembre 1888 sur la destruction des insectes, cryptogames et végétaux nuisibles à l'agriculture, du 23 juillet 1907 sur la destruction des corbeaux et des pies.

Certaines infractions qui ne sont point rurales, par leur matière, peuvent le devenir, lorsqu'elles sont commises dans les campagnes. Ainsi, les gardes champêtres, ont qualité pour constater les infractions aux articles 471, § 4; 475, § 7 et 479, § 10 du Code pénal commises en dehors des bourgs. Il a été jugé qu'ils peuvent constater les faits de dépôts ou embarras sur les chemins ruraux et vicinaux pouvant mettre obstacle à la circulation (2).

Les gardes champêtres ont le droit de suivre les choses enlevées par les délinquants, dans les lieux où elles ont

1. Cr. 7 novembre 1879. Bul. cr. n° 188; Sér. 80.1.140; *Journal du Palais*, 80-297.

2. Cr. 1^{er} décembre 1827. R. *Garde champêtre*, 29-1°; 24 avril 1829. R. *eod.* v° 29-2°; 5 février 1846, sol. impl. D. P. 46.4.425; 29 mars 1855. D. P. 55.1.220.

été transportées, et de les mettre sous séquestre ; ils ne peuvent néanmoins s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos si ce n'est en présence, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, soit du maire du lieu, soit de son adjoint, et le procès-verbal qui devra en être dressé sera signé par celui en présence duquel il aura été fait (article 16, § 3 du Code d'instruction criminelle).

Le droit de visite domiciliaire qui est accordé aux gardes champêtres n'est qu'une conséquence du droit de suite qui leur est attribué. Il faut donc qu'une infraction ait été constatée et que le garde se trouve, au moment où il perquisitionne, en état de suite.

Blanche, *Dictionnaire général de l'administration* v^o *Garde champêtre*, p. 1214, Block, *Dictionnaire de l'administration française*, v^o *Garde champêtre*, n^o 12, admettent que les gardes champêtres peuvent parcourir les champs sans suivre les chemins ou sentiers, pourvu qu'il n'en résulte aucun dégât, et pénétrer dans les clos non adjacents à des bâtiments et cours, si ces clos ne sont pas garnis de portes ou barrières fermant à clef. Il a été jugé au contraire qu'ils n'ont pas, plus que tous les autres citoyens, le droit de traverser les propriétés d'autrui, s'ils n'y sont pas autorisés par les propriétaires, et que, à défaut de cette autorisation, ils sont passibles de dommages-intérêts (1). Jugé également qu'un garde champêtre n'excède pas les pouvoirs qu'il tient de l'article 16 du Code d'instruction criminelle lorsque, pour constater une contravention, il s'introduit sans opposition, non

1. Trib. de Paix, Dourgne (Tarn), 10 juin 1910. Dalloz com., 1910.2.12.

dans le domicile particulier de l'auteur de cette contravention, mais dans sa boutique ouverte au public (1).

II. — CONSERVATION DES PROPRIÉTÉS FORESTIÈRES.

— L'article 188 du code forestier, modifié par la loi du 18 juin 1859 donne qualité aux gardes champêtres pour rechercher et constater les délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier.

En ce qui concerne les forêts et bois de l'Etat, et les autres bois soumis au régime forestier, la question demeure très controversée.

D'après une opinion, les gardes champêtres n'ont pas qualité pour constater les infractions commises dans les bois soumis au régime forestier (2), soit domaniaux (3), soit communaux (4). La loi des 15-29 septembre 1791 qui a organisé l'administration forestière, ne confiait pas aux gardes champêtres la surveillance des forêts de l'Etat; on en conclut que leur compétence à cet égard n'a pas été étendue par l'article 5, section VII, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, sur le code rural, qui les chargeait seulement de veiller à la conservation de toutes les propriétés qui sont sous la foi publique, ni par l'article 16 du Code d'instruction criminelle.

Il convient de faire remarquer que les décisions de jurisprudence contraires à la compétence des gardes

1. Cr. 18 mai 1877, Bul. cr. 125.

2. Collin et Ribadeau Dumas, *Manuel de la chasse*, p. 246; Faustin Hélie, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, n° 1194; Villey, *Précis de droit criminel*, p. 277.

3. Cr. 13 janvier 1849, D. P. 49.1.71.

4. Metz, 28 janvier 1822, R. *Garde champêtre*, n° 30; Dijon, 8 novembre 1853. *Bulletin administratif et judiciaire des Annales forestières*, n° 1076; Bul. for., n° 112; *Journal du Palais*, 53.2. 506; R. v° *Garde champêtre*, n° 29.

champêtres, sont antérieures à la loi du 18 juin 1859 qui a modifié l'article 188 du code forestier.

Suivant une autre opinion, si la loi des 15-29 septembre 1791 ne mentionnait pas les gardes champêtres, c'est parce qu'elle ne s'occupait que des fonctionnaires faisant partie de l'administration forestière; mais l'expression générale de l'article 5 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, toutes les propriétés qui sont sous la foi publique comprend les bois de toute nature aussi bien que les propriétés rurales; elle doit donc être combinée avec l'article 16 du Code d'instruction criminelle pour l'interprétation de ce dernier texte. D'ailleurs la soumission d'un bois communal au régime forestier n'altère pas le droit de propriété de la commune sur ce bois (1). Voir dans ce sens arrêt de la Cour d'appel de Toulouse du 19 avril 1860 (2).

C'est à cette dernière opinion que nous croyons devoir nous ranger. En effet, l'article 8 du Code d'instruction criminelle dit que la police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. L'article 16 du même code indique que les gardes champêtres et les gardes forestiers, considérés comme officiers de police judiciaire sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel ils auront été

1. Guyot, *Cours de droit forestier*, 235 et 236; Mangin, *Traité des procès-verbaux en matière de délits et contraventions*, n° 91 et 135; Fournel, *Lois rurales de la France*, livre 3, t. I, n° 8; Carnot, *Code instruction criminelle*, t. I, p. 161, n° 15; Meaume, *Code forestier*, t. 3, n° 2; dissertation de M. Loiseau. D. P. 45.3.83, § 7; Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, article 16.

2. Toulouse, 19 avril 1860. S. *Garde champêtre*, 29; Sir. 60.2.273; *Journal du Palais*, 61, 473.

assermentés, les délits et contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et forestières. La loi rurale des 28 septembre-6 octobre 1791 place sous la surveillance des gardes champêtres dans le ressort de leur compétence territoriale, toutes les propriétés qui sont sous la foi publique, c'est-à-dire toutes les propriétés ouvertes. Nul doute que les bois soumis au régime forestier, fassent partie des propriétés qui sont sous la foi publique. Le garde champêtre qui tient de la loi les pouvoirs attachés au titre d'officier de police judiciaire, doit donc pouvoir rechercher, dans la commune pour laquelle il est commissionné et assermenté, tous les délits et contraventions de police et les constater par des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire. L'article 160 du code forestier ne peut, à notre avis, exclure le concours des gardes champêtres pour la recherche et la constatation par procès-verbaux de ces délits et contraventions. Il ne peut être tiré argument de sa rédaction qui ne comprend point les gardes champêtres dans son énonciation. Pour qu'il pût les exclure et diminuer ainsi les pouvoirs que les gardes champêtres tiennent, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, de l'article 16 du Code d'instruction criminelle, il eût fallu qu'il mentionnât une interdiction expresse de ce concours ou l'indication que la recherche et la constatation par procès-verbaux des délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier sont réservés exclusivement aux agents de l'administration indiqués au dit article.

III.— INFRACTIONS ÉTRANGÈRES A LA POLICE RURALE.

— L'article 102, § 2 de la loi du 5 avril 1884 indique que les gardes champêtres sont chargés de rechercher, dans

le territoire pour lequel ils sont commissionnés et assermentés, les contraventions aux règlements et arrêtés de police municipale.

Antérieurement à la loi municipale du 24 juillet 1867, la doctrine et la jurisprudence admettaient que les gardes champêtres n'avaient pas qualité pour constater les contraventions aux règlements de police urbaine (1).

Depuis la loi de 1867, les gardes champêtres sont chargés de rechercher, dans le territoire pour lequel ils sont assermentés, les contraventions aux règlements et arrêtés de police municipale; ils dressent des procès-verbaux pour constater ces contraventions. La loi du 5 avril 1884, article 102, § 2, reproduit textuellement l'article 20 de la loi de 1867. Cette disposition a eu pour but d'étendre la compétence des gardes champêtres, en consacrant la solution contraire à celle qu'admettaient la doctrine et la jurisprudence antérieures à 1867.

1. Le garde champêtre n'avait pas qualité pour constater une contravention aux règlements de police urbaine....alors même que les dits règlements lui donnaient mission de faire cette constatation;.... que les procès-verbaux dressés par lui en matière de police urbaine ne pouvaient faire foi jusqu'à preuve contraire des faits qui s'y trouvaient énoncés;.... que spécialement, il n'avait pas qualité pour constater une contravention à un arrêté municipal concernant le balayage des rues de la commune;.... ou à un règlement local sur la fermeture des lieux publics, et, par exemple, des débits de boissons;.... ou à un arrêté municipal concernant la boulangerie;.... ou à un règlement de petite voirie;.... qu'également, il n'avait pas qualité pour constater une contravention de police urbaine prévue, en dehors de tout arrêté ou règlement par le Code pénal;.... spécialement la contravention qui résulte de bruits injurieux ou de tapage nocturne troublant la tranquillité des habitants;.... que le procès-verbal dressé par un garde champêtre en cette matière, ne faisait pas foi par lui-même jusqu'à preuve contraire des faits ainsi constatés (Dalloz, *Code d'instruction criminelle annoté*, article 16, n° 80 à 89).

Les gardes champêtres peuvent, actuellement, constater, par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, toutes les contraventions aux arrêtés municipaux et préfectoraux légalement faits qui, en matière de police urbaine, sont sanctionnés par l'article 471-15° du Code pénal, mais ils sont sans qualité pour constater les autres contraventions de police urbaine, c'est-à-dire celles qui, étant commises dans l'intérieur d'une commune, sont prévues par le Code pénal ou, par des lois spéciales, sans l'être aussi par un règlement municipal ou préfectoral. En pareil cas, leurs procès-verbaux n'ont que le caractère de simples renseignements et ne font pas foi jusqu'à preuve contraire; il en est ainsi pour les contraventions prévues et punies par les articles 471, §§ 4 et 6, 479, § 8 du Code pénal (1).

Cette distinction, qui résulte de la loi et de la jurisprudence, ne se justifie par aucune raison plausible et offre de graves inconvénients dans la pratique.

IV.— INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES.

— Les gardes champêtres tiennent, soit en leur qualité de gardes champêtres, soit comme officiers de police judiciaire, de diverses lois spéciales le droit de verbaliser dans les matières suivantes :

Chasse, spécialement en plaine et dans les bois particuliers (2). La question de la constatation des délits de chasse dans les bois soumis au régime forestier, par les gardes champêtres, est aussi controversée que celle de

1. Le juge peut refuser de faire état d'un procès-verbal dressé par un garde champêtre pour tapage nocturne si ce procès-verbal est dénié par le prévenu (Cr. 18 novembre 1911, deux arrêts. D. P. 1912.5.12).

2. Loi du 3 mai 1844, article 22.

la constatation des délits forestiers dont il a été question plus haut.

Pêche fluviale (1).

Dommages aux plantations des routes (2), grande voirie (3), police de roulage (4).

Circulation des boissons (5), répression de l'ivresse publique et police des débits de boissons (6).

Fabrication illicite de sel (7), vente frauduleuse, circulation et colportage des tabacs (8), fabrication et vente d'allumettes chimiques (9), fraude et contrebande sur les cartes à jouer (10), fabrication illicite, colportage et vente des poudres à feu (11).

Police des chemins de fer (12), lignes télégraphiques (13), distribution d'énergie (14), câbles sous-marins (15).

Octroi (16), douanes (17); timbre (18).

1. Loi du 15 avril 1829, article 36.
2. Décret du 16 décembre 1811, article 106.
3. Décret du 16 décembre 1811, article 112.
4. Loi du 30 mai 1851.
5. Loi du 21 juin 1873, article 2.
6. Loi du 1^{er} octobre 1917.
7. Ordonnance du 19 mars 1817, article 7.
8. Loi du 28 avril 1816, articles 172 et 223.
9. Loi du 28 juillet 1875, article 3, § 1^{er}, par application de l'article 223 de la loi du 28 avril 1816.
10. Loi du 28 avril 1816, articles 169 et 223.
11. Lois du 25 juin 1841, article 25 et du 13 avril 1898, article 23 par application de l'article 223 de la loi du 28 avril 1816.
12. Loi du 15 juillet 1845, article 23.
13. Décret du 27 décembre 1851.
14. Loi du 15 juin 1906, article 25.
15. Loi du 20 décembre 1884, article 14.
16. Lois des 29 mars 1832, article 9 et 24 mai 1834 article 9 par application de l'article 223 de la loi du 28 avril 1816.
17. La loi du 4 Germinal an II, titre VI, article 6 et celle du 9 Floréal an VII, titre IV, article 1^{er} donnent le droit à tout citoyen de constater les infractions aux lois sur les douanes.
18. Loi du 8 juillet 1852, article 30, décret du 25 août 1852, article 5, lois des 27 juillet 1870, article 6, 30 mars 1880, article 3, 26 décembre 1890, article 7, décret du 18 février 1891, article 10, loi du 8 avril 1910.

Emploi d'étrangers non munis de certificat d'immatriculation (1), interdiction des économats et mode de paiement des salaires des ouvriers et employés (2).

Etalons pour la reproduction des chevaux (3).

Les gardes champêtres doivent être établis gardiens des saisies brandons (4).

Ils peuvent être délégués pour assister aux exhumations, réinhumations et translations de corps (5).

Ils sont habiles à procéder au recrutement de la population en vertu d'une commission régulière de l'autorité municipale et ne sont tenus de produire cette commission que s'ils sont requis de justifier de son existence (6).

Comme agent de la force publique les gardes champêtres peuvent être requis par le commissaire de police (7), par les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie (8), par les employés des contributions indirectes (9), par les agents et gardes des forêts (10), par les gardes pêche (11).

1. Articles 64 et 98 du livre II du Code du travail.

2. Articles 43, 44, 45, 75, 76, 77 et 107 du livre I^{er} du Code du travail.

3. Loi du 14 août 1885, article 6.

4. Article 628 du Code de procédure civile.

5. Loi du 30 mars 1902, article 62.

6. Cr. 5 mars 1887, Bul. cr., n° 92.

7. Décret du 28 mars 1852, article 3.

8. Décret du 20 mai 1903, article 314.

9. Loi du 28 avril 1816, article 245.

10. Code forestier, article 164.

11. Loi du 15 avril 1829, article 43.

IV. — DES PROCÈS-VERBAUX

Nous avons cru devoir diviser ce chapitre réservé aux procès-verbaux en trois parties se rapportant :

I. — Aux conditions que doivent remplir les procès-verbaux.

II. — A leur affirmation, enregistrement et transmission.

III. — A leur force probante.

I. — Les gardes champêtres doivent constater les délits et contraventions qu'ils ont le devoir de rechercher au moyen de procès-verbaux. Ils doivent dresser autant de procès-verbaux qu'il y a de contraventions distinctes.

Ils n'ont qualité que pour rechercher et constater les infractions placées dans leurs attributions par le législateur; ils ne sauraient constater les faits de dommages qui ne donnent lieu qu'à de simples réparations civiles(1).

Sauf ce qui sera dit plus loin, au sujet de la force probante des procès-verbaux, aucune disposition de loi ne subordonne la validité des procès-verbaux à la condition que les contraventions aient été constatées de visu (2).

La doctrine en général admet qu'un officier de police judiciaire peut dresser des procès-verbaux contre ses pa-

1. Block, *Dictionnaire de l'Administration française*, n° 8; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 92; Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, article 16.

2. Cr. 17 novembre 1895. Bul. cr. n° 313.

Il a été jugé que les gendarmes qui ont, après l'heure de la fermeture fixée par un arrêté du maire, entendu jouer au billard dans un café dont les portes étaient fermées, ont pu, valablement, malgré le refus qui leur a été fait de leur ouvrir, dresser procès-verbal de la contravention (Tribunal Mayenne, 23 avril 1841. Bul. cr. n° 168).

rents. Cette opinion a été consacrée par la Cour de cassation le 7 novembre 1817 pour un procès-verbal dressé par un garde champêtre contre son frère prévenu d'un délit de chasse et le 18 octobre 1822 pour un procès-verbal d'un garde forestier contre son beau-frère.

Un garde champêtre peut-il constater dans son propre intérêt ou dans celui de sa famille, un délit commis dans la circonscription de sa compétence territoriale, soit à son préjudice, soit au préjudice d'un de ses parents ? L'affirmative est soutenue dans la dissertation de M. Loiseau (1).

Le procès-verbal est un acte écrit par lequel tout agent de l'autorité rend compte de ce qu'il a fait dans l'exercice de ses fonctions.

L'origine des procès-verbaux semble remonter au XIII^e siècle. Avant cette époque, la preuve orale d'abord puis les épreuves formaient l'unique base des jugements. Les procès-verbaux ont pris naissance avec la procédure introduite par les juridictions ecclésiastiques. Voir Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, tome III, n^o 1354 : « L'usage s'établit de déléguer des commissaires, des officiers pour constater les circonstances
« des crimes, pour recevoir les dépositions des témoins;
« cet usage, en s'étendant peu à peu, embrasse bientôt
« toutes les matières, et, comme à côté des faits graves,
« se trouvaient les infractions les plus minimales, la délégation descendit des juges commissaires aux officiers
« les plus humbles, et les procès-verbaux d'enquête
« dressés par les premiers donnèrent naissance, par une
« évidente analogie, aux rapports et procès-verbaux que

1. D. P. 46.3.57.

« dressèrent les autres dans une sphère plus restreinte. »

Pendant longtemps ces procès-verbaux ont été faits verbalement : de là leur nom, qui paraît aujourd'hui un contresens.

D'après l'article 10 du décret du 30 avril 1790 et l'article 6, titre I^{er}, section VII de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, les gardes champêtres ne sont pas tenus d'écrire eux-mêmes leurs procès-verbaux. D'une façon générale, ils les écrivent eux-mêmes, mais s'ils ne peuvent le faire, il y est suppléé par une déclaration orale qui est faite, dans les conditions réglées par ces articles devant un officier auquel la loi donne qualité pour la recevoir.

Il y aurait nullité si, ne pouvant écrire eux-mêmes leurs procès-verbaux, les gardes champêtres les faisaient écrire par des personnes quelconques (1). Si le procès-verbal est signé par le garde, la nullité résultant de ce qu'il a été écrit par un tiers disparaît, si au moment de l'affirmation, il est procédé conformément à l'article 165, § 2 du Code forestier dont les dispositions ont été déclarées communes aux gardes forestiers et aux gardes champêtres (2).

Si le garde ne sait signer, il y a lieu de procéder conformément aux règles tracées par les décrets des 30 avril 1790 et 28 septembre-6 octobre 1791. De la combinaison de ces décrets avec les articles 11 du Code d'instruction criminelle et de la loi du 28 Floréal an X, il résulte que les procès-verbaux doivent être, en ce cas, reçus, rédigés et écrits, soit par le juge de paix, ses

1. Cr. 19 mars 1830. R. *Procès-verbal*, 263; 27 décembre 1832. R. *eod.* v^o 164-1^o.

2. Cr. 9 mars 1866. D. P. 66.1.285; 25 février 1887. D. P. 88.5.398; 29 juillet 1905. Bul. cr. n^o 388.

suppléants ou son greffier, soit par le commissaire de police, soit par le maire ou ses adjoints (1). Aucun autre fonctionnaire, ni le secrétaire de mairie (2), ni l'instituteur communal (3) n'a qualité pour recevoir la déclaration orale du garde. Mais il n'est pas nécessaire que l'officier qui reçoit et rédige sous forme de procès-verbal le rapport qui lui est fait verbalement, l'écrive lui-même : il suffit qu'il reçoive la déclaration, contrôle la rédaction du procès-verbal et le signe, après en avoir donné lecture au garde qui l'affirme sincère et vérifiable (4).

Il faut, autant que possible, que le procès-verbal, qui peut être dressé un jour férié, soit rédigé séance tenante. Il a été jugé qu'aucun délai n'est fixé pour la rédaction des procès-verbaux des gardes champêtres et qu'un procès-verbal rédigé plusieurs jours après la connaissance du fait n'en est donc pas moins valable (5).

Dans certains cas la loi a fixé le délai dans lequel les procès-verbaux doivent être dressés :

En matière de chasse les procès-verbaux doivent être affirmés et par conséquent dressés dans les vingt-quatre heures du délit à peine de nullité (Loi du 3 mai 1844, article 24).

Les procès-verbaux constatant des infractions à la

1. Cr. 10 février 1843. D. P. 49.1.228; 24 janvier 1861. D. P. 61.1.405; 24 octobre 1896. Bul. cr. n° 302; Sol. conf., F. Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 3, n° 1384; Garraud, *Traité théorique et pratique de l'instruction criminelle*, n° 434, III; Le Poittevin, *Dictionnaire formulaire des parquets*, n° 112; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 107.

2. Cr. 19 mars 1830. R. *Procès-verbal*, 263.

3. Cr. 24 janvier 1861, déjà cité.

4. Cr. 19 mars 1830, déjà cité; 17 mai 1888. Bul. cr. 175; 5 février 1910. Bul. cr. n° 49.

5. Cr. 27 avril 1860. D. P. 60.5.303; 17 mai 1861. D. P. 61.5.390; 25 février 1887. D. P. 88.5.398.

loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons doivent être transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés (Loi du 1^{er} octobre 1917, article 14). Ce délai qui doit être exactement observé n'est pas prescrit à peine de nullité.

Il faut que le procès-verbal établisse que l'agent qui l'a dressé avait la qualité et la compétence requises; il doit porter son nom, le titre de sa fonction et le lieu dans lequel il l'exerce, la mention qu'il est assermenté et qu'il était revêtu, au moment de la constatation de l'infraction, du signe distinctif de ses fonctions. Il doit préciser les faits constitutifs de l'infraction constatée, avec toutes ces circonstances. C'est ce qui résulte des dispositions même des articles 11, § 3 et 16 du Code d'instruction criminelle, aux termes desquels les rédacteurs doivent consigner dans les procès-verbaux la nature et les circonstances des infractions, le temps et le lieu où elles ont été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en sont présumés coupables. Toutes ces désignations ou spécifications contenues dans les dits articles ne sont pas exigées à peine de nullité des procès-verbaux (1). Le procès-verbal doit donner, en outre, la liste des témoins utiles, leurs déclarations si c'est possible ou tout au moins la nature des renseignements qu'ils pourront fournir, ainsi que l'énumération et la description sommaire des objets saisis pour servir de pièces à conviction. Dans les cas

1. Cr. 9 février 1821. Bul. cr. n° 20; 24 janvier 1861. D. P. 61.1.405; F. Hélie, t. 3, n° 1390; Garraud, t. 2, n° 434, IV, note 24; Le Poittevin, n° 50; Mangin, n° 78 et 110.

de saisie, de mise en fourrière ou de perquisition, le garde champêtre doit avoir soin de mentionner dans le procès-verbal les diverses circonstances de ces opérations et surtout l'accomplissement des formalités légales.

Le procès-verbal doit être daté. La date est nécessaire pour établir qu'au jour où il a été dressé la prescription n'était pas acquise et qu'à ce même jour la prescription commencée a été interrompue. Elle forme le point de départ du délai imparti pour l'enregistrement et pour l'affirmation. La date n'est essentielle et son omission est une cause de nullité quand elle est le point de départ d'une formalité prescrite à peine de nullité s'il n'est pas possible de suppléer à cette omission par les autres énonciations du procès-verbal.

Par date, il faut entendre l'indication de l'année, du mois et du jour, l'indication de l'heure n'est pas exigée (1); toutefois, exceptionnellement, l'heure doit être indiquée, lorsque la loi exige que le procès-verbal soit dressé dans les vingt-quatre heures de l'infraction ou qu'il doit être affirmé dans le même délai de sa date.

Lorsque la rédaction du procès-verbal a exigé des opérations et des recherches qui se sont prolongées, il y a lieu d'indiquer la date et l'heure de la clôture du procès-verbal. C'est à compter du jour et de l'heure de la clôture que commence à courir le délai imparti pour l'affirmation.

Le procès-verbal doit être signé. Cette règle comporte une exception pour le cas où un garde champêtre ne

¹ Cr. 9 février 1821, déjà cité.

pouvant écrire et signer son procès-verbal procède conformément à l'article 6 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 et fait une déclaration orale soit au juge de paix, à son suppléant ou à son greffier, soit au maire ou à l'adjoint, soit au commissaire de police qui dresse le procès-verbal en son nom.

La partie lésée par le fait dommageable constaté par un procès-verbal dressé par un garde champêtre, peut en vue d'obtenir réparation du dommage que le délit ou la contravention lui a causé, se porter partie civile. Elle le peut, d'après les articles 66 et 67 du Code d'instruction criminelle, en tout état de cause; si elle déclare au garde champêtre verbalisateur, quelle se porte partie civile dans le procès-verbal, ce dernier est tenu de mentionner cette déclaration. La partie civile devra, à moins d'être complètement illettrée signer le procès-verbal. Dans ces circonstances, il est important que le garde champêtre indique dans son procès-verbal avec le plus de précision possible, le chiffre auquel peut s'élever le dommage.

Les dispositions de l'article 78 du Code d'instruction criminelle sur les ratures, renvois et interlignes, s'appliquent aux procès-verbaux qui doivent être rédigés sans blanc, lacune ni intervalle. Les renvois, les interlignes, les surcharges et les mots nuls doivent être spécialement approuvés en marge à peine d'être considérés comme non avenus.

Le garde champêtre doit inscrire, sur un registre d'ordre acquis aux frais de la commune et coté et paraphé par le maire, jour par jour, sans aucun blanc ni lacune, l'analyse des procès-verbaux qu'il dresse. Ce registre est soumis au visa mensuel du maire et doit être

représenté à toute réquisition de l'autorité judiciaire et administrative.

Nous devons, maintenant, rechercher, quelles sont les conséquences des omissions et des irrégularités commises dans la rédaction des procès-verbaux.

Dans tous les cas où la loi n'a pas attaché expressément la sanction de la nullité à l'accomplissement d'une formalité, la Cour de cassation a appliqué la théorie des nullités substantielles (1). Il en résulte qu'on doit considérer comme radicalement nul tout procès-verbal dans lequel a été omise une formalité qui tient à la substance même de l'acte, ou qui viole un principe essentiel de droit; au contraire, l'omission n'est pas une cause de nullité, quand elle ne porte que sur une formalité qui ne présente pas ces caractères et ne constitue qu'une mesure d'ordre et de bonne administration.

De toute façon, l'omission d'une formalité et le retard apporté à son accomplissement cessent d'être une cause de nullité, quand ils résultent, soit du fait du prévenu, soit d'un cas de force majeure. Voir ci-après, dans la partie traitant de l'affirmation des procès-verbaux, à titre d'exemple, le cas où le rédacteur d'un procès-verbal s'est présenté dans le délai légal devant l'un des magistrats compétents et que celui-ci a refusé de recevoir l'affirmation.

Les nullités qui résultent de l'inobservation des formalités substantielles ou exigées sous cette sanction par la loi, sont d'ordre public; par suite, elles peuvent

1. Cr. 17 juin 1836. R. *Procès-verbal*, 40; Conf. F. Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 3, n° 1368; Garraud, *Traité théorique et pratique de l'instruction criminelle*, t. 2, n° 436; Le Poittevin, *Théorie des procès-verbaux*, n° 104.

être proposées par les intéressés en tout état de cause, elles ne peuvent être couvertes par le silence des parties et doivent être relevées d'office par le tribunal (1).

II. — Sous l'ancien régime les rapports étaient faits verbalement, l'agent verbalisateur en affirmait la sincérité devant le juge. Dans la législation actuelle, l'affirmation a conservé son ancien caractère; c'est ce qu'a reconnu la Cour de cassation en décidant que le mot affirmer signifie en justice confirmer par serment qu'une chose est véritable (2).

La loi a formellement assujetti à l'affirmation les procès-verbaux des gardes champêtres des communes, des établissements publics et des particuliers (3). L'affirmation peut être faite, comme le procès-verbal, même un jour férié.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 28 Floréal an X, c'étaient les juges de paix qui étaient chargés de recevoir les affirmations des procès-verbaux dressés par les gardes champêtres, les suppléants du juge de paix, les maires et les adjoints ne pouvaient les remplacer que dans les conditions qu'il spécifiait expressément; mais cet article réglait l'affirmation des procès-verbaux des gardes forestiers aussi bien que l'affirmation de ceux des gardes champêtres. Or, le Code forestier, dans son article 165, a posé des règles nouvelles, rela-

1. Cr. 5 mars 1835. Bul. cr. n° 78; 23 janvier 1875. Bul. cr. n° 29; 28 janvier 1875. Bul. cr. n° 33; 27 février 1879. D. P. 79.1.190; 25 novembre 1882. D. P. 83.1.227; 12 décembre 1884. Bul. cr. n° 336; 8 janvier 1887. D. P. 87.1.367; 17 avril 1890. D. P. 90.1.491.

2. Cr., 29 février 1812. R. *Procès-verbal* 101-3°; 3 juillet 1812. R. *cod.* v° 102; 20 février 1862. Bul. cr. n° 56.

3. Loi 30 avril 1790, article 10; loi 28 septembre-6 octobre 1791, titre I^{er}, section VII, article 6; loi 28 Floréal an X, article 11; décret 16 août 1810; loi 3 mai 1844.

tivement aux magistrats compétents pour recevoir l'affirmation, il a admis, dans tous les cas, la concurrence des juges de paix, de leurs suppléants, des maires et de leurs adjoints, sans la subordonner, comme le faisait l'article 11, à l'accomplissement de certaines conditions. La jurisprudence est actuellement fixée en ce sens que l'article 165 du Code forestier forme le dernier état de la législation en cette matière, qu'il contient une disposition générale qui, comme celle de l'article 11 de la loi de Floréal, s'applique tout à la fois aux gardes forestiers et aux gardes champêtres. Il n'y a donc plus, actuellement, qu'à appliquer aux gardes champêtres les règles admises pour les gardes forestiers (1).

La loi du 29 décembre 1921 dispensant les préposés de l'Administration des eaux et forêts d'affirmer, à l'avenir, les procès-verbaux qu'ils auront eux-mêmes écrits et signés n'a apporté, à cet égard, aucune modification, en ce qui concerne les procès-verbaux des gardes champêtres.

Les procès-verbaux dressés, par les gardes champêtres, en matière de police rurale, doivent être affirmés dans les vingt-quatre heures (2), ceux dressés en matière de chasse doivent l'être dans les vingt-quatre heures du délit (Loi du 3 mai 1844, article 24) (3). Doivent être affirmés, dans les trois jours, les procès-verbaux

1. Cr. 9 mars 1866. D. P. 66.1.285; 22 janvier 1887. D. P. 87.1.385.

2. Cr. 7 avril 1900. Bul. cr. n° 118; 4 février 1904. D. P. 1904.1.288; 23 octobre 1908. D. P. 1909.5.87; Le Poittevin, *Théorie des procès-verbaux*, n° 84.

3. Cr. 4 septembre 1847. D. P. 48.4.44; 28 août 1868, 28 janvier 1875, 27 février 1879, 31 juillet 1880, 25 novembre 1882, 17 février 1890 déjà cités; Lyon, 22 octobre 1896, Mon. just; Lyon, 5 décembre 1896; Douai, 25 janvier 1899. D. P. 1900.2.25.

constatant les infractions à la police de roulage (Loi du 30 mai 1851, article 18). La législation sur la voirie ne fixe pas de délai pour l'affirmation des procès-verbaux. La jurisprudence du Conseil d'Etat décide qu'il suffit que le procès-verbal soit affirmé et qu'aucun délai n'est imposé pour l'accomplissement de cette formalité (1).

Le point de départ du délai doit, en principe, être fixé, non au moment où le délit se commet, mais à celui de la clôture du procès-verbal (2).

Lorsque la rédaction du procès-verbal a exigé des opérations et des recherches qui se sont prolongées pendant plusieurs heures et même pendant plusieurs jours, c'est à compter du jour et de l'heure de la clôture du procès-verbal que commence à courir le délai imparti pour l'affirmation (3). Lorsque le délai d'affirmation est de vingt-quatre heures, il se calcule, non par jour, mais d'heure à heure (4). Il faut, en ce cas, à peine de nullité, que le procès-verbal indique l'heure de la constatation du délit et que l'acte d'affirmation précise l'heure à laquelle celle-ci a été reçue : cette double mention est indispensable pour que le procès-verbal constate par lui-même l'observation du délai (5).

1. Conseil d'Etat, 11 février 1881. D. P. 82.3.65.

2. Cr. 29 mai 1818. R. *Procès-verbal*, 113-1^o; 7 mars 1823. Bul. cr. n^o 35; 25 février 1887. D. P. 88-5.396; 19 juin 1890. Bul. cr. n^o 132; Trib. simp. pol. Méreville, 21 juillet 1908. D. P. 1909.5.14.

3. Cr. 11 octobre 1827 R. *Procès-verbal*, 116-1^o; 14 juin 1834. R. *eod.* v^o 435.

4. Ci. 30 janvier 1820. R. *Délai*. 12-1^o; 25 novembre 1882. D. P. 83.1.227.

5. Cr. 31 juillet 1818. Pal. chr. ; 30 janvier 1823. R. *Délai*, 12-1^o; 4 septembre 1847. D. P. 48.4.44; 28 janvier 1875. D. P. 75.1.331; 4 février 1904. D. P. 1904.1.288; 23 octobre

La mention de l'heure de l'affirmation n'est cependant pas indispensable lorsque celle-ci a été faite le jour même du délit (1).

Le procès-verbal qui n'a pas été affirmé est nul et la nullité résultant de ce défaut d'affirmation est d'ordre public, elle peut être invoquée, pour la première fois devant la Cour de cassation (2); celui qui n'a pas été affirmé dans le délai légal est également nul, alors du moins qu'il n'est allégué aucun fait de force majeure qui ait empêché de se conformer aux prescriptions de la loi (3).

Mais lorsque le rédacteur du procès-verbal s'est présenté dans le délai légal devant l'un des magistrats compétents et que celui-ci a refusé de recevoir l'affirmation, il a accompli tout son devoir et le procès-verbal ne peut être déclaré nul, faute d'affirmation régulière. C'est ainsi qu'au cas où un maire a refusé de recevoir l'affirmation, le tribunal ne peut prononcer la nullité du procès-verbal, par ce motif que le garde, au refus du maire, aurait pu s'adresser à l'adjoint (4).

L'acte d'affirmation d'un procès-verbal peut léga-

1908. D. P. 1909.5.3; Amiens, 16 juillet 1885. *Rec. Amiens* 85-200; Riom, 10 février 1897. *Journal des Parquets*, 97.2.75.

1. Le Poittevin, n° 80.

2. Cr. 28 janvier 1875. Bul. cr. n° 33; 27 février 1879. Bul. cr., n° 53; 25 novembre 1882. Bul. cr. n° 255.

3. Cr. 28 août 1868. D. P. 68.1.510; 28 janvier 1875. D. P. 75.1.331; 27 février 1879. D. P. 79.1.190; 31 juillet 1880. D. P. 81.1.139; 25 novembre 1882. D. P. 83.1.227; 17 avril 1890. D. P. 90.1.491.

4. Cr. 29 février 1884. D. P. 84.1.358. En matière de poids et mesures, il a été jugé (Cr. 16 décembre 1911. Bul. cr. 596) que le refus du maire de recevoir l'affirmation d'un procès-verbal dressé par un vérificateur constitue un cas de force majeure et que dans ce cas, le procès-verbal ne peut être déclaré nul faute d'affirmation régulière.

lement faire corps avec le procès-verbal lui-même (1); il doit, en premier lieu, mentionner la qualité de l'officier qui le dresse, mais l'absence de cette mention n'entraîne aucune conséquence lorsque cette qualité est constante (2). Il est ensuite constaté que devant cet officier s'est présenté le rédacteur du procès-verbal qui l'a affirmé, c'est-à-dire confirmer par serment. Il faut, à peine de nullité, que cette affirmation émane du rédacteur du procès-verbal et non de l'officier qui dresse l'acte d'affirmation (3).

Il n'est pas nécessaire de rappeler les faits constatés puisque l'acte d'affirmation fait corps avec le procès-verbal dont il n'est que le complément. Il convient qu'avant de constater l'affirmation, l'officier qui la reçoit donne lecture du procès-verbal à l'affirmant; mais cette lecture n'est expressément exigée que dans certains cas spéciaux, en dehors de ces cas, le défaut de lecture ou de constatation de la lecture ne saurait être une cause de nullité (4).

La lecture préalable du procès-verbal est obligatoire, à peine de nullité, lorsqu'un garde champêtre, auquel les dispositions de l'article 165, § 2 du Code forestier ont été étendues n'a pas écrit en entier de sa main, par suite d'un empêchement quelconque, un procès-verbal qui est seulement signé de lui. L'acte doit faire mention de l'accomplissement de cette formalité (5).

1. Cr. 9 mars 1866. Bul. cr. n° 67.

2. Cr. 17 janvier 1845. D. P. 46.4.424.

3. Cr. 24 février 1865. D. P. 65.1.401; 9 mars 1866. D. P. 66.1.285; 17 avril 1890. D. P. 90.1.491.

4. Cr. 24 janvier 1861. D. P. 61.1.405.

5. Cr. 1^{er} août 1823. R. *Procès-verbal*, 583; 27 décembre 1828. R. *eod.* v° 590; 12 février 1829. R. *eod.* v° 584; 18 juin 1829. R. *eod.* v° 583-584; 3 novembre 1832. R. *eod.* v° 592;

L'acte d'affirmation doit être daté, mais l'omission de la date n'est une cause de nullité que s'il n'est pas possible de savoir si la formalité de l'affirmation a été remplie en temps utile; la nullité est couverte s'il résulte de l'ensemble des énonciations du procès-verbal et de l'acte d'affirmation que les délais légaux ont été observés (1). La mention de l'heure n'est pas nécessaire, mais elle devient indispensable lorsque le délai de l'affirmation, n'étant que de vingt-quatre heures, se calcule, non par jour, mais d'heure à heure.

Sont nuls les procès-verbaux dressés en matière de police rurale, comme en matière de chasse, par les gardes champêtres et les gardes particuliers, lorsque l'absence d'indication de l'heure de la rédaction et de l'heure de l'affirmation ne permet pas de savoir si cette formalité a été remplie dans le délai utile de vingt-quatre heures(2).

L'acte d'affirmation doit être signé, à peine de nullité, par l'officier qui a reçu l'affirmation. La jurisprudence décide que l'affirmation est un acte qui doit, pour sa validité, être signé par le rédacteur du procès-verbal qui le fait dresser, et que cette formalité étant substantielle, son inobservation entraîne la nullité de l'affirmation et par suite celle du procès-verbal (3).

L'acte d'affirmation est nul s'il a été dressé par un

23 février 1833. Bul. cr. n° 75; 28 février 1833. R. *Procès-verbal* 592; 29 juillet 1905. Bul. cr. n° 388; 5 février 1910. Bul. cr. n° 49.

1. Cr. 30 novembre 1811. R. *Procès-verbal*, 118-1°; 28 août 1812. Bul. cr. 198; 11 septembre 1812, *ibid.* n° 210; 11 février 1860. D. P. 60.3.300; 30 juillet, 1888. Bul. cr. n° 291.

2. Cr. 4 février 1904. Bul. cr. n° 71; 23 octobre 1908. Bul. cr. n° 399.

3. Cr. 1^{er} avril 1830. R. *Procès-verbal*, 111; 20 novembre 1863. Bul. cr. n° 279; 9 mars 1866. D. P. 66.1.285.

magistrat autre que celui auquel, en cette matière, la loi a attribué compétence (1).

En matière de procès-verbaux de gardes champêtres, l'affirmation peut être reçue par le maire de la commune même habitée par le juge de paix, dont l'empêchement est d'ailleurs présumé de plein droit (2).

Les procès-verbaux des gardes champêtres sont écrits sur papier libre, ils sont soumis à la formalité du visa pour timbre et de l'enregistrement qui a lieu en débet, sauf au trésor à recouvrer le montant des droits contre le condamné. Si la partie lésée a déclaré se porter partie civile, le procès-verbal doit être dressé sur timbre, il est enregistré aux droits de 6 francs plus 2 décimes. Les frais de timbre et d'enregistrement, dans ce cas, sont avancés par la partie civile.

L'enregistrement, sauf dans le cas où une loi spéciale fixe exceptionnellement un autre délai, doit être fait dans les quatre jours du procès-verbal conformément à la règle établie par l'article 20 de la loi du 22 Frimaire an VII. Il résulte de l'article 25 de cette même loi que dans le délai fixé pour l'enregistrement, le jour de la date du procès-verbal ne doit pas être compté. Si le dernier jour de ce délai se trouve être un dimanche ou un jour de fête légale, il ne sera pas compté non plus. Il n'y a d'exception, au délai d'enregistrement, que pour les procès-verbaux constatant des infractions à la police de la grande voirie et de roulage qui doivent être enregistrés dans les trois jours de leur date (Loi du 30 mai 1851, article 19; décret du 20 mai 1903, article 296, § 5).

La loi du 22 Frimaire an VII, article 34, dit que l'ex-

1. Le Poittevin, *Dict. form. des parquets*, p. 593.

2. Cr. 4 novembre 1916. Bul. cr. n^o 237.

plait ou le procès-verbal non enregistré dans le délai est nul; mais cet article ne vise que le cas où il s'agit d'intérêts privés, il ne s'étend pas aux actes qui intéressent l'ordre et la vindicte publics. Par suite, l'enregistrement tardif et même le défaut d'enregistrement n'entraîne pas, en principe, la nullité des procès-verbaux (1). Il est fait exception à cette règle pour les procès-verbaux dressés en matière de pêche fluviale (loi du 15 avril 1829, article 47) et en matière de roulage (loi du 30 mai 1851, article 19). Dans ces cas, le défaut d'enregistrement constitue une nullité d'ordre public et celle-ci doit être prononcée d'office.

Les procès-verbaux visés pour timbre et enregistrés doivent être remis par les gardes champêtres dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu le fait sur lequel ils ont procédé, lorsqu'il s'agira de simples contraventions, au commissaire de police de la commune chef-lieu de la justice de paix, ou au maire dans les communes où il n'y a point de commissaire de police, lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, la remise sera faite dans le même délai au procureur de la République (article 20 du Code d'instruction criminelle). Les procès-verbaux constatant des infractions de la compétence du Conseil de préfecture doivent être remis, dans le délai ci-dessus, au maire qui en fait la transmission.

1. Cr. 10 mars 1810. Bul. cr. n° 67; 18 février 1820. R. *Procès-verbal*, 122; 16 janvier 1824. R. *Enregistrement*, 541; 23 février 1827. Bul. cr. 38; 2 août 1828. Bul. cr. 229; 4 janvier 1834. Bul. cr. 10; 31 mars 1848. D. P. 48.1.92; 15 octobre 1852. D. P. 52.5.238; 9 mars 1861. D. P. 61.5.389; 20 avril 1865. D. P. 65.1.595; 18 novembre 1865. D. P. 66.1.43; 8 décembre 1910. Bul. cr. 611; 17 juin 1911. Bul. cr. 318.

Ce délai de trois jours n'est pas prescrit à peine de nullité.

III. — Il résulte du texte de l'article 154 du Code d'instruction criminelle, que les procès-verbaux des gardes champêtres ne font foi que jusqu'à preuve contraire, mais ils ne font foi jusqu'à preuve contraire que sur les faits que leur rédacteur a reconnus et constatés lui-même (1). La jurisprudence est fixée en ce sens (2).

Par suite un procès-verbal ne peut faire foi en justice jusqu'à preuve contraire lorsque son rédacteur n'a rien vu personnellement et s'est borné à le dresser : soit d'après les dires du plaignant (3), soit d'après les déclarations des témoins (4), soit sur les déclarations des plaignants et des témoins (5). Il en est de même du procès-verbal dans lequel ont été seulement consignés les renseignements recueillis au cours d'une enquête (6).

1. Le Poittevin, *Théorie des procès-verbaux*, n° 191; F. Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 3, n° 1452; Garraud, *Traité théorique et pratique de l'instruction criminelle*, t. 2, n° 439; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 34.

2. Cr. 2 janvier 1830. R. *Procès-verbal*, 196-50; 30 juin 1838. Bul. cr. 185 et 186; 18 août 1854. D. P. 55.5.363; 12 mai 1876. D. P. 78.1.394; 15 mars 1878. D. P. 79.5.336; 13 janvier 1888, Bul. cr. 22; 20 janvier 1888. Bul. cr. n° 31; 7 novembre 1895. Bul. cr. n° 2759; 5 avril 1895. D. P. 96.1.556; 19 décembre 1901. D. P. 1903.1.523; 20 mars 1903. Bul. cr. n° 126; 8 janvier 1904. D. P. 1904.1.104; 7 février 1914. Bull. cr. n° 88; trib. simp. pol. Magny-en-Vexin, 10 décembre 1904. D. P. 1905.5.30.

3. Cr. 2 janvier 1830 déjà cité; 1^{er} avril 1854. D. P. 54.5.506; 5 mars 1870. D. P. 71.5.312; 13 février 1873. Bul. cr. n° 45; 27 novembre 1875. Bul. cr. n° 336; 9 novembre 1877. Bul. cr. n° 228.

4. Cr. 22 novembre 1822. R. *Procès-verbal*, 196-40; 28 mai 1853. D. P. 53.1.180; 1^{er} juillet 1870. Bul. cr. n° 137; 15 mars 1878. D. P. 79.5.336; 7 novembre 1895. Bul. cr. n° 275; 20 décembre 1895. Bul. cr. n° 336.

5. Cr. 20 janvier 1893. D. P. 94.1.55; 20 mars 1903. Bul. cr. 126.

6. Cr. 13 avril 1861. D. P. 61.1.235; 16 janvier 1868. Bul. cr. 15; 12 mai 1876. D. P. 79.5.337; 18 août 1876. Bul. cr. 189; 10 novembre 1888. Bul. cr. 322; 4 août 1893. D. P. 93.1.566.

Lorsque le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire, la loi attache à ses énonciations une présomption légale de vérité; il suffit à lui seul pour former la base du jugement; il lie le juge qui ne saurait ni le rejeter, ni s'en écarter et en répudier les énonciations (1).

L'article 154 du Code d'instruction criminelle déclare que les procès-verbaux qui ne font pas foi jusqu'à inscription de faux pourront être débattus par des preuves contraires soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre. Il est de jurisprudence constante que tant que la preuve contraire n'est pas offerte, le juge est tenu de considérer comme constantes et vraies toutes les énonciations du procès-verbal (2).

Le tribunal ne peut, pour renvoyer le prévenu des fins de la plainte, alors que la preuve contraire n'est pas offerte, ou qu'aucune mesure d'instruction n'a été ordonnée, se fonder sur des motifs qui sont en contradiction avec les constatations du procès-verbal.

La preuve contraire doit être entendue dans son sens le plus large, elle comprend la preuve par témoins, l'expertise, la visite des lieux (3), la production de preuves écrites, telles qu'arrêtés ou documents authentiques (4). Ce caractère probant ne saurait être attribué

1. F. Hélie, t. 3, n° 1460; Garraud, t. 2, n° 437, 11; Le Poittevin, n° 307; Mangin, n° 38.

2. Nous nous bornons à citer parmi les décisions rendues depuis celle du 11 mai 1810. R. *Procès-verbal*, 152-2° seulement les plus récentes : 3 mars 1900. D. P. 1901.1.406; 23 mars 1901. D. P. 1902.5.557; 25 novembre 1910. Bul. cr. 588; 23 mai 1912. Bul. cr. 284; 28 mars 1914. Bul. cr. 177; 9 août 1917. Bul. cr. 187.

3. Cr. 12 janvier 1856. D. P. 56.1.109; 19 mars 1858. D. P. 58.5.295; 30 décembre 1864. D. P. 65.5.315; 20 décembre 1866. D. P. 69.5.318.

4. Cr. 16 août 1872. Bul. cr. 223; 14 mars 1914. Bul. cr. 157

à un constat d'huissier sans qualité pour le dresser (1).

Lorsqu'un procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire, c'est d'abord au prévenu à le combattre par des témoignages et d'autres preuves légales, sauf à la partie poursuivante à combattre ces preuves et à corroborer le procès-verbal (2).

La preuve contraire est, en principe, à la charge du prévenu (3), par suite, un tribunal viole la foi due au procès-verbal, lorsqu'il met à la charge de la partie poursuivante l'obligation de corroborer ce procès-verbal par des preuves, sans que ce procès-verbal ait été combattu par des témoignages ou autres preuves offertes par le prévenu (4).

La jurisprudence décide que lorsque le prévenu offre la preuve de faits qui, s'ils étaient établis, enlèveraient au fait poursuivi le caractère d'une infraction punie par la loi pénale, le juge ne peut prononcer une condamnation contre lui, sans l'avoir préalablement admis à faire la preuve offerte (5).

Pour corroborer le procès-verbal, base de la poursuite et pour combattre les moyens du prévenu qui offre la preuve contraire, la partie civile et le ministère public peuvent demander de leur côté à produire des preuves nouvelles. Qu'il s'agisse d'une preuve testimoniale, ou de toute autre preuve, le juge est, en principe, tenu d'accueillir l'offre ainsi faite par la partie civile ou par

1. Cr. 14 mars 1914 précité.

2. Cr. 22 décembre 1831. R. *Procès-verbal* 162.

3. F. Hélie, t. 3, n° 1460; Le Poittevin, n° 312; Mangin, n° 38.

4. Cr. 22 décembre 1831, précité; 3 février 1865. D. P. 65.1. 322.

5. Cr. 14 novembre 1840. R. *Preuve*, 93; 30 décembre 1892. Bul. cr. 349; 5 avril 1895. Bul. cr. 109.

le ministère public. Il ne peut la repousser que par un jugement basé sur ce que, en fait, elle est inutile et frustratoire (1).

Si la preuve contraire est rapportée, le prévenu doit être renvoyé des fins de la plainte sans dépens; mais c'est évidemment à la condition qu'elle ait fait disparaître les faits qui constituent les éléments essentiels de l'infraction.

Ne valent que comme simples renseignements, les procès-verbaux dressés par des officiers compétents, contenant l'énonciation de leurs propres constatations, lorsqu'ils sont nuls pour vice de forme (2), et ceux dressés par les gardes champêtres, en matière de police urbaine en dehors des cas où il s'agit d'une contravention à un arrêté municipal (3).

Mais bien qu'il ne constitue pas une preuve légale, un procès-verbal ne valant que comme renseignement peut suffire pour établir la prévention, dans le cas où il n'est combattu par aucun témoignage et où le prévenu reconnaît à l'audience l'exactitude de ses constatations (4).

1. Cr. 1^{er} décembre 1855. D. P. 56.5.368; 11 février 1860. D. P. 60.5.302; 6 décembre 1860. D. P. 61.1.95; 14 juin 1864. D. P. 65.1.321; 29 mai 1873. D. P. 73.1.447; 1^{er} juillet 1893. D. P. 96.1.566; 20 juillet 1893. D. P. 96.1.566; 14 mars 1914. Bul. cr. 157.

2. Cr. 8 février 1878. Bul. cr. 39.

3. Cr. 1^{er} mai 1868. Bul. cr. 119; 6 novembre 1868. Bul. cr. 218; 3 juillet 1874. Bul. cr. 189; 13 décembre 1890. Bul. cr. 257; 18 novembre 1911. Bul. cr. 535; 3 mai 1913. Bul. cr. 225.

4. Cr. 24 septembre 1829. R. *Procès-verbal*, 189-3^o; 13 mai 1831. R. *eod.* V^o 189-5^o; 17 février 1837. Bul. cr. 56; 7 décembre 1872. D. P. 72.1.428; 22 août 1874. Bul. cr. 241; 22 février 1878. Bul. cr. 53; 7 novembre 1885. Bul. cr. 299; 23 décembre 1899. Bul. cr. 383; 7 novembre 1908. Bul. cr. 428; 23 mars 1911. Bul. cr. 170.

V. — DES GARDES PARTICULIERS

Nous devons, pour terminer cette première partie de notre travail et pour que celui-ci soit aussi complet que son cadre étroit le permet, donner dans ce chapitre spécial, tout ce qui est relatif aux gardes particuliers qui, comme les gardes champêtres communaux, sont officiers de police judiciaire.

Les gardes particuliers se divisent en gardes champêtres, gardes forestiers, gardes-bois, gardes-chasse ou gardes-pêche selon qu'ils sont institués pour surveiller des propriétés rurales, des forêts, des bois, la chasse ou la pêche.

Quelles sont les personnes qui peuvent avoir un garde particulier? Tout propriétaire a le droit d'avoir un garde particulier pour garder ses propriétés (loi du 20 Messidor an III, article 4; Code de Brumaire an IV, article 40) et ses bois (Code forestier, article 117, § 1^{er}). Ce droit appartient, non seulement au propriétaire, il appartient aussi au nu propriétaire, à l'usufruitier, à l'usager, au locataire ou fermier, à l'adjudicataire ou locataire d'une chasse, en un mot à toute personne investie d'un droit de propriété ou de jouissance sur une propriété (1). Il en a été ainsi jugé pour un fermier (2). Il a été jugé toutefois que le garde du nu propriétaire ne peut cons-

1. Blanche et de Mouy, *Dictionnaire général de l'administration*, p. 125; Block, *Dictionnaire de l'Administration française*, n° 1; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, *La Chasse*, n° 1460 et 1462; Guyot, *Cours de droit forestier*, n° 781; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 96.

2. Cr. 27 Brumaire an XI. R. *Garde champêtre*, 37.

tater que les infractions qui portent une atteinte directe et appréciable au fond même de la propriété (1).

Le maire comme représentant d'une commune peut nommer un garde particulier pour surveiller les biens de cette commune (2).

Nul ne peut être garde particulier avant l'âge de vingt-cinq ans, puisque ces fonctions sont de même nature que celles de garde champêtre communal (3). Il n'y a pas de limite d'âge maximum.

Le garde particulier doit être français et jouir d'une bonne moralité dont il justifie par un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire de sa commune. Comme pour être garde champêtre communal, aucune loi n'exige de conditions spéciales de capacité.

L'article 80 de la loi du 5 avril 1884 formule une cause d'incompatibilité pour les fonctions de maire ou d'adjoint. Cette incompatibilité ne s'étend pas aux fonctions de conseiller municipal.

En vertu de l'article 4 de la loi du 20 Messidor an III et de l'article 40 du Code de Brumaire an IV, modifiés par l'article 9 de la loi du 28 Pluviôse an VIII qui a transféré au sous-préfet les attributions antérieurement exercées par les administrations municipales, les gardes particuliers doivent, à raison de leur participation à l'exercice de l'autorité publique, être agréés par le sous-préfet, si les propriétés à surveiller ne sont pas situées dans un arrondissement chef-lieu de préfecture et dans

1. Bourges, 13 août 1863. *Rep. de Leg. et de Jur. forestières*, t. 2, n° 278.

2. Conseil d'Etat, 6 juillet 1906. D. P. 1908. 3. 22.

3. Loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 1^{er}, section VII, article 5; loi du 20 Messidor an III, article 4; Voir décision du ministre de la Justice du 18 novembre 1878. *Bul. min. just.*, p. 121; Guyot, *Cours de droit forestier*, n° 782.

le cas contraire par le préfet, sans aucune intervention du Conseil municipal. Les gardes forestiers particuliers doivent être également agréés par le sous-préfet de l'arrondissement ou par le préfet, suivant les distinctions qui viennent d'être données, sans qu'il soit besoin de l'intervention du Conseil municipal ou de l'agrément du Conservateur des Forêts comme l'exigeait autrefois l'article 15 de la loi du 9 Floréal an XI (Code forestier, article 117, § 1^{er}).

La nomination est formulée, sans aucune forme particulière, dans un acte appelé commission. Elle est ordinairement rédigée sous forme de lettre adressée au sous-préfet ou au préfet dans le cas où les propriétés sont situées dans un arrondissement chef-lieu de préfecture; il y est indiqué la nature des propriétés à surveiller et leur situation, les nom, prénoms et domicile du garde proposé à l'agrément. La Commission doit être donnée sur feuille de papier timbré à 2 fr. 40 ou à 4 fr. 80. Elle est assujettie au droit fixe d'enregistrement de 6 francs plus 2 décimes. L'enregistrement de la commission n'a lieu qu'après que l'agrément de l'administration a été obtenu.

L'article 2 de la loi du 12 avril 1892 porte que la demande tendant à faire agréer les gardes particuliers sera déposée à la préfecture et qu'il en sera donné récépissé, mais cette disposition n'a pas abrogé la législation ancienne, ni enlevé au sous-préfet le droit d'agréer les gardes particuliers dans les arrondissements autres que l'arrondissement chef-lieu (1). Il en résulte que le dépôt de la demande d'agrément peut être valablement fait

1. Avis Conseil d'Etat, 4 juillet 1892, notes jur. adm., p. 4; Req. 6 décembre 1893. D. P. 94.1.330.

à la sous-préfecture (1). Cette demande doit être faite sur timbre, comme la commission, si elle est faite par acte séparé (2).

Le sous-préfet donne ou refuse son agrément par une simple mention inscrite à la suite de la commission. Cette mention de l'agrément ou visa du sous-préfet est indispensable pour la prestation du serment (3). En cas de refus d'agrément de la part du sous-préfet, celui-ci doit en rendre compte au préfet en indiquant les motifs de son refus (4). Le propriétaire peut former un recours hiérarchique au préfet (Code forestier, article 117 § 1^{er}).

Lorsque le préfet refuse, soit de faire droit à cette réclamation, soit d'agréer le garde particulier dans le cas où il a été saisi directement d'une demande d'agrément, le propriétaire peut s'adresser au ministre de l'Intérieur. Le propriétaire dont la demande est restée sans réponse de la part du préfet, peut aussi se pourvoir devant le ministre quand il s'est écoulé un mois à compter de la date du récépissé (loi du 12 avril 1892, article 2).

Le droit d'agrément conféré au sous-préfet ou au préfet est discrétionnaire; par suite, le refus de l'accorder n'est pas susceptible d'un recours au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir (5), ni même pour détournement de pouvoir, le refus ne devant pas être motivé, sauf dans les cas exceptionnels où le détournement de pouvoir pourrait être démontré par d'autres pièces du dossier.

Les gardes particuliers doivent, pour exercer leurs fonc-

1. Circulaire du 1^{er} février 1893.

2. Guyot, *Cours de droit forestier*, n° 785.

3. Ordonnance du 1^{er} août 1827, article 150.

4. Même ordonnance, même article.

5. Conseil d'Etat, 13 décembre 1878. D. P. 79.3.105; Girau-deau, Lelièvre et Soudée, n° 1472 et 1482; Guyot, *Cours de droit forestier*, n° 786 Leblond, *Code de la chasse*, 310.

tions, prêter serment, comme les gardes champêtres communaux, devant le juge de paix. Les gardes forestiers particuliers prêtent serment devant le tribunal de première instance (Code forestier, article 117, § 2), dans le ressort duquel sont situés les bois confiés à leur surveillance. Si les bois sont situés dans des arrondissements différents, le garde doit prêter serment devant chacun des tribunaux de ces arrondissements. A défaut de serment régulier, ils ne sauraient dresser de procès-verbaux valables en justice (1).

Les gardes particuliers reçoivent de celui qui les a commissionnés un traitement ou un salaire.

Ils ne sont pas tenus de porter un uniforme spécial; ils sont souvent coiffés d'un képi et portent ordinairement une plaque comme celle des gardes champêtres communaux, sur laquelle est inscrit le nom du propriétaire, mais ils ne sont obligés au port de cette plaque que quand ils font une visite domiciliaire (2).

Ils peuvent porter les armes qui leur conviennent, pourvu qu'elles ne soient pas prohibées par les lois et règlements. Ils peuvent obtenir un permis de chasse et chasser avec la permission de leur mandant.

Le garde particulier, forestier ou champêtre, ne peut exercer ses fonctions et constater des infractions que dans les limites des propriétés rurales ou bois confiés à sa surveillance en vertu de sa commission (3).

Les attributions des gardes champêtres particuliers

1. Cr. 23 juillet 1818. R. *Procès-verbal*, 707.

2. Colin et Ribadeau-Dumas, *Manuel pratique de la loi sur la chasse*, p. 243.

3. Cr. 4 mars 1828. R. *Garde champêtre* 40; Conf. Colin, 244; F. Hélie, t. 3, n° 1187 et 1193; Dissertation de M. Loiseau. D. P. 45.3.83; Mangin, n° 97 et 137.

sont les mêmes que celles des communes, du moins en ce qui concerne les infractions aux lois rurales (article 16, §1^{er} du Code d'instruction criminelle).

Les gardes forestiers particuliers ne peuvent constater que les infractions commises dans les bois et terrains pour la surveillance desquels ils sont commissionnés, c'est-à-dire dans les bois particuliers (Code forestier, article 188) à l'exclusion des bois soumis au régime forestier.

Il a été jugé que les gardes champêtres et forestiers des particuliers ont le devoir de constater les infractions à la sûreté publique, des particuliers (1).

Pour rechercher et constater les infractions, les gardes champêtres particuliers ont, comme les gardes champêtres communaux, le droit de saisie, de visite domiciliaire et d'arrestation provisoire (Code d'Instruction criminelle, article 16, §§ 3, 4 et 5). Il en est de même des gardes forestiers particuliers.

Tout ce qui a été dit, au chapitre des procès-verbaux, s'applique également aux procès-verbaux dressés par les gardes champêtres particuliers. Ils doivent cependant être rédigés sur papier timbré et ne sont point enregistrés en débet. En ce qui concerne les procès-verbaux des gardes forestiers particuliers, le paragraphe 3 de l'article 189 du Code forestier, modifié par la loi du 18 juin 1859, déclare l'article 165 du même code applicable à la rédaction des procès-verbaux dressés par les gardes forestiers des particuliers. Dès lors, ces procès-verbaux sont assimilés à ceux des gardes forestiers domaniaux, en ce qui concerne le délai dans lequel ils doivent être

1. Cr. 2 juillet 1846. D. P. 46.4.301.

rédigés, leur écriture, leur énonciation, leur signature, leur date et leur affirmation (1).

Les procès-verbaux des gardes forestiers des particuliers sont également assimilés à ceux des gardes de l'administration, en ce qui concerne le timbre et l'enregistrement (Code forestier, article 170, § 1^{er} et article 189, § 1^{er}), mais ils ne sont pas enregistrés en débet (Code forestier, article 188, § 3). Ils sont, dans le délai d'un mois à dater de l'affirmation, transmis au procureur de la République ou au juge de paix, selon qu'ils constatent un délit ou une contravention (article 191 du Code forestier).

Les procès-verbaux qui constatent des infractions portant atteinte aux bois non soumis au régime forestier font foi jusqu'à preuve contraire (article 188, § 2 du Code forestier). Ils peuvent être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre.

Tout ce qui se trouve indiqué au chapitre II relativement aux crimes et délits commis par les gardes champêtres et envers eux s'applique aux gardes particuliers. Ces derniers jouissent, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, pour les crimes et délits commis par eux, du privilège de juridiction appartenant aux membres de l'ordre judiciaire (articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle) (2).

La responsabilité des gardes particuliers envers leurs

1. Exposé des motifs. D. P. 59.4.98; note 22; rapport D. P. 59.4.107, note 67; Guyot, n° 796.

2. Doit être considéré comme agissant dans l'exercice de ses fonctions le garde particulier qui, dans les lieux mêmes pour lesquels il est assermenté, commet un délit contre les propriétés confiées à sa surveillance (Règ. de juges, 19 juillet 1883. Bul. cr. n° 181).

commettants, à raison des négligences par eux commises dans leurs fonctions est réglée par les principes du droit civil (Code civil, articles 1382 et suivants). Il en est ainsi pour les gardes forestiers particuliers auxquels on ne saurait étendre l'article 6 du Code forestier qui est spécial aux gardes des bois soumis au régime forestier.

Quelle sera la situation du garde particulier à la mort du propriétaire qui l'a commissionné? La mort de ce dernier met-elle fin, de plein droit, aux fonctions du garde? Nous ne le croyons pas, nous pensons au contraire que le décès du propriétaire ne met pas fin de plein droit aux fonctions de son garde particulier qui les conserve sans nouvelle commission des héritiers et sans nouvelle prestation de serment. Aucune disposition de loi ne lui défend de les continuer dans ces conditions. Le garde particulier ne saurait être considéré comme un simple mandataire, puisqu'il peut faire personnellement ce que son mandant ne pourrait faire lui-même et qu'il tient son caractère d'officier de police judiciaire, non pas du fait seul de son commettant, mais du concours de la commission de ce dernier, de l'agrément du sous-préfet et du serment qu'il prête en justice.

Il a été jugé que le défaut de renouvellement de commission et de prestation de serment ne saurait porter atteinte à la validité du procès-verbal dressé par le garde particulier après la mort du propriétaire (1), et ne met pas obstacle à la compétence de la première chambre de la Cour d'appel, à raison des délits commis par cet officier de police judiciaire (2).

Le garde particulier a, en principe, la faculté de don-

1. Cr. 14 mars 1862. D. P. 63.5.347.

2. Rouen, 26 décembre 1883. D. P. 84.5.291.

ner sa démission quand il le veut, néanmoins par le seul fait de l'acceptation de sa commission, il s'engage à rester en fonctions jusqu'à ce que le propriétaire ait eu le temps moral nécessaire pour pourvoir à son remplacement (1).

Le garde particulier peut être révoqué par la personne qui l'a nommé ou ses représentants légaux (2). Il a été jugé qu'un garde-chasse est, en principe, révocable à volonté comme tout serviteur à gages (3). Lorsqu'il a été nommé par deux commissions distinctes émanant de deux copropriétaires indivis, le garde peut être révoqué par l'un d'eux, sans le secours de l'autre, sauf stipulation contraire entre les parties (4).

Autrefois les gardes particuliers n'étaient pas soumis au pouvoir disciplinaire de l'administration; le préfet ou le sous-préfet ne pouvait, sans excès de pouvoir, retirer ses fonctions à un garde particulier (5), soit en rapportant l'arrêté portant agrément (6), soit en révoquant le garde agréé (7).

Aujourd'hui le préfet peut, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1892, par décision motivée, le propriétaire et le garde entendus ou dûment appelés, rap-

1. Dommanget et Marcy, *Code du garde particulier des bois et du garde-pêche*, p. 78; Giraudeau, n° 1497; Leblond, *Code de la chasse*, n° 309.

2. Giraudeau, Lelièvre et Soudée, *La chasse*, n° 1496.

3. Trib. Seine, 6 décembre 1862, *Rep. for.*, t. 2, n° 232.

4. Même jugement Conf. Giraudeau, n° 1496.

5. Conseil d'Etat, 13 juin 1879. D. P. 79.3.105; 23 janvier 1880, deux arrêts. D. P. 80.3.62 et conclusions de M. Le Vavas seur de Précourt; Conseil d'Etat, 12 mai 1882. D. P. 83.5.278; 23 novembre 1883. D. P. 85.5.263; Conf. Giraudeau, n° 1499; Guyot, n° 787; Meaume, t. 2, p. 265.

6. Arrêts précités, 23 janvier 1880 et 23 novembre 1883.

7. Arrêts précités, 13 juin 1879, 23 janvier 1880 et 12 mai 1882.

porter l'arrêté agréant le garde particulier. Ces conditions exigées par ledit article constituent la seule garantie des intéressés contre le pouvoir discrétionnaire de l'administration; elles doivent donc être strictement observées. Il a été jugé que doit être annulé, pour excès de pouvoir, l'arrêté préfectoral qui rapporte un arrêté agréant un garde particulier, sans énoncer les motifs sur lesquels il se fonde (1), ou sans que le propriétaire et le garde aient été entendus ou dûment appelés (2), alors même que le garde a été appelé à déposer au cours d'une enquête de gendarmerie (3).

Le droit conféré au préfet par la loi ne saurait être étendu au sous-préfet.

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'apprécier l'opportunité de l'arrêté par lequel le préfet a révoqué un garde particulier et, le pourvoi doit être rejeté, lorsque il ne résulte d'aucune des pièces du dossier qu'en prenant l'arrêté attaqué le préfet ait usé de ses droits dans un but autre que celui en vue duquel ils ont été conférés (4). Jugé également que le préfet ne fait qu'user des pouvoirs qu'il tient de la loi du 12 avril 1892, lorsqu'il rapporte un arrêté agréant un garde particulier, en se fondant sur des jugements cassant les procès-verbaux indûment dressés par celui-ci (5).

La loi du 12 avril 1892 disposant que les préfets peu-

1. Conseil d'Etat, 7 juillet 1905. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 617-618. D. P. 1907.3.56.

2. Conseil d'Etat, 29 avril 1898. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 335. D. P. 99.3.78; 6 juin 1902. D. P. 1903.3.71; 26 mai 1905. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 479.

3. Conseil d'Etat, 6 juin 1902, précité.

4. Conseil d'Etat, 7 février 1908. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 121. D. P. 1909.3.95 et les notes 2-3.

5. Conseil d'Etat, 23 juillet 1909. D. P. 1911.3.80.

vent rapporter les arrêtés agréant les gardes particuliers n'a pas enlevé aux propriétaires le droit de congédier ceux-ci (1).

Les gardes particuliers ayant comme principal caractère celui d'agent des propriétaires qui les commissionnent et qui les emploient, ne sauraient être assimilés à des fonctionnaires au point de vue de la discipline et de la surveillance. Le préfet qui n'a reçu de la loi que le pouvoir de rapporter les arrêtés d'agrément des gardes particuliers ne saurait en suspendre les effets (2).

1. Conseil d'Etat, 6 juillet 1906. D. P. 1908.3.22.

2. Conf. Avis du Conseil d'Etat, 4 juillet 1892. *Notes jur. adm.*, p. 4.

DEUXIEME PARTIE

La Réforme

I. — DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE RÉFORME

La réorganisation de la police rurale ainsi que la fonction et le statut des gardes champêtres ont donné lieu à de nombreuses propositions de réforme. Ces questions ont, de tout temps, préoccupé le législateur. L'obligation pour chaque commune d'avoir un garde champêtre et l'embrigadement de ces derniers ont été, le plus souvent, les sujets de ces projets.

Nous les classerons en deux groupes :

1^o Ceux qui ont pour objet l'obligation pour chaque commune d'avoir un garde champêtre, d'une part et l'embrigadement des gardes champêtres, d'autre part.

2^o Ceux qui prévoient simplement l'obligation pour chaque commune d'avoir un garde champêtre et des mesures tendant à l'amélioration de la situation de ces derniers.

1^o Dans le premier groupe on peut citer : les projets de Saint-Priest, de Girard, Lezay-Marnezia, Ferdinand Jacques, Rousset, Gomot, Trigant-Geneste, Gabriel Desbats. On peut y rattacher ceux de MM. Cunisset-Carnot et Chautemps.

Le projet de Saint-Priest, déposé en 1843, à la Chambre

des députés, avait pour objet de faire adopter une nouvelle organisation. Les gardes champêtres auraient été nommés par les préfets, sous l'autorité de qui ils auraient été plus spécialement placés ; ils auraient été embrigadés. Cette proposition reproduite dans la session de 1845 n'a eu aucune suite.

En 1851, le projet de Girard sur l'embrigadement fut développé à la tribune. Il fut repoussé.

En 1857, le sénateur Lezay-Marnezia, rédigea un projet de loi tendant à former avec les gardes champêtres un corps spécial, réparti en brigades cantonales, sous la dénomination de gendarmerie rurale. Ce projet de loi fut imprimé et envoyé à tous les Conseils généraux. Il fut discuté sérieusement au sein de plusieurs assemblées départementales. Le tout sans résultat.

En 1859, Ferdinand Jacques, procureur impérial, fit paraître dans la *Revue pratique de droit français*, une étude traitant de l'embrigadement des gardes champêtres ou nouveau mode de l'organisation de la police administrative et judiciaire.

D'après le système Jacques, la gendarmerie serait divisée en deux parties, l'une en service ordinaire, l'autre en service extraordinaire. On établirait le cadre d'activité et le cadre de non activité. Tout gendarme qui aurait atteint l'âge de la retraite, passerait dans le cadre de non activité et serait délégué pour remplir dans une commune les fonctions attribuées aux officiers de police auxiliaires. Habitué à une vie active, le gendarme se croirait réellement en retraite du moment où il n'aurait plus qu'une seule commune à surveiller. Dans cette sphère restreinte, mais plus proportionnée à ses forces, il continuerait à remplir les fonctions de toute nature

qui le rattachent à la police administrative et judiciaire; pour tout dire en un mot et éviter des détails superflus, il réunirait sur sa tête les attributions de garde champêtre et de commissaire de police.

L'auteur passe en revue les questions de traitement, de retraite, du cumul de ces deux derniers, de l'indemnité de logement, etc., etc. Il précise : « Bien que placé
« sous la surveillance des officiers de gendarmerie, le
« cadre de réserve resterait à l'entière disposition de
« l'autorité civile; chaque garde champêtre devrait exé-
« cuter les ordres et les réquisitions qui lui seraient
« adressés, sans être tenu d'en rendre compte à per-
« sonne; militaire en la forme, cette institution resterait
« essentiellement civile. Telle est l'idée fondamentale
« qui sert de base à toute cette organisation. »

D'après ce projet, le gendarme proposé à la surveillance d'une commune s'appellerait garde-gendarme, celui qui résiderait au chef-lieu de canton prendrait le titre de brigadier chef. Ce dernier, transformé en commissaire de police cantonal, deviendrait officier de police judiciaire et remplirait près du juge de paix les fonctions de ministère public.

Dans la même année 1859, parut à Paris, une brochure de M. G. Rousset sur *La loi sur la police de la chasse*. Dans cette brochure, à la page 45, l'auteur propose de transformer les gardes champêtres en gendarmes ruraux militairement et hiérarchiquement organisés. Il semble que ces gendarmes ruraux, dans son idée, feront réellement partie de la gendarmerie, puisqu'il admet à titre d'avancement, le passage d'un cadre à l'autre.

Dans le projet de loi sur le Code rural, livre III, déposé en 1886 par M. Gomot, ministre de l'Agriculture, il est dit :

« L'article 125 introduit dans la matière une règle
« nouvelle, l'embrigadement des gardes champêtres.
« Cette innovation a été souvent et depuis bien long-
« temps réclamée. A l'appui de cette proposition, on
« faisait observer que l'action isolée des gardes cham-
« pêtres était trop souvent impuissante pour assurer la
« protection des propriétés contre les maraudeurs, sur-
« tout lorsque ceux-ci s'étaient réunis en bande; que
« dans les villes la sécurité des personnes et le respect
« des propriétés n'étaient garantis que par l'organisation
« donnée aux agents chargés de la police, qui seraient
« en quelque sorte désarmés si leur action devait rester
« isolée et qu'il fallait suivre cet exemple; qu'enfin l'em-
« brigadement des gardes champêtres ne pourrait por-
« ter aucun préjudice aux communes, parce que les
« absences que le réquisitionnement déterminerait,
« seraient toujours de courte durée, et que les agents,
« n'étant employés que dans le canton, pourraient tou-
« jours être rappelés en très peu d'heures, si leur pré-
« sence était devenue indispensable.

« Enfin le Sénat, dans son rapport sur le Code rural,
« a très vivement insisté pour que l'embrigadement
« des gardes champêtres fût inscrit dans le Code rural.

« Quelque opinion que l'on puisse avoir, cette ques-
« tion mérite d'être étudiée d'une manière approfondie,
« et l'on a pensé que la discussion d'un projet du Code
« rural fournissait l'occasion de faire cette étude.

« L'article 125 organise donc l'embrigadement des
« gardes champêtres, en soumettant au même régime
« les messiers ou appariteurs, lorsqu'il en existerait dans
« une commune, les gardes forestiers, les gardes rivières
« et les gardes particuliers. Tous ces agents sont placés

« sous l'autorité du commissaire de police et sous celle
« du commandant de gendarmerie du canton, pour
« tout ce qui concerne la police des campagnes. »

En 1886, M. Trigant-Geneste a inséré dans le numéro de mars du *Journal des gardes champêtres des communes et des particuliers* » dont il était un des fondateurs, un projet de loi pour l'embrigadement des gardes champêtres, que nous allons analyser aussi rapidement que possible.

Il place en tête l'obligation pour les communes d'avoir au moins un garde champêtre. Les gardes champêtres communaux d'un même canton seront sous la surveillance et l'autorité immédiate d'un brigadier garde résidant au chef-lieu de canton. Les gardes champêtres communaux et brigadiers-gardes résidant dans la circonscription d'un tribunal correctionnel d'arrondissement seront sous la surveillance et l'autorité d'un officier garde, qui devra résider au chef-lieu d'arrondissement.

Les officiers gardes et brigadiers gardes seront nommés par décret du président de la République; les gardes champêtres seront nommés par arrêté du préfet du département.

Pour être garde champêtre, le projet indique qu'il faut être citoyen français, jouir de ses droits civils et politiques, être âgé au moins de vingt-cinq ans et savoir lire et écrire convenablement. Les brigadiers-gardes seront pris exclusivement parmi les gardes champêtres et les officiers gardes seront choisis exclusivement parmi les brigadiers gardes. Les officiers gardes et les brigadiers gardes peuvent être suspendus pendant un mois au plus, avec privation de traitement, par décision du ministre

de l'Intérieur, ils peuvent être révoqués par décret du président de la République, en cas de faute grave ou de négligence habituelle. Les gardes champêtres peuvent être suspendus pendant trois jours au plus par leurs brigadiers et pendant huit jours au plus par leurs officiers gardes; ils peuvent être suspendus pour un mois par les préfets et révoqués par ces derniers. Toute suspension entraîne la privation du traitement.

Les gardes champêtres, brigadiers et officiers gardes sont officiers de police judiciaire. Ils sont sous la surveillance et l'autorité des maires, commissaires de police, procureurs de la République, sous-préfets, juges d'instruction et préfets, aux réquisitions desquels ils sont tenus de se conformer.

Les gardes champêtres, brigadiers et officiers gardes ont le droit de dresser des procès-verbaux et de faire tous actes relatifs à leurs fonctions dans l'étendue du territoire pour lequel ils auront été commissionnés et assermentés. Ils devront s'attacher à la constatation des contraventions et délits ruraux, mais ils devront aussi rechercher, constater les crimes, délits et contraventions punissables en vertu des codes, lois, décrets, arrêtés préfectoraux et municipaux. Ils seront spécialement chargés de la police municipale et locale sous l'autorité du maire du chef-lieu.

Le projet prévoit trois classes de gardes champêtres et le traitement de chaque classe, ainsi que celui des brigadiers et des officiers gardes. Le traitement des gardes champêtres communaux est à la charge de la commune, celui des brigadiers gardes et des officiers gardes est à la charge de l'Etat. Il prévoit aussi une caisse de retraites.

Il est muet en ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux et leur affirmation.

M. G. Desbats, secrétaire général de la Charente-Inférieure, dans *la Revue générale d'administration* de février 1910 se déclare partisan du principe d'embrigadement proposé par M. Trigant-Geneste. Il propose de proclamer l'obligation pour les communes d'avoir un ou plusieurs gardes champêtres, mais pour des motifs budgétaires, il reviendrait volontiers au système de 1791 autorisant la réunion de deux ou plusieurs communes pour avoir un garde champêtre commun. Et pour éviter les difficultés dont parlait M. Demôle, il propose simplement de supprimer aux maires le droit de suspension.

Tous les projets ci-dessus rappelés et analysés très succinctement posent deux conditions essentielles : obligation pour chaque commune d'avoir au moins un garde champêtre et embrigadement de ces derniers.

Nous donnerons notre avis à ce sujet, dans le chapitre suivant qui sera le dernier de ce travail.

Il y a lieu de citer, à la suite de ces projets, la proposition de M. le premier président Cunisset-Carnot qui conclut à la formation d'une brigade mobile départementale.

M. le premier président Cunisset-Carnot, dans un article intitulé « La Vie à la campagne » paru dans le journal *Le Temps*, feuille du 28 avril 1908, aborde la question de la police rurale et des gardes champêtres. Avec beaucoup d'esprit, il dit du garde champêtre : il ne voit que par les yeux du maire, il n'a d'autre pensée que le reflet de celle du maire et n'agit que sous le souffle puissant de celui-ci... Le garde champêtre passe ses loi-

sirs, quand il ne fait pas trop mauvais, à se promener par les champs. Il regarde, il inspecte, il empêche les abus par trop visibles de se produire, surtout quand ceux qui les commettent ne sont pas les amis du maire.

Après avoir cité le cas d'un garde champêtre âgé de quatre-vingts ans, ayant exercé pendant plus de trente ans, qui considérait comme l'honneur de sa carrière de n'avoir jamais dressé un seul procès-verbal et après avoir donné une statistique des procès-verbaux dressés par les gardes champêtres dans trois départements ressortissant à sa Cour d'appel, il conclut :

« Au lieu de dépenser plus de 300.000 francs par an
« dans chaque département pour payer la nonchalante
« sentimentalité de gardes champêtres qui ne veulent
« pas verbaliser contre les gens de leur commune, si
« l'on employait cette somme énorme à solder et à
« défrayer des brigades mobiles, on obtiendrait immé-
« diatement un résultat prodigieux. Le braconnier dis-
« paraîtrait et les délits ruraux tomberaient à un chiffre
« insignifiant. Voyez-vous ce que pourraient faire une
« centaine d'agents par département pris parmi les sous-
« officiers revenus du service, qui trouveraient là une
« retraite honorable et lucrative? Voyez-vous ces agents
« tombant partout à l'improviste, grâce au réseau serré
« de nos chemins de fer et de nos tramways et à la rapi-
« dité de tous les moyens de transports actuels, pour
« relever sans faiblesse les contraventions? Toute cette
« semence de désordre serait stérilisée, et fermée l'école
« permanente du crime qu'est le braconnage sous toutes
« ses formes. »

Enfin, dans le rapport du budget de l'Intérieur déposé par M. Félix Chautemps, le 12 juillet 1911, on trouve une

critique de la police rurale telle qu'elle est assurée par les gardes champêtres sous l'autorité des maires. Des préoccupations électorales, constate-t-il, détournent ces derniers, et par suite les gardes champêtres de l'application de certains arrêtés. Le rapporteur préconise la création de gardes ruraux indépendants qui pourraient exercer dans plusieurs communes.

2^o Dans la deuxième catégorie des projets, nous trouvons chronologiquement, le projet Dron, le vœu émané de la première section de la société générale des prisons et la proposition Georges Richard.

Le projet déposé par M. Gustave Dron, député du Nord le 3 avril 1906, tend à la modification de l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Le but principal de ce projet est de rendre obligatoire dans les communes, l'existence d'un ou plusieurs gardes champêtres assermentés, nommés et commissionnés par les maires et agréés par les préfets. Le traitement de ces agents variant d'après le tarif établi par la proposition de loi de 60 à 120 francs par mois, serait au nombre des dépenses obligatoires pour les communes. Les petites communes pourraient s'entendre pour nommer un seul agent; faute d'entente pour la désignation du candidat, celui-ci serait désigné par le préfet ou le sous-préfet.

La proposition porte, en outre, l'institution, dans chaque département, d'un Conseil central de sûreté ayant pour mission de donner son avis sur les mesures disciplinaires à prononcer contre les agents de la police municipale et rurale et sur les propositions de distinctions honorifiques dont ces agents pourraient être l'objet. Voici la composition de ce Conseil : président le : préfet

ou son délégué; membres : le chef du parquet du chef-lieu du département, le commissaire central ou le commissaire de police du chef-lieu du département, quatre conseillers généraux délégués par leurs collègues, un conseiller d'arrondissement désigné par ses collègues dans chaque arrondissement, les deux juges de paix les plus anciens du département et le juge de paix du canton dans lequel se trouve le garde à juger, un garde champêtre élu par ses collègues dans chaque arrondissement.

Elle supprime enfin l'obligation pour les gardes champêtres d'affirmer leurs procès-verbaux.

Parmi les projets de cette deuxième catégorie, nous devons faire une place toute spéciale au vœu qui émane de la première section (questions pénales et pénitentiaires en France) de la société générale des prisons.

Les réunions de cette section où ce vœu avait été discuté avaient été précédées de très importantes délibérations qui ont eu lieu au sein de la société générale des prisons à l'occasion de propositions de réorganisation de la police, au cours de ses séances des 19 février, 18 mars et 29 avril 1908 (1), et auxquelles prirent part MM. Drioux, avocat général à la Cour d'appel d'Orléans, le bâtonnier Barboux de l'Académie française, Leredu, avocat à la Cour d'appel de Paris, le professeur Garçon, Albert Rivière, ancien magistrat, Gigot, ancien préfet de police, Grimanelli, directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, Feuilleley, avocat général à la Cour de cassation, etc., etc.

C'est à la suite de ces discussions que la question

1. Voir *Revue pénitentiaire* de l'année 1908.

fut renvoyée à l'examen de la première section de la société générale des prisons.

Nous donnons ci-dessous un extrait du rapport de cette section sur les projets de réorganisation de la police en province où se trouve le vœu qui nous occupe :

« La première section (questions pénales et pénitentiaires en France) de la Société générale des prisons « s'est réunie le 29 mai 1908, sous la présidence de « M. le professeur Garçon, les 5 et 14 juin suivants, « sous la présidence de M. le professeur Le Poittevin, « à l'effet d'arrêter le texte de diverses propositions « ou vœux faisant suite à la discussion sur les projets « de réorganisation de la police en province.

« Ont pris part aux travaux de la première section : « MM. les professeurs Le Poittevin et Garçon, MM. Bœgner, Charpentier, Feuilleley, Grimanelli, Frerejouan « du Saint, Albert Rivière et Tarbouriech.

« La section adopte tout d'abord comme base de la « police administrative, tant rurale qu'urbaine, le « principe suivant : le maintien du bon ordre et de la « tranquillité publique dans toute l'étendue du territoire est une fonction de l'Etat, à qui il appartient « dès lors, suivant l'importance ou le caractère de « chaque localité, soit d'exercer directement, en tout « ou en partie, les attributions de police définies aux « paragraphes 2 et 3 de l'article 97 de la loi du 5 avril « 1884, soit de les déléguer au maire dans les conditions et sous les réserves à déterminer.

« La police administrative rurale appelait l'étude « de l'organisation de la gendarmerie et de celle des « gardes champêtres.

« En ce qui concerne la première, la section émet
« le vœu : 1° que le nombre des brigades de gendarmerie
« soit augmenté; 2° que le parlement vote le plus tôt
« possible le projet portant création d'une gendarme-
« rie mobile afin que les brigades sédentaires ne soient
« plus détournées du lieu de leur résidence.....

... ..

« En ce qui touche les gardes champêtres, la sec-
« tion formule le texte ci-après auquel elle désire-
« rait voir donner la consécration législative : toute
« commune possédant un territoire rural doit avoir au
« moins un garde champêtre, nommé par le maire,
« agréé par le préfet et dont le traitement annuel ne
« pourra être inférieur à 500 francs.

« Ne pourront être investis de ces fonctions que
« les individus valides, âgés de moins de soixante-
« cinq ans et justifiant en outre d'une bonne instruc-
« tion primaire et de l'accomplissement du service
« militaire actif.

« Toutefois deux ou plusieurs communes peuvent
« être autorisées à raison du chiffre peu élevé de leur
« population ou de la faible étendue de leur territoire,
« à entretenir un garde champêtre à frais communs.
« On se conformera, dans ce cas, aux dispositions des
« articles 161 et 163 de la loi du 5 avril 1884.

« Lorsqu'une commune, pour assurer le traitement
« minimum du garde champêtre ou la quote-part de ce
« traitement mise à sa charge, devra avoir recours à une
« imposition spéciale, elle recevra sur le budget départe-
« mental une subvention calculée dans les conditions
« à établir par la loi. Cette dépense sera obligatoire
« pour le département.

« Lorsque pour y faire face le Conseil général devra
« recourir à une imposition spéciale, le département
« recevra sur le budget de l'Etat une subvention cal-
« culée dans les conditions à établir par la loi
..... (1).

La dernière proposition de loi émane de M. Georges Richard, député et a été déposée le 22 janvier 1924, à la Chambre des députés; elle tend à modifier l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 et à faire supporter à l'Etat une partie du traitement des gardes champêtres communaux.

Cette proposition de loi a été renvoyée à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, sous réserves de l'avis de la Commission des finances. Elle dit dans son article unique :

« L'article 102 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation et l'attribution des Conseils municipaux est
« modifié et complété ainsi qu'il suit :

« L'Etat prend à sa charge une partie du traitement
« d'un garde champêtre par commune, et ce, dans la
« proportion suivante :

« 500 francs pour toute commune de moins de
« 500 habitants.

« 800 francs pour toute commune de 501 à 2.000 habi-
« tants.

« 1.200 francs pour toute commune de 2.001 à 5.000 ha-
« bitants. »

1. Dans sa séance du 17 décembre 1919, la Société générale des prisons, reprenant la discussion sur l'organisation de la police, vérifiait ce que peuvent valoir les méthodes de police dites scientifiques. Au cours de cette discussion la question des gardes champêtres fut incidemment agitée par MM. Lépine, ancien préfet de police, Chardon, conseiller d'Etat et M. le professeur Berthélemy. Voir *Revue pénitentiaire* de décembre 1919,

Bien que le texte de cet article unique n'affirme pas d'une façon catégorique le principe de l'obligation pour les communes d'avoir un garde champêtre, c'est bien à cela qu'il tend et son auteur indique dans l'exposé des motifs : « Nous sommes bien d'accord sur l'utilité « du garde champêtre, et nous ne verrions, pour notre « part, aucun inconvénient, à ce que chaque commune « possédât un de ces agents. »

Nous devons indiquer, en dehors des projets appartenant aux deux catégories ci-dessus, le projet déposé en 1905 par M. Audigier, député, tendant à modifier l'article 102 de la loi municipale du 5 avril 1884 et à donner aux maires le droit de révocation des gardes champêtres ; et celui, présenté au Sénat le 10 novembre 1908 par M. Gourju, proposant de donner aux maires la nomination, la suspension et la révocation des gardes champêtres, sous réserve pour les préfets de former opposition aux dits arrêtés, dans le mois de la notification qui leur en sera faite. En cas d'opposition, le ministre de l'Intérieur, saisi par un rapport du directeur de l'Administration départementale et communale, trancherait le conflit par une décision sans recours.

Indiquons encore que lors de la discussion du budget de l'année 1911, dans la séance de la Commission du 6 avril, M. Larquier, à l'occasion du chapitre 51 (traitement des commissaires de police) a appelé l'attention de la Chambre sur la désorganisation de la police rurale lorsque, pendant les grèves, une partie de l'effectif de la gendarmerie se trouve momentanément déplacée. Il a demandé en même temps que l'on augmentât les pouvoirs des gardes champêtres tout en améliorant leur situation.

Enfin, M. Pams, ministre de l'Intérieur a déposé le 18 octobre 1919, annexe au procès-verbal de la deuxième séance de cette journée, un projet de loi abaissant la limite d'âge à vingt et un ans pour les gardes champêtres communaux et particuliers.

Nous devons maintenant, pour essayer d'être complet, donner une analyse de la loi belge du 30 janvier 1924, qui a réorganisé la police rurale, publiée au *Moniteur* du 15 février (1).

Cette loi admet le principe de l'obligation pour les communes d'avoir au moins un garde champêtre et la faculté pour les communes voisines de s'entendre pour l'institution et l'entretien à frais communs d'un garde champêtre unique. Elle embrigade les gardes champêtres, les militarise. De plus elle supprime la formalité de l'affirmation des procès-verbaux.

D'après cette loi, les gardes champêtres sont nommés par le gouverneur (2), sur une liste de deux candidats présentés par le Conseil communal (3), auxquels le bourgmestre (4) peut en ajouter un troisième, le commissaire d'arrondissement (5) et le procureur du roi sont préalablement entendus.

Il y a dans chaque commune rurale au moins un garde champêtre, toutefois les communes d'une population inférieure à 500 habitants peuvent être autori-

1. Voir à ce sujet, dans *Pasinomie*, première et deuxième livraisons de l'année 1924, éditée à Bruxelles par les Etablissements Emile Bruylant, le texte des nouveaux articles des lois provinciale et communale, du Code rural et du Code forestier, ainsi que l'exposé des motifs, les rapports des commissions et l'examen des articles.

2. Préfet.

3. Municipal.

4. Maire.

5. Sous-préfet.

sées par le gouverneur, de l'avis conforme du procureur général près la Cour d'appel, à s'entendre avec une commune limitrophe pour avoir en commun un garde champêtre. Cette autorisation est valable pour cinq ans.

Dans les communes rurales dont l'importance comporte plusieurs gardes champêtres, le Conseil communal peut ne créer qu'un seul emploi, avec faculté de prévoir la désignation d'un ou plusieurs gardes champêtres adjoints. Le garde champêtre adjoint exerce toutes les attributions du titulaire. Il est nommé dans les mêmes conditions que ce dernier.

Les gardes particuliers que, dans les communes rurales peuvent avoir les établissements publics et les particuliers, sous l'agrément du gouverneur de la province, le commissaire d'arrondissement et le procureur du roi entendus, ainsi que les gardes forestiers et les gardes-pêche de l'Etat, peuvent à la demande du Conseil communal et avec l'autorisation du gouverneur, être admis à exercer, sous le titre de garde champêtre auxiliaire, les attributions de garde champêtre communal. Ils n'ont droit à aucun traitement de la commune.

Nul ne peut être nommé garde champêtre s'il a moins de vingt-cinq ans ou plus de quarante ans et s'il n'a pas satisfait à ses obligations militaires.

La mise à la retraite est obligatoire pour les gardes âgés de soixante-cinq ans. Le gouverneur peut, le commissaire d'arrondissement, le Conseil communal et le bourgmestre entendus, les mettre à la retraite, avant l'âge de soixante-cinq ans, lorsqu'ils sont, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités, hors d'état d'assurer convenablement leur service.

Le gouverneur peut suspendre ou révoquer les gardes champêtres soit d'office, soit sur la proposition du bourgmestre ou du commissaire d'arrondissement. S'il s'agit de révocation, le Conseil communal est préalablement entendu.

Le bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, peut les suspendre pendant un temps qui n'excédera pas un mois.

Le bourgmestre ne peut suspendre les gardes champêtres, le gouverneur ne peut les suspendre ou les révoquer, à raison de leurs fonctions judiciaires, que sur la proposition du procureur général près la Cour d'appel.

Les gardes champêtres sont répartis en brigades, conformément à un tableau arrêté par le gouverneur; chaque brigade est placée sous la surveillance d'un brigadier, celui-ci est investi des attributions de garde champêtre pour tout le territoire de sa brigade. Il exerce une surveillance active sur les gardes de sa brigade, il inspecte notamment leur habillement, leur équipement, et leur armement et les initie, le cas échéant, au maniement des armes. Il s'assure de la façon dont les gardes champêtres et les gardes champêtres auxiliaires s'acquittent de leurs fonctions et adresse trimestriellement un rapport au commissaire d'arrondissement. Il signale sans retard aux autorités administrative et judiciaire, ainsi qu'aux commissaires d'arrondissement, les abus ou les lacunes qu'il constate dans le service.

Les brigadiers champêtres sont nommés par le gouverneur parmi les gardes champêtres et les gardes champêtres auxiliaires, le commissaire d'arrondisse-

ment et le procureur général entendus. Ils peuvent être suspendus et révoqués par le gouverneur. Ce dernier a le droit de mettre à la retraite les brigadiers qui, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités, sont hors d'état d'assurer convenablement leur service. La mise à la retraite est obligatoire pour les brigadiers âgés de plus de soixante-dix ans.

Le traitement des gardes et des brigadiers champêtres ainsi que les frais de leur armement et de leur équipement sont à la charge des communes. La dépense relative aux brigadiers champêtres est répartie entre les communes de la brigade.

Le traitement des gardes champêtres est fixé par le Conseil communal; il ne peut être inférieur aux taux ci-après indiqués, non compris les frais d'habillement, d'équipement et d'armement :

1 ^o Communes de moins de 300 habitants.....	1.500 fr.
2 ^o Communes de 300 à 500 habitants.....	1.800 fr.
3 ^o Communes de 500 à 750 habitants.....	2.100 fr.
4 ^o Communes de 750 à 1.000 habitants.....	2.500 fr.
5 ^o Communes de 1.000 à 2.000 habitants.....	3.500 fr.
6 ^o Communes de 2.000 à 3.000 habitants.....	3.800 fr.
7 ^o Communes de plus de 3.000 habitants.....	4.100 fr.

Tous les deux ans, le garde champêtre a droit à une augmentation de 5 % de son traitement initial avec un maximum de dix augmentations. L'augmentation biennale peut être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente, au garde qui ne remplit pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

Le Conseil provincial règle l'équipement et l'habillement des gardes champêtres et des brigadiers cham-

pêtres. Il détermine également les traitements attachés à l'emploi de brigadier.

L'armement des gardes champêtres et des brigadiers champêtres se compose d'une carabine, d'un pistolet ou d'un revolver et d'une matraque conformes aux modèles agréés par le ministre de l'Intérieur.

Il n'est rien innové en ce qui concerne l'entrée en fonctions, la commission et la prestation de serment.

Les procès-verbaux dressés par les gardes champêtres seront signés et datés par eux sous peine de nullité. Ils feront foi, jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y sont constatés.

La formalité de l'affirmation de tous procès-verbaux est supprimée par la loi du 30 janvier 1924.

Les procès-verbaux seront remis, dans les trois jours, au procureur du roi ou à l'officier du ministère public près le tribunal de police suivant leur compétence respective.

Les gardes champêtres et les brigadiers champêtres ne peuvent en aucun cas exercer par eux-mêmes ou par personnes interposées aucun commerce. Ils ne peuvent de la même façon, exercer aucun emploi, profession ou fonction, sauf dans le cas où ce cumul aura été autorisé par la députation permanente, de l'avis conforme du procureur du roi. Cette autorisation pourra être révoquée dans les mêmes conditions.

Le gouverneur pourra retirer l'agrément des gardes particuliers; ils seront préalablement entendus. Le commettant qui retirera la commission à un garde particulier sera tenu d'en informer immédiatement le gouverneur par lettre recommandée. Le retrait de la com-

mission n'aura d'effet qu'à partir du jour où le gouverneur en aura pris acte.

II. — EXAMEN DE LA QUESTION. CONCLUSION

Nous venons de donner d'une façon très rapide, un aperçu de ce qui a été tenté et dit au sujet de la réforme à apporter à la fonction et au statut des gardes champêtres.

Nous devons, pour donner une suite logique à ce modeste travail, donner notre opinion sur les projets qui ont été formés et sur les conceptions qui ont été défendues, critiquer ce qui nous paraît critiquable dans la législation actuelle et dire quels sont, à notre avis, les changements, modifications et améliorations qui nous paraissent nécessaires.

Il y a lieu de constater tout d'abord qu'il n'a été parlé de la réforme qui nous occupe qu'à l'occasion de celle de la police en général. Cette dernière doit être assurée par les services de police proprement dits tels qu'ils existent actuellement ou tels qu'ils pourraient devenir par suite d'améliorations, police de sûreté, brigades mobiles et gendarmerie. Il ne faut pas demander aux gardes champêtres une aide efficace à ce sujet, c'est plus qu'ils ne peuvent fournir. La police scientifique, les méthodes Bertillon, Locard et Gross ne sauraient être appliquées par eux; la recherche et la constatation des crimes n'est pas de leur compétence, celles des délits qui leur sont attribuées sont souvent une exception dans leur carrière, leur véritable domaine est la recherche et la constatation des contraventions.

On sait, pour l'avoir vu plus haut, quels sont les services qu'on est en droit d'attendre des gardes champêtres, dans l'exécution de la mission qui leur est confiée. Tout ce qu'on peut leur demander, c'est d'accomplir ce programme d'une façon sérieuse, dans l'intérêt général de la commune où ils exercent en se soustrayant aux influences politiques du maire et de la majorité.

Ne peut-on pas croire qu'il soit possible d'arriver à un bon résultat par des moyens autres que ceux proposés? Il n'est pas besoin de bouleverser une institution ancienne, à la fois communale et judiciaire, mais essentiellement civile à laquelle on est en France traditionnellement attaché, de la militariser et de la hiérarchiser jusqu'au ministre de l'Intérieur ainsi que cela est demandé dans les projets de la première catégorie que nous avons analysés et par quelques-uns des orateurs ayant pris part, à la Société générale des prisons, aux discussions que nous avons indiquées et qui ont abouti au vœu présenté dans le rapport de la première section de cette société, classé dans les projets de la deuxième catégorie.

Quelles ont été, dans cette discussion, les conclusions de M Drioux, avocat général à la Cour d'appel d'Orléans, rapporteur sur la question de la réorganisation de la police en province? Nous les reproduisons :

« C'est principalement en ce qui concerne les gardes
« champêtres qu'il conviendrait d'insister pour n'avoir
« que des hommes énergiques et solides. En vérité, ce
« n'est pas dans l'exercice de la police rurale qu'ils
« auraient besoin de faire preuve de ces qualités, il y
« faut un peu de tolérance et il n'est pas nécessaire d'y
« dépenser beaucoup de forces physiques. Mais la sur-

« veillance des mendiants et des vagabonds, la recherche
« des vols commis par les nomades ou les maraudeurs
« du pays, voilà les vraies raisons de désirer des agents
« actifs. Leur isolement qui est cause de leur faiblesse,
« devrait faire place à une discipline plus stricte et à
« une cohésion qui manque aujourd'hui totalement, avec
» les forces de police voisines, la gendarmerie et les
« gardes champêtres des communes voisines. Il y a long-
« temps que cette remarque a été faite et nous en avons
« trouvé la trace dans le règlement organique de la gen-
« darmerie. Le rattachement des gardes champêtres aux
« chefs de brigade me semblerait la solution, on peut
« dire toute indiquée, du problème. Gendarmes et gardes
« se concerteraient pour la surveillance des nomades et
« l'organisation des patrouilles de jour et de nuit qui
« seraient le meilleur moyen de prévenir les vols commis
« au préjudice des paysans par les étrangers et les ma-
« radeurs du pays. Loin d'y voir de grands inconvé-
« nients comme on l'a prétendu, je ne trouverais que
« des avantages à transformer cette institution amorphe,
« parce qu'elle est exclusivement civile, en une institu-
« tion à peu près militaire, recrutée dans les cadres de
« l'armée, distribuée en brigades, assujettie à la disci-
« pline, soumise aux ordres d'un sous-officier de gen-
« darmerie. Les gardes champêtres se rapprocheraient
« ainsi un peu du type du gendarme allemand, qui habite
« chez lui et à qui est confiée la surveillance d'une cir-
« conscription de patrouille, sous l'autorité d'un maré-
« chal des logis. L'utilité d'une discipline pour amal-
« gamer ces forces dispersées, me fait préférer cette
« solution à celle qui consisterait à soumettre les gardes
« champêtres à l'autorité des juges de paix. Ceux-ci ne

« pourraient pas prendre sur eux un pouvoir réel, parce
« qu'ils ne pourraient les surveiller d'aussi près ni les
« commander dans le service actif et quotidien. Le lien
« qui rattacherait les gardes champêtres au magistrat
« cantonal serait trop lâche et vite dénué de tout
« effet. »

Adopter ces conclusions serait vouloir faire œuvre de centralisation. Il ne suffit pas de regretter le mauvais usage fait d'une institution, comme le déclarait M. Grimanelli, dans la séance de la Société générale des prisons du 29 avril 1908 : « On a beaucoup médité, dit-il, « des commissaires cantonaux de l'Empire et on a eu « raison, parce qu'on avait fait d'eux un détestable « usage »; il faut encore ne pas prêter la main et ne pas permettre le moyen de faire d'une institution beaucoup plus développée puisque communale, le cas échéant, un tout aussi détestable usage.

Quelle est la conclusion de l'article de M. le premier président Cunisset-Carnot? Il conclut à la création, en remplacement des gardes champêtres condamnés dans son esprit, d'une brigade mobile d'agents départementaux qui seraient rémunérés par le traitement des gardes champêtres supprimés.

Ce moyen ne saurait paraître efficace quant à la recherche des infractions qui peuvent se commettre dans les campagnes. A quoi peut servir l'extrême mobilité de la brigade envisagée? Cette extrême mobilité est-elle si nécessaire pour la recherche et la répression des vols de poules et de lapins, de la maraude, du braconnage, des délits de roulage, etc., etc.? Nous ne le croyons pas. Le garde champêtre, dans le territoire de sa commune, doit en principe, suffire.

Pour arriver à ce résultat il faut opposer au garde champêtre ancien qui ne manquait d'ailleurs pas d'allures, un garde champêtre plus adapté à notre vie moderne, plus vigoureux parce que plus jeune, plus instruit, armé, non point dans un but de démonstration de force, mais uniquement pour pouvoir se défendre s'il était attaqué. En un mot, il faut rajeunir l'institution, la vivifier, l'améliorer, la moderniser et exiger de ceux qui seront appelés à en faire partie des conditions de validité physique, d'aptitude et de savoir qui n'ont point été exigées de leurs aînés.

La première question qui doit se poser est la suivante : est-il souhaitable qu'on renonce au principe actuel de la liberté pour les communes d'avoir un garde champêtre ? Et, devons-nous, comme la Belgique l'a fait par sa loi du 30 janvier 1924, proclamer le principe de l'obligation ? Nous estimons que la situation de la France est très différente de celle de la Belgique, aussi bien au point de vue du territoire qu'à celui de la population. La Belgique, pays d'une superficie totale peu importante, nourrit sur son sol peu accidenté une population d'une densité beaucoup plus élevée que celle de la France en général et à peu près égale à celle de nos départements les plus peuplés, en exceptant toutefois les départements de la région parisienne.

Il y a en France des communes qui ont une population excessivement réduite à tel point qu'il est parfois très difficile d'arriver à la constitution du Conseil municipal, avec une superficie totale étendue, mais dont le sol cultivable ou boisé ne forme qu'une partie assez faible. C'est le cas de certaines communes de nos départements montagneux, Hautes et Basses-Alpes, par

exemple. Il y en a qui se trouvent, dans de petites îles, tout le long de nos côtes, sans grand territoire véritablement utilisable.

Il faut aussi indiquer d'autres communes qui sont plus importantes comme population, mais qui n'ont pas de territoire du tout. Sans nous livrer à une recherche à ce sujet, nous pouvons citer de mémoire, deux exemples : aux environs de Paris, dans le département de Seine-et-Marne, la commune de Crécy-en-Brie, chef-lieu de canton, d'une population dépassant peut-être 1.000 habitants, qui n'a d'autre territoire que celui sur lequel est bâtie la ville ceinturée par les différents bras du Grand-Morin, et dont les gare et cimetière sont situées sur le territoire de communes voisines. Plus loin, dans le Loir-et-Cher, nous citerons la commune de Chambord qui se trouve en totalité à l'intérieur du parc du château de ce nom, qui est une propriété particulière.

Il nous paraît difficile que l'on puisse imposer à ces communes l'obligation d'avoir un garde champêtre. Si néanmoins ce principe devait un jour être admis, il serait bon qu'il fût tempéré de la façon suivante : 1^o ne pourraient être soumises à cette obligation que les communes ayant un territoire rural susceptible par sa nature de permettre l'accomplissement de la mission fixée par la loi au garde champêtre; 2^o les communes ne pouvant satisfaire aux dépenses nécessitées par l'entretien d'un garde champêtre sans s'imposer spécialement, devront être aidées financièrement, soit par le département, soit par l'Etat, dans des proportions à établir suivant les cas.

Pourrait-on obliger ces communes, à la faveur de

la possibilité qu'elles auraient, de s'entendre avec une commune limitrophe, à avoir un garde champêtre en commun?

Nous ne pensons pas qu'il soit possible en France d'admettre ce principe de l'entente de deux ou plusieurs communes limitrophes en vue de l'institution et de l'entretien en commun d'un garde champêtre. Nous devons reprendre, à ce sujet, toutes les objections déjà présentées au cours de ce travail, difficultés quant à la nomination, à l'exécution des ordres donnés par les différents maires, à l'application des mesures disciplinaires et à la révocation, mauvaise exécution du service dans chaque commune par suite de directions et d'ordres contradictoires et aussi par suite du temps perdu pour communiquer d'une commune à l'autre. Et nous devons y ajouter les critiques et observations que nous devons tirer des constatations faites plus haut au sujet de certaines communes. Dans les pays montagneux déjà cités, l'association de deux ou plusieurs communes, en vue de l'installation à frais communs d'un garde champêtre ne nous paraît pas pratiquement réalisable, à raison de la superficie totale qui serait soumise à la surveillance de ce garde champêtre commun, des trajets plus que considérables que ce dernier aurait à faire pour assurer matériellement son service et du manque presque complet de moyens de communication. Dans ces conditions, les services rendus ne seraient pas en rapport avec le sacrifice financier que l'on exigerait de ces communes généralement pauvres.

Quelle association, la commune *intra muros* de Chambord pourrait-elle faire, dans le même ordre d'idée, avec une commune limitrophe? Cette commune de

Chambord en totalité dans le parc du château, uniquement composée du personnel de ce dernier, à une distance assez grande des agglomérations les plus voisines, ne saurait être obligée à fournir une contribution financière pour l'exécution d'un service qui, pour sa part, est matériellement impossible.

Notre avis, sur cette partie de notre sujet — association de communes pour l'institution et l'entretien d'un garde champêtre commun — est absolument opposé à l'adoption d'un pareil système qui serait générateur de discussions, de chicanes, et de dissensions intercommunales et qui n'aboutirait qu'à une mauvaise exécution générale du service.

Quelles devraient être les conditions de nomination des gardes champêtres?

Ils devront être français, de bonne moralité, justifier d'une bonne instruction primaire et avoir satisfait à leurs obligations militaires. Nul ne pourra être nommé garde champêtre s'il n'a vingt-cinq ans au moins ou s'il a atteint l'âge de quarante cinq ans révolus. Nous ne sommes pas d'avis, comme le demande M. Pams dans sa proposition, d'abaisser à vingt et un ans l'âge de nomination des gardes champêtres. Pour l'autorité des fonctions de ces derniers, l'âge de vingt-cinq ans paraît constituer un minimum. Nous croyons pouvoir aller jusqu'à quarante-cinq ans, parce qu'à cet âge l'homme est encore dans toute sa force et que cela permettrait l'admission aux fonctions de gardes champêtres, de certains sous-officiers de carrière n'ayant pas voulu prendre après quinze ans de service une retraite proportionnelle, qui, au moment de leur ren-

trée dans la vie civile pourraient postuler pour cet emploi dans leur pays d'origine ou d'élection.

Les gardes champêtres devront, dès leur nomination, être domiciliés dans la commune où ils doivent exercer. Ils ne pourront accepter aucun autre emploi, communal ou autre, ni exercer aucun métier, profession ou commerce soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées, dans la commune où ils seront assermentés comme gardes champêtres ni ailleurs.

Ils ne pourront continuer leur service après l'âge de soixante-cinq ans révolus. Une retraite proportionnelle aux années de service qu'ils auront effectuées leur sera constituée par la caisse nationale des retraites, au moyen de versements prélevés sur leurs traitements et de versements faits par les communes, dans des conditions à établir ultérieurement.

L'incapacité physique dûment constatée, avant l'âge de soixante-cinq ans ci-dessus fixé, sera une cause de mise à la retraite par le préfet, après avis du Conseil municipal de la commune dans laquelle le garde champêtre exerce sa fonction et de la commission départementale des gardes champêtres dont il sera parlé plus loin.

En ce qui concerne la nomination des gardes champêtres, nous estimons qu'il n'y a rien à changer aux prescriptions de l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 : nomination par le maire et agrément par le sous-préfet ou par le préfet suivant les cas. L'agrément de ces derniers se justifie à raison des attributions que le garde champêtre est appelé à exercer, en dehors de celles qu'il tient de la loi et de l'autorité municipale. Il nous paraît d'ailleurs être une conséquence administrative

du caractère de décentralisation de l'article 102 de la loi de 1884.

Nous reconnaissons que la nomination du garde champêtre par le maire crée en faveur de ce dernier une dépendance qui peut être nuisible à la bonne exécution du service du garde champêtre et à l'accomplissement de tout son devoir. Nous avons vu toutes les constatations et tous les reproches faits à ce sujet; nous n'y reviendrons pas pour ne pas allonger un travail déjà trop long; mais nous estimons qu'il y a mieux à faire que de prendre la mesure radicale qui consiste à dépouiller purement et simplement le maire d'une de ses attributions. Il faut arriver par des moyens appropriés, à atténuer la dépendance du garde champêtre à l'autorité du maire et la ramener à la juste limite d'une subordination qui se justifie, c'est-à-dire au point où elle cesse d'être un obstacle à l'accomplissement, aussi complet que possible, de ses devoirs.

Cette trop grande dépendance actuelle pourrait être diminuée par :

1^o La suppression de l'affirmation des procès-verbaux;

2^o L'obligation pour les gardes champêtres de transmettre directement leurs procès-verbaux aux autorités compétentes pour leur donner la suite qu'ils comportent.

Elle le serait aussi par l'institution dans chaque département, avec siège au chef lieu, d'une commission dite « Commission départementale des gardes champêtres » qui, entr'autres attributions que nous indiquerons plus loin, connaîtrait en appel des arrêtés municipaux de suspension des gardes champêtres.

D'autre part, comme suite logique aux réformes précisées dans les points ci-dessus, il y a lieu de prévoir des mesures ayant pour effet d'obtenir des gardes champêtres l'accomplissement de tout leur devoir et à défaut permettant l'application des sanctions nécessaires. Il faut que les personnes lésées par les actes ou les négligences des gardes champêtres aient la possibilité d'adresser leurs plaintes écrites ou de s'adresser elles-mêmes, à un magistrat de l'ordre judiciaire peu éloigné, facilement abordable qui serait chargé de la surveillance des gardes champêtres.

Ce dernier point et l'institution de la Commission départementale des gardes champêtres formeront le paragraphe III de nos explications.

Reprenons chacune de ces questions.

I. — Sur la première, nous pensons qu'il y a lieu d'abroger purement et simplement les dispositions législatives faisant obligation aux gardes champêtres d'affirmer leurs procès-verbaux (Article 10 de la loi du 30 avril 1790; article 6 de la section VII du titre 1^{er} de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 et article 11 de la loi du 28 Floréal an X). Cette formalité qui se justifiait à l'époque où les gardes champêtres pouvaient n'être pas capables d'écrire et même de signer leurs procès-verbaux, n'aura plus aucune utilité avec des gardes champêtres qui presque toujours rédigeront et écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux et qui, en tous cas, les affirmeront matériellement aussi par leur signature mise en bas. Il n'y aurait que des inconvénients à maintenir cette formalité : démarches, déplacements, perte de temps. Mais le plus grand reproche qu'on lui puisse

faire et qu'elle renforce, en fait, la dépendance du garde champêtre à l'autorité du maire. Ce dernier peut actuellement exiger que sous raison de contrôle de service, les procès-verbaux ne soient affirmés que par devant lui. Un criblage alors se produit et les procès-verbaux qui sont désagréables au maire, à ses proches et à ses amis, ainsi que ceux qui pourraient lui nuire au point de vue électoral ne voient jamais le jour et des contraventions cependant constatées ne sont jamais réprimées. Il est très difficile actuellement au garde champêtre de résister victorieusement.

La suppression de cette formalité mettrait, à notre avis, le garde champêtre dans une situation plus indépendante. Il convient, en la supprimant, d'arrêter d'une façon précise tout ce qui touche aux procès-verbaux, à leur rédaction et à leur écriture. Exiger des gardes champêtres que ces procès-verbaux seront écrits en entier de leur main peut-être en cas de maladie, de blessure ou d'accident professionnel, une cause d'arrêt ou de ralentissement dans leur service; nous pensons qu'il y aurait lieu de décider que les gardes champêtres seront tenus d'écrire eux-mêmes, aussi souvent que cela leur sera matériellement possible, leurs procès-verbaux qu'ils seront tenus de dater et signer à peine de nullité. Rappelons ici que la loi du 29 décembre 1921 que nous avons déjà citée, dispense les préposés de l'administration des eaux et forêts d'affirmer les procès-verbaux qu'ils auront eux-mêmes écrits et signés.

II. — Sur le deuxième point : obligation de transmission directe des procès-verbaux par les gardes champêtres. L'article 20 du Code d'instruction criminelle décide que les procès-verbaux des gardes champêtres

seront remis par eux, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils auront reconnu le fait sur lequel ils ont procédé, lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, au procureur de la République et lorsqu'il s'agira de simples contraventions, au commissaire de police de la commune chef-lieu de la justice de paix ou au maire dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police. Il y a tout lieu de croire que le fait de n'avoir pas à passer par le maire pour la transmission des procès-verbaux supprimera une deuxième cause du criblage dont nous parlions ci-dessus. Il suffirait d'ajouter à l'article 20 du Code d'instruction criminelle la modification suivante : « Seront
 « remis par eux directement.....et lorsqu'il
 « s'agira de simples contraventions, au commissaire de
 « police de la commune chef-lieu de la justice de paix
 « ou au ministère public près le tribunal de simple police
 « du canton désigné en exécution de l'article 144 du
 « Code d'instruction criminelle, dans les communes
 « chef-lieu dans lesquelles il n'y aura pas de commissaire
 « de police ».

III. — Sur le troisième point comprenant les sujets que nous avons cru devoir y réunir pour plus de clarté dans nos développements.

Il faut ajouter à l'autoritarisme d'un maire abusant de l'esprit de subordination dans lequel le garde champêtre se trouve à son égard, comme une des causes de la mauvaise exécution de son service, par le garde champêtre et de sa complaisance à se plier aux exigences du maire, l'impunité presque complète dont il jouit en fait. La crainte d'un rappel à l'ordre, d'un blâme, d'une plainte justifiée adressée à une autorité compétente

et facilement accessible serait pour le garde champêtre complaisant, négligent ou coupable le commencement de la sagesse. Il trouverait dans cette crainte la force à une résistance nécessaire aux exigences du maire et des arguments pour la justifier aux yeux de ce dernier. Petit à petit, le pli se prendrait; le maire, sollicité d'agir pour empêcher l'envoi d'un procès-verbal constatant une contravention ou un délit, répondrait par l'aveu de son impuissance à le faire. Une infraction a été constatée par le garde champêtre, dira-t-il, procès-verbal a été dressé par lui, il n'a plus à l'affirmer devant moi et la loi lui fait une obligation de le transmettre directement à qui de droit pour la suite qu'il comporte; s'il ne le fait pas, il peut être l'objet d'une plainte qui se traduira pour lui par une peine disciplinaire ou par sa révocation. Je ne puis rien pour vous.

A l'heure actuelle, que peut faire la personne qui a à se plaindre des agissements ou de l'inaction d'un garde champêtre? Comment se reconnaîtra-t-elle dans l'arsenal des lois sur la matière? Fera-t-elle au garde champêtre un procès en responsabilité civile? Non, c'est du temps perdu et de l'argent à dépenser et les habitants de nos communes rurales sont économes de l'un comme de l'autre. Et, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, pour ne pas dire toujours, cela n'aura d'autre suite que des propos dépourvus d'aménité échangés au hasard des rencontres, jusqu'à ce que le temps ait fait son œuvre et calmé les ressentiments.

Nul n'est censé ignorer la loi. Supposons que la personne lésée par les agissements d'un garde champêtre la connaisse. Elle ne pourra s'adresser au maire, puisqu'il sera, le plus souvent, la cause de la défaillance

reprochée. S'inspirera-t-elle de l'article 17 du Code d'instruction criminelle qui dit que les gardes champêtres sont, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance du procureur de la République, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration et s'adressera-t-elle au procureur de la République? Il a été dit plus haut que le procureur de la République n'a pas le droit de donner des avertissements aux gardes champêtres, il ne peut que déférer leurs fautes à l'autorité administrative ou au procureur général. S'adressera-t-elle au contraire à cette autorité administrative? Au préfet? Au sous-préfet? Auquel? Comment? C'est loin et peu facile: S'appuyant sur les articles 279 et 280 du Code d'instruction criminelle se tournera-t-elle vers le procureur général près la Cour d'appel, dans le ressort de laquelle se trouve la commune où exerce le garde champêtre? C'est encore plus loin et plus difficile pour des campagnards. S'inspirant enfin de l'article 312 de la loi du 20 mai 1903 qui dit que les gardes champêtres sont placés sous la surveillance des commandants de brigades de gendarmerie, s'adressera-t-elle au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche et que pourra faire celui-ci?

Il paraîtrait normal de s'adresser, pour ces défaillances ou pour ces fautes, au juge de paix du canton qui est président du tribunal de simple police chargé de réprimer les contraventions constatées par les gardes champêtres des communes qui sont dans le ressort de sa compétence. Malheureusement, les gardes champêtres qui sont sous la dépendance, le contrôle et la surveillance de tant de fonctionnaires et de magistrats

ne sont point soumis à la surveillance et à l'autorité du juge de paix (arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 14 décembre 1843), et ce dernier n'a aucune qualité en l'espèce pour intervenir.

Nous pensons que le juge de paix, siégeant au chef-lieu de canton, par conséquent peu éloigné des communes de ce canton, président du tribunal de simple police, qui est un magistrat paternel que l'on peut facilement aborder, devrait être chargé, non seulement de la surveillance des gardes champêtres des communes du canton de sa justice de paix, mais encore de les renseigner, de leur indiquer leur devoir, de les diriger chaque fois qu'ils en auraient besoin dans l'accomplissement de ce devoir et des attributions et obligations qui leur incombent.

Dans notre système, il aurait qualité pour recevoir les plaintes verbales ou écrites auxquelles donneraient lieu les agissements des gardes champêtres des communes du ressort de sa justice de paix. Pour les plaintes ne visant que des faits de négligence ou de peu d'importance, il aurait le droit, après avoir entendu les explications verbales du garde champêtre incriminé et après avoir procédé à une enquête s'il y a lieu, de lui infliger un blâme verbal. Si, dans le délai d'un an de la date de ce blâme, il y avait récidive, le juge de paix serait tenu, après instruction sur la plainte nouvelle, de fournir un rapport écrit, tant sur la première plainte ayant déterminé le blâme verbal que sur la seconde, à la commission départementale des gardes champêtres dont il va être parlé plus loin. Pour des faits plus graves, même sur une première plainte, le juge de paix procéderait à une instruction, entendrait

le plaignant, les explications du garde champêtre incriminé, des témoins si nécessaire et ferait un rapport écrit qu'il transmettrait dans les trois jours de sa clôture au greffier en chef du tribunal de première instance, siégeant au chef-lieu du département, secrétaire de la Commission départementale des gardes champêtres (1).

Cette Commission siégeant au chef-lieu du département serait instituée d'une façon permanente, mais ne siégerait que sur convocations individuelles adressées à ses membres par le président, par l'intermédiaire du greffier secrétaire. Elle serait composée de la façon suivante : Président, le président du tribunal de première instance siégeant au chef-lieu du département, ou le magistrat en faisant fonctions. La présence de ce magistrat à la présidence de cette Commission est un sûr garant d'impartialité et de bonne justice. Comme membres titulaires nous voudrions que fussent désignés par le sort, sur des listes complètes fournies et arrêtées par l'autorité préfectorale, deux maires de communes rurales du département. Il y a tout lieu de présumer que ces magistrats municipaux, forcément au courant de toutes les questions qui pourront s'agiter au sein de la Commission départementale des gardes champêtres et être solutionnées par elle, y seront d'une grande utilité. Nous proposons ensuite, comme membres titulaires, l'élection par leurs collègues, de deux gardes champêtres du département. Leur présence dans la Commission constituera, pour leur collègue assigné

1. M. Dron, député du Nord, dans sa proposition, que nous avons indiquée, demandait la création d'un Conseil central de sûreté des gardes champêtres. Nous trouvons les attributions de ce dernier insuffisantes et la liste de ses membres beaucoup trop longue.

devant elle, la garantie la plus formelle que ses droits et ses intérêts seront bien représentés et bien défendus.

Feraient, en outre, partie de droit de cette Commission : 1^o le sous-préfet de l'arrondissement dans le ressort duquel se trouverait la commune où exerce le garde champêtre dont la Commission aurait à s'occuper, ou le délégué du préfet dans le cas où la commune se trouverait dans l'arrondissement ayant son chef-lieu au chef-lieu du département; 2^o le conseiller général du canton dans le ressort duquel se trouve la dite commune. La présence de ces deux membres de droit nous paraît indispensable à la manifestation de la vérité, par les renseignements qu'ils seront à même de fournir.

Le greffier en chef du tribunal civil siégeant au chef-lieu du département remplirait les fonctions de secrétaire de la Commission, sans voix délibérative ni consultative.

En même temps que les titulaires et pour pouvoir remplacer ceux qui pourraient être empêchés seraient nommés ou élus de la même façon, à titre de membres suppléants, deux autres maires de communes rurales et deux autres gardes champêtres du département.

Les plaintes arrivées directement à la Commission départementale des gardes champêtres seraient transmises pour instruction et rapport écrit au juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve la commune où exerce le garde champêtre objet de la plainte. La Commission départementale serait saisie par le rapport écrit qui lui serait adressé par le juge de paix, des plaintes qui auraient été adressées directement à ce magistrat.

Ce dernier pourrait être appelé devant la Commission

pour y être entendu verbalement à titre consultatif. Il ne ferait partie, en aucun cas, de cette Commission.

Cette dernière aurait le devoir de veiller à l'exécution sérieuse et complète du service des gardes champêtres et de sanctionner leurs défaillances et leurs fautes. Jouant le rôle de tribunal d'appel, elle connaîtrait des recours formés par les gardes champêtres contre les arrêtés municipaux de suspension rendus contre eux; elle aurait, sur ce point, mission de dire si le garde champêtre a commis, dans l'exercice de ses fonctions, une faute justifiant la mesure disciplinaire prise contre lui ou s'il n'y a pas, de la part du maire, un détournement des pouvoirs qui lui sont conférés. Dans ce cas, comme dans celui de poursuites disciplinaires ou de demande de révocation, la commission ne pourrait statuer qu'après instruction et rapport écrit du juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve la commune où exerce le garde champêtre intéressé.

Dans le cas indiqué ci-dessus où le juge de paix ferait parvenir à la Commission départementale des gardes champêtres un rapport écrit sur une deuxième plainte à la suite d'un blâme verbal infligé par lui et remontant à moins d'une année, comme dans le cas de rapport sur une première plainte, le président de la Commission, si les faits rapportés par le juge de paix instructeur, ne lui paraissaient pas devoir mériter une peine de suspension et motiver par ce fait la réunion de la Commission, pourrait infliger au garde champêtre coupable, un blâme écrit qui serait consigné, à sa date sur une fiche au nom du garde champêtre qui serait établie et conservée par le greffier secrétaire de la Commission. Cette fiche devrait toujours être présentée à

la Commission chaque fois qu'elle aurait à statuer, sur n'importe quel cas intéressant le garde champêtre au nom de qui elle aura été établie.

Si le rapport du juge de paix révélait une ou des fautes qu'il y aurait lieu de sanctionner par une mesure disciplinaire, suspension ou révocation, la Commission serait convoquée par son président et le garde champêtre serait assigné à comparaître devant elle à un délai qui ne pourrait être inférieur à une huitaine franche. Le garde champêtre serait toujours entendu dans ses explications et moyens de défense. Il pourrait se faire assister d'un avocat, d'un avoué, d'un fonctionnaire ou de toute autre personne qui serait préalablement agréée par la Commission. Le dossier du garde serait tenu, par la Commission, à sa disposition et à celle de son défenseur, pour communication, dès que l'assignation lui aurait été délivrée. Une mesure d'instruction pourrait être ordonnée, si la Commission la jugeait utile à la manifestation de la vérité.

La Commission aurait le droit de prononcer les peines suivantes :

- 1^o Suspension d'un mois sans traitement ;
- 2^o Suspension de trois mois sans traitement ;
- 3^o Proposition de révocation par le préfet.

Le préfet ne pourrait, en aucun cas, prononcer la révocation d'un garde champêtre, que sur proposition conforme de la Commission départementale des gardes champêtres. Cette proposition transmise au préfet serait obligatoire pour lui. Il devrait, dans la huitaine de sa réception, prendre un arrêté de révocation. Le préfet pourrait, s'il y a lieu, saisir lui-même la Commission départementale des gardes champêtres.

Dans le cas de recours justifié contre un arrêté municipal de suspension, une question se pose. Qu'advient-il de cet arrêté municipal? Il faudrait en bonne justice, qu'il fût annulé. Et par qui? Peut-on donner à la Commission départementale des gardes champêtres le pouvoir d'annulation des arrêtés municipaux de suspension non justifiés? Nous le pensons. La Commission compétente pour dire le droit doit l'être également pour en faire l'application positive. Une objection se présente immédiatement. Pourquoi proposer de donner à cette Commission le pouvoir d'annulation, alors que nous venons d'indiquer, pour le cas de révocation, qu'elle ne pouvait avoir que le droit de formuler une proposition, obligatoire il est vrai pour le préfet qui devra prendre un arrêté de révocation? Nous pensons qu'il y a lieu de maintenir au préfet le droit de révocation qu'il tient de la loi de 1884 pour les mêmes raisons que nous avons pensé qu'il fallait maintenir le droit d'agrément au sous-préfet, tel qu'il est inscrit également dans la loi de 1884. Mais nous subordonnons ce droit de révocation à la proposition obligatoire, préalable et conforme de la Commission départementale des gardes champêtres.

D'ailleurs si ce pouvoir d'annulation par la Commission départementale des gardes champêtres, d'un arrêté municipal de suspension d'un garde champêtre pouvait être considéré, à tort, croyons-nous, comme générateur de difficultés, il serait facile de procéder de la même façon que pour la révocation et de donner à la Commission seulement le droit de faire au préfet une proposition qui serait obligatoire pour lui et qui tendrait à l'annulation de l'arrêté municipal injustifié.

Mais, dans ce cas, il y aurait lieu à modification de la loi municipale de 1884 qui ne donne pas au préfet le droit d'annuler ces sortes d'arrêtés municipaux.

Toutes questions intéressant les gardes champêtres : propositions pour la médaille des agents de la police municipale et rurale, mise à la retraite anticipée pour incapacité physique, etc... seront transmises, pour avis, à la Commission départementale des gardes champêtres.

Pour que les habitants de la commune puissent connaître exactement la nature des devoirs du garde champêtre et les moyens légaux mis à leur disposition pour rappeler ce dernier à l'accomplissement de son devoir, un extrait de la loi nouvelle serait affiché d'une façon continue et dans une forme de lisibilité et de visibilité parfaites, tant à la porte de la mairie qu'à l'intérieur, dans les salles où le public est admis.

Sur la question du traitement des gardes champêtres il nous paraît absolument impossible d'arriver à la détermination d'une somme en prenant pour base le chiffre de la population de la commune. Il coûte certainement plus cher à vivre dans une commune de moins de 500 habitants des départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, que dans des communes d'égale importance des départements du Finistère, des Hautes-Alpes, du Cantal, de la Haute-Garonne ou de l'Aveyron. Il doit y avoir place, sur ce sujet, à des ententes entre maires et candidats gardes champêtres. Il serait cependant nécessaire d'indiquer un minimum de traitement au-dessous duquel il serait défendu de descendre. Mais ces minima devraient être différents pour communes de même importance, suivant des zones régionales à

établir. C'est là une question qui serait facilement mise au point, si les premières... étaient résolues.

Nous sommes amenés à en dire autant de la question de l'armement des gardes champêtres.

La nouvelle législation devrait, à notre avis, étendre la compétence des gardes champêtres à la constatation des contraventions de police urbaine qui, commises dans l'intérieur de la commune, sont prévues et punies par le Code pénal ou par des lois spéciales, sans l'être aussi par un règlement municipal ou préfectoral. Pour cela, il y aurait lieu de compléter de la façon suivante le paragraphe 2 de l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 qui reproduit textuellement l'article 20 de la loi municipale du 24 juillet 1687 : « En dehors de leurs fonctions « relatives à la police rurale, les gardes champêtres « sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire « pour lequel il est assermenté, les contraventions aux « règlements et arrêtés de police municipale et celles « de police urbaine qui sont prévues par le Code pénal « et par des lois spéciales. »

Nous voici au bout de notre travail, dans le modeste cadre que nous lui avons nous-mêmes fixé. Nous ne prétendons pas l'avoir fait tel qu'il puisse paraître intéressant et que ses suggestions soient retenues ou même simplement appréciées; nous ne pouvons qu'affirmer avoir apporté dans son exécution notre bonne volonté la plus complète. Au sujet des théories que nous avons soutenues et des opinions personnelles que nous avons développées, nous nous permettrons de faire nôtres les paroles de Montaigne, dans son dixième chapitre du livre II des *Essais* : « Je dis librement mon avis « de toutes choses, voire et de celles qui surpassent à

« l'aventure ma suffisance, et que je ne tiens aucune-
« ment estre de ma jurisdiction : ce que j'en opine,
« c'est aussi pour déclarer la mesure de ma veue, non la
mesure des choses. »

Vu : Le Président de la thèse,
L. ROLLAND

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

